

Circulaire n° 14/2014 du Collège des procureurs généraux relative aux lois du 11 février 2014 portant des mesures diverses visant à améliorer le recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice en matière pénale (loi EPE)

Synthèse

Dans le livre II, titre IV, du Code d'instruction criminelle, il est inséré un chapitre I^{er} *bis*, intitulé « De l'enquête pénale d'exécution » (EPE), contenant les articles 464/1 à 464/41 (d'autres modifications sont également apportées, entre autres, en ce qui concerne la saisie élargie par équivalent, la prescription de la confiscation, la suspension et le sursis de la confiscation, le tribunal de l'application des peines et l'Organe central pour la saisie et la confiscation).

L'EPE est un nouveau type d'enquête dans la phase d'exécution d'une condamnation pénale définitive, en vue de l'exécution effective des amendes, confiscations et frais de justice, par la collecte de renseignements concernant la situation patrimoniale du condamné. L'enquête est menée par le magistrat du ministère public qui est compétent pour l'exécution de la condamnation (ou par délégation par le magistrat de l'OCSC).

Le magistrat EPE est compétent sur l'ensemble du territoire du Royaume et mène l'enquête non seulement à l'égard de l'auteur condamné, mais également à l'égard de tiers qui conspirent avec le condamné afin de soustraire son patrimoine à l'exécution.

Des mesures privatives de liberté ne sont pas possibles durant l'EPE. Le magistrat EPE peut bien exécuter ou faire exécuter des « Actes d'exécution ordinaires » (sous-section 1^{re}) :

- tout acte d'enquête conformément à l'article 28*bis* du Code d'instruction criminelle ainsi qu'une enquête patrimoniale (article 464/5)
- l'audition (article 464/6)
- la désignation d'un conseiller technique (article 464/7)
- moyennant accord, visite domiciliaire, ainsi que recherche et extension de la recherche dans un système informatique privé (article 464/8)
- pénétrer dans un lieu accessible au public afin de rechercher et de saisir certains biens et supports d'information (article 464/9)
- fouiller des moyens de transport (article 464/10)
- la fouille (article 464/11)
- demander des informations bancaires (article 464/12)
- requérir des renseignements d'identification en ce qui concerne la communication électronique (article 464/13)
- l'observation (article 464/14 + 464/15)
- le recours à des indicateurs (article 464/16)

Pour les « Actes d'exécution spécifiques » (sous-section 2), à savoir les actes d'enquête pour lesquels dans le cadre d'une instruction classique uniquement le juge d'instruction est compétent, le magistrat EPE peut uniquement exécuter ou faire exécuter ceux-ci moyennant l'autorisation préalable du juge de l'application des peines. Les actes sont limités aux actes d'exécution énumérés limitativement dans la loi :

- la perquisition (article 464/22)
- la recherche et l'extension de la recherche dans un système informatique (article 464/23 + 464/24)
- le repérage des données d'appel de moyens de communication électronique et la localisation (article 464/25)
- l'interception et l'écoute directe de communications ou de communications électroniques privées (article 464/26)
- l'observation à l'égard d'une habitation et ses dépendances (article 464/27)
- des mesures spécifiques à l'égard d'une personne morale qui veut soustraire son patrimoine à l'exécution de la condamnation (article 464/28)

Pour l'autorisation par le juge de l'application des peines l'article 464/20 al. 3 prévoit expressément qu'il examine uniquement la légalité, la proportionnalité et la subsidiarité de l'acte d'exécution requis. Il ne peut donc se prononcer sur l'opportunité de l'acte d'exécution envisagé.

Finalement, le magistrat EPE peut procéder à la saisie de certains biens, sommes d'argent et supports d'information (sous-section 3 « De la saisie pour assurer l'exécution de la peine ») voir les articles 464/29 à 464/37. La personne lésée par une saisie peut demander au magistrat EPE la levée de cet acte d'exécution et peut porter l'affaire devant le juge de l'application des peines après la notification de la décision du magistrat EPE.

L'acte d'exécution ordinaire d'observation fixé à l'article 464/14 s'appuie en grande partie sur celui fixé aux articles 47^{sexies} et 47^{septies} du Code d'instruction criminelle (subsidiarité – proportionnalité – mentions dans l'autorisation – en cas d'urgence l'autorisation peut être accordée verbalement – possibilité de modification, extension ou prolongation – rapport confidentiel sur l'exécution – procès-verbal de l'exécution sans mentionner certains éléments – confirmation de l'autorisation accordée – dossier EPE et dossier confidentiel). L'attention est toutefois attirée sur le fait que:

- la période maximale est de trois mois (au lieu d'un mois) ;
- les moyens techniques ne sont pas spécifiquement repris dans cet article, mais cela n'empêche pas qu'ils peuvent être utilisés (s'ils sont décrits dans l'autorisation : l'article 464/14 § 3.4° détermine que le magistrat EPE mentionne dans l'autorisation la manière dont l'observation sera exécutée).

L'acte d'exécution spécifique d'observation à l'égard d'une habitation ou les dépendances de celle-ci fixé à l'article 464/27, tombe sous les mêmes

conditions de base et de forme, et sera exécuté de la même façon que l'observation prévue à l'article 464/14, étant entendu qu'une autorisation préalable doit être accordée par le juge de l'application des peines.

Pour les deux types d'observation, il est prévu que le magistrat EPE peut autoriser les fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'observation de commettre des infractions absolument nécessaires. Les fonctionnaires de police et le magistrat sont exemptés de peine. L'autorisation est jointe au dossier confidentiel (voir l'article 464/14 § 8.2° et l'article 464/15).

Le magistrat EPE veille au contrôle permanent de l'exécution des observations (article 464/17).

L'article 464/18 prévoit un contrôle par la chambre des mises en accusation de la régularité de l'observation en exécution des articles 464/14 et 464/27, lorsque cette observation a fourni des données qui ont ensuite été utilisées dans le cadre d'une instruction ou d'une information.

Il est renvoyé en la matière à l'article 464/1 § 6 qui détermine que les fonctionnaires de police qui, dans le cadre de l'EPE, ont collecté d'une part des renseignements qui peuvent être importants pour une information ou une instruction en cours, les portent immédiatement à la connaissance du ministère public compétent ou du juge d'instruction compétent. Lorsqu'ils découvrent d'autre part des faits qui peuvent former un délit ou un crime, ils en informent immédiatement le ministère public compétent.

Si les données (renseignements) obtenues grâce à l'observation lors de l'EPE sont utilisées dans le cadre d'une information ou d'une instruction judiciaire, le contrôle par la chambre des mises en accusation a lieu avant que la procédure soit réglée ou avant que le ministère public procède à la citation directe et conformément à l'article 235^{ter} §§ 2 à 6 du Code d'instruction criminelle.

Le contrôle prévu à l'article 464/18 peut également avoir lieu à la demande du juge de l'application des peines saisi d'une demande de levée de la saisie, lorsque la saisie en question est basée sur des données obtenues à l'aide d'une observation ou qui a permis la saisie.

Finalement la chambre des mises en accusation est également compétente pour procéder au contrôle de la régularité des observations effectuées, à la demande des cours et tribunaux qui connaissent de demandes civiles relatives à l'exécution de décisions judiciaires portant condamnation à une confiscation spéciale, à une amende et aux frais de justice dans le cadre de l'EPE.

L'article 464/16 prévoit la possibilité du recours à des indicateurs afin de collecter tous les renseignements utiles concernant le patrimoine sur lequel la condamnation peut être exécutée.

Le gestionnaire local des indicateurs communique directement au magistrat EPE, dans un rapport confidentiel, tous les renseignements utiles. Ce dernier conserve les renseignements communiqués dans un dossier séparé et confidentiel et décide s'il en dresse un procès-verbal (en fonction de l'importance des informations fournies et en tenant compte de la sécurité de l'indicateur).

À ce recours à des indicateurs s'applique l'organisation du recours à des indicateurs fixée par l'article 47*decies* §§ 2 à 6 du Code d'instruction criminelle.

1. Introduction

Les lois du 11 février 2014 portant des mesures diverses visant à améliorer le recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice en matière pénale (I) et (II) (ci-après « la loi EPE ») ont été publiées au *Moniteur belge* du 8 avril 2014.

La loi EPE régit les matières suivantes :

- l'instauration de l'enquête pénale d'exécution (EPE) (articles 464/1 à 464/41 CIC) ;
- l'élargissement de la saisie par équivalent aux tiers de mauvaise foi (article 35^{ter} CIC) ;
- la réforme de la prescription de la confiscation (articles 94, 97 et 98 CP) ;
- l'application du droit commun à la confiscation en cas de suspension du prononcé de la condamnation (article 6 de la loi concernant la probation) ;
- la suppression de la confiscation avec sursis (article 8 de la loi concernant la probation) ;
- l'introduction du pouvoir de modération du juge pénal lors de la fixation du montant des avantages patrimoniaux illégaux confisqués (ou de son équivalent) (article 43^{bis} CP) ;
- l'élargissement de la compétence du directeur de l'OCSC consistant à donner des indications au receveur du SPF Finances concernant le recouvrement d'amendes et de frais de justice (article 197^{bis}, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, CIC) ;
- l'exécution, par le receveur, des condamnations à une confiscation d'une somme, d'une amende et des frais de justice sur les biens saisis pénalement (article 197^{bis}, § 1^{er}, alinéa 3, CIC) ;
- la transcription des décisions judiciaires de confiscation de biens immeubles au bureau des hypothèques (article 197^{bis}, § 1^{er}, alinéa 4, CIC) ;
- la création de la fonction de receveur national spécialisé en recouvrement de confiscations au sein du SPF Finances (article 197^{bis}, § 2, CIC) ;
- la délégation à l'OCSC des missions du ministère public relatives à l'exécution de confiscations à l'étranger (article 197^{bis}, § 3, alinéa 2, CIC) ;
- l'institution d'un « Organe de concertation pour la coordination du recouvrement des créances non fiscales en matière pénale » au sein de l'État fédéral (article 197^{bis}, § 4, CIC) ;
- l'optimisation des enquêtes de solvabilité menées par l'OCSC (articles 15 et 15^{bis} de la loi du 26 mars 2003 portant création d'un Organe central pour la saisie et la confiscation).

La loi EPE exécute certains aspects de la politique définie par le gouvernement fédéral dans le Plan d'action 2012-2013 du Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale.

Il convient de mettre fin à l'impunité en instaurant une exécution effective des peines (« **le crime ne paie pas** »). La législation en vigueur ne permettait pas au ministère public et aux receveurs des domaines et des amendes pénales de procéder à un recouvrement plus optimal des amendes, des frais de justice infligés et des sommes d'argent confisquées. Le receveur des domaines et des amendes pénales ne dispose pas d'instruments légaux suffisants et satisfaisants pour agir de manière effective et efficace contre un condamné qui organise son insolvabilité. En outre, le receveur ne dispose pas de moyens adéquats pour collecter des informations sur la situation patrimoniale du condamné ou de tiers engagés avec le condamné dans des pratiques frauduleuses. Les parquets et les services de police ne disposent pas, quant à eux, des compétences adéquates et légales pour localiser et saisir les avoirs ayant échappé à l'exécution de la peine.

Bien qu'il soit toujours possible d'ouvrir une enquête judiciaire pour « **insolvabilité frauduleuse** » (article 490*bis* CP), la loi EPE permet d'affecter les ressources existant au sein du ministère public et des services de police en priorité au recouvrement effectif des peines patrimoniales prononcées et des frais de justice.

Cette nouvelle législation est entrée progressivement en vigueur le dixième jour de sa publication au *Moniteur belge*, soit le 18 avril 2014.

En vertu de la loi EPE, un arrêté royal portant exécution de l'article 464/4, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle (intitulé abrégé : « **AR Ouverture EPE** ») doit déterminer les critères quantitatifs et qualitatifs requis pour l'ouverture de l'enquête pénale d'exécution par le ministère public.

Cet arrêté royal est entré en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*, à savoir le 30 mai 2014.

La présente circulaire commente la nouvelle législation, en se basant, principalement mais pas exclusivement, sur les travaux parlementaires liés à la loi EPE. Il n'existe encore aucune jurisprudence (publiée) en la matière. La doctrine déjà publiée sur la loi en question reste très maigre (cf. V. Franssen, « Straf(proces)recht: Kritisch overzicht van enkele recente wetswijzigingen » dans VRG Alumni (éd.), *Recht in beweging. 21^{ste} VRG-Alumnidag 2014*, Anvers, Maklu, 2014, pp. 393-414 et V. Franssen, « De jacht op "crimineel" vermogen. Een nieuw strafonderzoek ziet het licht », *RW* 2013-2014, p. 1162). La présente circulaire définit également les directives suivies par les magistrats du ministère public, y compris l'OCSC, dans le cadre de l'application de la loi EPE.

2. L'enquête pénale d'exécution (EPE)

En tant que « procédure particulière », l'EPE est régie par les articles 464/1 à 464/41 CIC (Chapitre I^{er} *bis* du Titre IV du Livre II du Code d'instruction criminelle).

Structure du Chapitre I^{er} *bis* (« De l'enquête pénale d'exécution ») :

- Section 1. Notion et principes généraux (article 464/1)
- Section 2. Des organes de l'enquête (articles 464/2 à 464/3)
- Section 3. De l'ouverture de l'enquête (article 464/4)
- Section 4. Compétences des organes d'exécution
 - Sous-section 1^{re}. Des actes d'exécution ordinaires (articles 464/5 à 464/18)
 - Sous-section 2. Des actes d'exécution spécifiques (articles 464/19 à 464/28)
 - Sous-section 3. De la saisie pour assurer l'exécution de la peine (articles 464/29 à 464/38)
- Section 5. Des coûts de l'enquête (articles 464/39 à 464/40)
- Section 6. De la clôture de l'enquête pénale d'exécution (article 464/41)

2.1. Notion et principes généraux

2.1.1. Définition de l'EPE

L'article 464/1, § 1^{er}, CIC décrit l'EPE comme suit :

« L'enquête pénale d'exécution est l'ensemble des actes qui tendent à la recherche, l'identification et la saisie du patrimoine sur lequel la condamnation au paiement d'une amende, d'une confiscation spéciale ou des frais de justice peut être exécutée. »

L'EPE poursuit un **double objectif** :

- d'une part, la collecte d'**informations** (pas de preuves d'infractions) concernant la **situation patrimoniale** du condamné et, éventuellement aussi, des tiers de mauvaise foi ;
- et, d'autre part, la **saisie** du **patrimoine** sur lequel la condamnation au paiement d'une confiscation, d'une amende ou des frais de justice peut être exécutée (**objet d'exécution**).

Les avoirs patrimoniaux saisis peuvent être vendus en vue d'apurer les confiscations, amendes et frais de justice dus par l'intermédiaire d'une « **procédure d'aliénation** ».

Les termes « **confiscation spéciale** » portent tant sur les confiscations par équivalent (article 43*bis*, alinéa 2, du Code pénal et les règles similaires pour

certaines infractions telles que le blanchiment) que sur la confiscation de la chose d'une somme d'argent qui n'a pas été saisie au préalable lors de l'instruction pénale. Dans ce dernier cas, il ne peut y avoir transfert de propriété immédiat du fait de la confiscation elle-même de sommes d'argent qui n'ont pas été saisies au préalable en espèces sonnantes et trébuchantes, l'État ne devenant que le créancier desdites sommes d'argent (Cass., 16 octobre 2007). Dans les deux hypothèses apparaît une créance de l'État sur le condamné, pour le montant de la confiscation que le receveur compétent du SPF Finances doit recouvrer sur le patrimoine du condamné.

Le **patrimoine** (en tant qu'**objet d'exécution**) du condamné comprend à la fois tous ses actifs mobiliers et immobiliers saisissables ainsi que ses créances exigibles sur des tiers, sur lesquels la condamnation peut être exécutée.

L'EPE vise le **patrimoine réel** du condamné. Au besoin, elle révèle les constructions mises en place par le condamné dans le but de céder en apparence son patrimoine à des tiers de mauvaise foi, alors qu'en réalité, il exerce toujours directement ou indirectement ses droits de propriété sur les biens concernés. L'EPE vise tous les avoirs patrimoniaux dont le condamné s'est séparé en utilisant toutes sortes de **techniques frauduleuses** destinées à échapper à l'exécution de la condamnation.

2.1.2. Acteurs de l'EPE

a) Acteur actif de l'EPE : le ministère public

L'EPE est menée sous l'autorité et la direction du ministère public (article 464/1, § 2, CIC). Le magistrat qui dirige l'enquête pénale d'exécution est appelé « magistrat EPE ». Le rôle du ministère public sera développé plus loin (cf. *infra*, « 2.2.2. Organe central pour la saisie et la confiscation »).

Étant donné que l'EPE requiert de la part du magistrat du ministère public qu'il soit spécialisé dans plusieurs domaines et que, hormis l'exécution d'actes d'information ordinaires qui nécessitent en soi des connaissances approfondies du droit de la procédure pénale, il maîtrise également le recours à certaines méthodes particulières de recherche, il va de soi que le procureur général, le procureur du Roi, le procureur fédéral et l'auditeur du travail désignent, au sein de leur corps respectif, un ou plusieurs magistrats chargés de l'application de la législation en question.

b) Acteur passif de l'EPE : le condamné et le tiers de mauvaise foi

L'EPE est menée à l'égard du **condamné**, c'est-à-dire une personne, physique ou morale, qui est l'auteur d'un délit et qui a été condamnée par le juge à payer une somme d'argent confisquée, une amende pénale ou des frais de justice en matière pénale (article 464/1, § 3, CIC).

En vertu de certaines lois spéciales, outre l'auteur des faits punissables sous-jacents (auteur matériel), un tiers étranger à l'infraction peut également être tenu civilement responsable pour la condamnation aux confiscations, amendes et frais de justice (**partie civilement responsable**). Ainsi, l'article 26 de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des produits et des services dispose que les sociétés peuvent être tenues responsables du paiement de ces créances si leurs organes ou préposés sont jugés coupables d'une infraction à la loi précitée.

À la suite de l'amendement, les parties civilement responsables ont été supprimées du champ d'application de la loi EPE. Elles peuvent toutefois éventuellement faire l'objet d'une EPE en tant que « tiers de mauvaise foi ».

L'EPE peut également être menée contre des « **tiers de mauvaise foi** », à savoir des personnes, physiques ou morales, qui conspirent délibérément (« sciemment et volontairement ») avec le condamné afin de soustraire son patrimoine à l'exécution d'une condamnation exécutoire (article 464/1, § 3, CIC).

Le législateur souhaite en effet éviter que le condamné se soustraie à l'exécution de la peine en cédant en apparence son patrimoine à des tiers de mauvaise foi, alors qu'en réalité, il exerce toujours directement ou indirectement ses droits de propriété sur les biens concernés. Le condamné a recours à toutes sortes de techniques pour se rendre insolvable en vue de soustraire frauduleusement son patrimoine à l'exécution effective de la condamnation.

Le ministère public doit démontrer que le tiers était au courant de l'obligation de paiement qui incombait au condamné et qu'il a collaboré consciemment en vue de soustraire le patrimoine de celui-ci à l'exécution de la condamnation au paiement des frais de justice, des confiscations et des amendes.

Exemples :

- le tiers de mauvaise foi facture périodiquement au condamné des prestations qu'il livre de manière fictive et qu'il surévalue délibérément, les sommes payées étant ensuite totalement ou partiellement reversées au condamné ;
- le tiers de mauvaise foi finance l'achat de certains biens auprès d'un vendeur de bonne foi grâce à des sommes d'argent provenant du condamné, les biens « achetés » étant ensuite utilisés gratuitement par ce dernier ou lui étant loués à un prix anormalement bas ;
- la vente de biens du condamné au tiers de mauvaise foi est financée avec l'argent du condamné, le tiers de mauvaise foi remboursant ensuite à celui-ci le montant reçu et lui louant les biens « vendus » à un prix anormalement bas ou les lui mettant gratuitement à sa disposition ;
- le condamné vend des biens lui appartenant au tiers de mauvaise foi pour un montant symbolique ;
- les biens patrimoniaux du condamné sont intégrés dans une société patrimoniale qu'il a créée lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, par exemple une autre société qu'il contrôle, après sa condamnation, dans le but de soustraire les biens à l'exécution de la peine.

Si de telles constructions sont mises en place ou si de telles techniques sont utilisées avant l'exécution de la condamnation, le ministère public peut, lors de l'enquête pénale ordinaire, pratiquer une saisie par équivalent sur les biens appartenant au tiers de mauvaise foi, sur la base de l'article 35^{ter}, § 4, CIC (cf. *infra*, « 3. Extension de la saisie par équivalent »).

2.1.3. Utilisation de moyens de contrainte

Sauf les exceptions prévues par la loi, les actes d'exécution ne peuvent comprendre aucun acte de contrainte ni porter atteinte aux libertés et aux droits individuels (article 464/1, § 4, CIC).

Dans le cadre de l'EPE, le ministère public peut accomplir un acte d'exécution comprenant l'utilisation de moyens de contrainte ou portant atteinte aux droits fondamentaux uniquement dans les conditions cumulatives suivantes (article 464/1, § 4, CIC) :

- l'acte d'exécution est expressément autorisé par la loi (**principe de légalité**) ;
- l'acte d'exécution est posé en vue d'atteindre l'objectif de l'EPE défini par la loi, à savoir la recherche, l'identification et la saisie du patrimoine du condamné (**principe de finalité**) ;
- les moyens de contrainte utilisés ou l'atteinte aux droits fondamentaux ne peuvent pas excéder ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif de l'EPE (**principe de proportionnalité**).

Le juge de l'application des peines examinera la demande du ministère public en vue d'autoriser la pratique d'un « acte d'exécution spécifique » à la lumière, entre autres, des principes de légalité et de proportionnalité (cf. *infra*, « 2.4.3.3. Procédure d'autorisation » et article 464/19 CIC).

2.1.4. Secret de l'EPE

Principe

Sauf les exceptions prévues par la loi, l'EPE est secrète (article 464/1, § 5, alinéa 1^{er}, CIC). Toute personne appelée à prêter son concours professionnel à l'EPE est tenue au secret. Celui qui viole ce secret est puni des peines prévues à l'article 458 du Code pénal (article 464/1, § 5, alinéa 2, CIC).

Exceptions

La loi EPE prévoit quelques exceptions au secret, notamment :

- la remise du texte de l'audition à la personne entendue (article 464/6, § 4, alinéa 2, CIC) ;
- la notification d'une copie du procès-verbal de saisie au saisi (article 464/31, § 2, CIC) ;
- la communication à une personne qui, au cours de l'EPE, a fait l'objet d'une écoute téléphonique (article 464/41, § 3, CIC).

Consultation et copie

Sans préjudice de l'exercice du droit de défense dans d'autres procédures pénales par le condamné ou des tiers, le magistrat EPE décide sur l'autorisation de **consulter le dossier** ou d'en obtenir une **copie**, si le condamné ou un tiers ayant un intérêt en fait la demande. Cette décision n'est susceptible d'aucun recours (article 464/1, § 5, alinéa 3, CIC).

La loi établit expressément que le magistrat EPE peut autoriser la **partie civile** à consulter le dossier afin de l'informer des avoirs patrimoniaux sur lesquels la condamnation exécutoire au paiement de dommages-intérêts peut être exécutée (article 464/1, § 5, alinéa 4, CIC).

Sur la base des informations obtenues, la partie civile peut procéder à une saisie-exécution civile sur le patrimoine du condamné. La partie civile peut éventuellement pratiquer une saisie civile à l'égard du tiers de mauvaise foi dans le cadre d'une action paulienne (cf. à ce sujet E. Dirix et K. Broeckx, « Beslag » dans *APR*, 3^e édition, Malines, Kluwer, 2010, pp. 94-95, point 114). Cela permet à la partie civile de récupérer effectivement l'indemnité accordée par le juge pénal.

Une concertation entre la partie civile et le magistrat EPE s'indique également lors de l'exécution d'une **confiscation dont le produit est attribué par le juge à cette partie civile** (article 43*bis*, alinéa 3, CP). Dans ce cas, le juge pénal prononcera une double condamnation. Sur le plan civil, le juge pénal attribuera une indemnité à la partie civile. Sur le plan pénal, il confisquera par équivalent une somme d'argent correspondant au montant de l'indemnité octroyée, qui sera recouvrée sur le patrimoine du condamné au profit de la partie civile bénéficiaire.

Les sommes d'argent recouvrées par la partie civile de sa propre initiative par le biais d'un huissier de justice en vue d'apurer l'indemnité sont, si nécessaire, imputées sur les sommes d'argent recouvrées par le SPF Finances en exécution de la confiscation. Le montant total de la confiscation recouvrée ne peut en effet pas dépasser celui de l'indemnité payée ou recouvrée, et vice versa. En vue de permettre une **coordination optimale** entre le **recouvrement parallèle** de l'indemnité et de la somme d'argent confisquée, une communication de certaines données du dossier peut être indiquée.

Le magistrat EPE peut limiter la consultation ou la prise d'une copie à la partie du dossier à l'égard de laquelle la partie civile peut justifier d'un intérêt (article 464/1, § 5, alinéa 4, CIC). Bien entendu, aucune consultation ne peut être autorisée pour les informations concernant l'observation effectuée pendant l'EPE ou le recours aux indicateurs, qui figurent dans le **dossier confidentiel** (article 464/14, § 8 *in fine*, CIC ; article 464/16, § 2, alinéa 2, CIC ; article 464/27, § 2, alinéa 1^{er}, CIC).

L'information de la partie civile sera bien sûr superflue si les sommes d'argent disponibles auprès de l'OCSC peuvent être intégralement utilisées pour l'apurement des dettes publiques du condamné (ou du tiers de mauvaise foi) sur la base de l'**article 16*bis* de la loi du 26 mars 2003 relative à l'OCSC** (article 464/1, § 5 *in limine*, CIC). La disposition légale précitée autorise l'OCSC, après la levée de la saisie EPE, à utiliser les sommes d'argent à restituer pour payer les dettes fiscales, etc., même si une saisie civile est pratiquée par la partie civile (compensation légale).

2.1.5. Échange d'informations

L'article 464/1, § 6, CIC définit l'échange d'informations dans le cadre de l'EPE. Les hypothèses suivantes sont envisageables :

a) Communication d'informations par le magistrat EPE au SPF Finances (article 464/1, § 6, alinéa 1^{er}, CIC)

Le magistrat EPE communique, au besoin, tous les renseignements pertinents collectés dans le cadre de l'EPE et ayant trait au patrimoine du condamné au fonctionnaire compétent du SPF Finances, ou informe ce fonctionnaire que ces renseignements sont à disposition pour consultation et prise d'une copie.

Il partage ces informations en vue de faciliter le recouvrement des confiscations, amendes et frais de justice dus par le condamné.

En cas de délégation de l'EPE à l'OCSC, cet organe peut toujours, sur la base de l'article 16*bis*, § 1^{er}, de la loi du 26 mars 2003 relative à l'OCSC, communiquer des renseignements sur le patrimoine du condamné à d'autres services publics de l'État fédéral (ONSS, INASTI, fisc, etc.), des Régions et des Communautés qui sont chargés du recouvrement de certaines dettes, au profit de ce service. Les fonctionnaires chargés du recouvrement qui sont contactés peuvent ensuite procéder à une saisie administrative ou civile sur ces revenus. L'OCSC peut également appliquer la compensation prévue à l'article 16*bis* lorsque la saisie EPE est levée.

b) Communication d'informations par les services de police au magistrat EPE (article 464/1, § 6, alinéa 2, CIC)

Les fonctionnaires de police qui ne sont pas requis par le magistrat EPE communiquent immédiatement et d'initiative à ce magistrat les renseignements utiles pour l'EPE qu'ils ont collectés dans le cadre d'une information, d'une instruction ou d'une autre EPE.

c) Communication d'informations par les services de police au magistrat compétent (article 464/1, § 6, alinéa 3, CIC)

Les fonctionnaires de police qui, dans le cadre de l'EPE, ont collecté des renseignements qui peuvent être importants pour une information ou une instruction en cours ou une autre EPE, les portent immédiatement à la connaissance du ministère public compétent ou du juge d'instruction compétent. Cf. également ci-dessous, point e).

d) Constatation d'infractions par des services de police pendant l'EPE (article 464/1, § 6, alinéa 3, CIC)

Lorsque les services de police découvrent au cours de l'EPE des faits qui peuvent former un délit ou un crime, ils en informent immédiatement le ministère public compétent.

L'infraction d'« insolvabilité frauduleuse » (article 490*bis* CP) sera souvent constatée. Le magistrat compétent du ministère public décidera dans ce cas de la suite qu'il convient de donner au procès-verbal d'informations. Le cas échéant, une enquête pénale parallèle peut être menée et d'autres informations peuvent être échangées dans les hypothèses b), c) ou e).

e) Réutilisation d'informations par le ministère public (article 464/1, § 6, dernier alinéa, CIC)

Les membres du ministère public peuvent utiliser les renseignements qui ont été collectés régulièrement dans le cadre de l'EPE lorsqu'ils exercent leur fonction dans d'autres procédures pénales et civiles.

La notion de « procédures pénales » doit être comprise dans un sens large : une information, une instruction, une procédure au fond devant la juridiction de jugement, une enquête particulière sur les avantages patrimoniaux (articles 524*bis* et 524*ter* CIC), une enquête sur la solvabilité menée par l'OCSC (articles 15 et 15*bis* de la loi relative à l'OCSC), une demande d'entraide judiciaire internationale, etc.

Il convient toutefois de renvoyer à ce qui précède concernant l'audition dans le cadre d'une EPE, lorsque de nouvelles infractions apparaissent à charge de la personne entendue et que la sanction prévue à l'article 47*bis*, § 6, CIC peut être appliquée le cas échéant.

En outre, il y a lieu de mettre en garde contre l'utilisation d'une EPE dont l'objectif serait de collecter des informations pouvant principalement servir pour d'autres informations ou instructions judiciaires. En soi, l'EPE n'équivaut pas à des poursuites pénales et, en principe, elle ne porte pas sur la preuve de la culpabilité. Rappelons néanmoins que l'EPE peut également fournir des informations à charge de tiers. En effet, comme indiqué ci-après, les mesures de contrainte sont soumises au contrôle et à l'autorisation du juge de l'application des peines et un contrôle judiciaire comparable à celui d'un juge d'instruction est prévu.

Le ministère public peut également utiliser les informations recueillies dans le cadre d'une EPE lors de procédures civiles, telles que les faillites.

2.1.6. Affectation des sommes d'argent reçues ou gérées

Les sommes d'argent que le magistrat EPE et l'OCSC reçoivent ou gèrent dans le cadre d'une EPE sont versées dès que possible au fonctionnaire compétent du SPF Finances chargé du recouvrement de la confiscation, de l'amende et des frais de justice (article 464/1, § 7, CIC).

La loi ne fixe aucun délai précis. Il est de règle que les sommes d'argent disponibles sont reversées dans un délai d'**un mois** au receveur compétent. Si une requête en mainlevée des sommes saisies a été introduite, il faut d'abord attendre l'issue du référé pénal (article 464/36 CIC). La procédure de référé pénal est régie par une réglementation spécifique dans le cadre de l'enquête pénale d'exécution.

2.1.7. Statut juridique des tiers

a) Principe général

L'article 464/1, § 8, CIC règle la relation entre l'EPE et les droits des tiers, principalement des créanciers du condamné ou du tiers de mauvaise foi.

L'EPE ne porte pas atteinte à l'exercice du droit de la partie civile ou de tiers de bonne foi d'exécuter leurs créances sur le patrimoine du condamné, conformément aux articles 7 et 8 de la loi hypothécaire¹. L'État subit le **concours** des autres créanciers du condamné (ou du tiers de mauvaise foi). La demande de paiement des sommes d'argent confisquées ou des amendes n'est pas une créance privilégiée. L'État a la possibilité d'invoquer un privilège uniquement lors du recouvrement des frais de justice.

Si le condamné ou le tiers de mauvaise foi fait l'objet d'une **procédure collective d'insolvabilité**, les condamnations sont exécutées par le SPF Finances par l'exercice des droits accordés par la loi aux créanciers dans le cadre de la procédure collective d'insolvabilité.

Par « procédure collective d'insolvabilité », le législateur EPE entend la faillite, la réorganisation judiciaire, le règlement collectif de dettes ou toute autre procédure collective judiciaire, administrative ou volontaire, belge ou étrangère, qui implique la réalisation des actifs et la distribution du produit de cette réalisation entre, selon le cas, les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres.

En cas de concours d'une **saisie-exécution civile** avec une saisie pratiquée dans le cadre de l'EPE portant sur **les mêmes avoirs patrimoniaux**, les condamnations au paiement d'une amende, d'une confiscation spéciale ou des frais de justice sont exécutées par le SPF Finances par l'exercice des

¹ Cf. Loi du 21 février 2014 modifiant la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 afin d'instaurer des privilèges en faveur des victimes d'infractions pénales (M.B. du 15 mai 2014).

droits accordés par la loi aux créanciers dans le cadre de la distribution par contribution ou de l'ordre.

Une **saisie conservatoire civile** ne constitue pas un obstacle à la poursuite de l'EPE relative au bien concerné, tant qu'elle ne prend pas la forme d'une saisie-exécution. Par ailleurs, l'EPE peut se poursuivre sans restrictions à l'égard d'autres biens qui ne font pas l'objet d'une saisie-exécution civile.

Le concours avec une saisie-exécution civile ou une procédure collective d'insolvabilité en cours ne constitue pas un obstacle à la collecte de **renseignements sur le patrimoine du condamné** par le ministère public dans le cadre de l'EPE et la communication de ceux-ci au SPF Finances.

b) Exceptions

Le principe selon lequel l'État doit subir le concours avec les autres créanciers du condamné est modéré dans deux cas :

- compensation légale (article 16bis de la loi relative à l'OCSC)

Si, au cours de l'EPE, il est procédé à la saisie de sommes d'argent dont la gestion est confiée à l'OCSC, l'application de l'article 16bis de la loi du 26 mars 2003 relative à l'OCSC demeure possible. Sur la base de cette disposition de loi, l'OCSC peut, après la levée de la saisie, utiliser les sommes d'argent à restituer en vue de l'apurement des dettes du bénéficiaire à l'égard de certains créanciers publics (compensation légale). L'article 16bis de la loi précitée dispose expressément que la compensation demeure possible, y compris en cas de saisie civile, cession, concours ou procédure d'insolvabilité.

- remise ou réduction des peines patrimoniales dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité collective (ou de la distribution par contribution ou de l'ordre lors d'une procédure civile de saisie)

La remise ou la réduction de peines (peines pécuniaires pénales et confiscations) dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité collective qui peut ou non faire naître une situation de concours, ne peut être consentie que sur la base de l'article 110 de la Constitution, qui octroie au Roi la compétence de réduire ou de remettre les peines.

La Cour de cassation a récemment jugé que l'article 110 de la Constitution n'interdit pas la remise de dettes résultant d'une amende pénale par le juge dans le cadre d'un règlement collectif de dettes (Cass., 18 novembre 2013, R.G. n° S.12.0138.F, *Rev. dr. pén. crim.* 2014, p. 304, avec les conclusions contraires de M. l'avocat général J.M. Genicot).

Les dispositions légales qui règlent les procédures d'insolvabilité collectives telles que l'article 82 de la loi sur les faillites concernant l'excusabilité du failli ou les articles 1675/10, 1675/13 et 1675/13*bis* du Code judiciaire concernant la remise de dettes dans la cadre d'un règlement collectif de dettes ne peuvent pas porter atteinte à l'article 110 de la Constitution en tant que norme juridique de rang inférieur.

L'article 49/1 de la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises établit que le plan de réorganisation ne peut pas prévoir de diminution ou de suppression d'une amende pénale. L'exclusion des amendes pénales répond à un sentiment de justice et évite que la demande de réorganisation judiciaire puisse être (partiellement) motivée par le désir d'échapper à une sanction pénale (exposé des motifs du projet de loi modifiant diverses législations en matière de continuité des entreprises, *Doc. parl.*, Chambre, session 2012-2013, DOC 53 2692/001, p. 24).

La loi EPE garantit l'application de l'article 110 de la Constitution. Depuis l'entrée en vigueur de la loi EPE, la remise ou la réduction de peines dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité collective n'est dorénavant possible qu'après l'octroi de la grâce royale.

2.2. Des organes de l'enquête

2.2.1. Ministère public

L'EPE est menée par et sous l'autorité et la direction du magistrat du ministère public compétent pour l'exécution de la condamnation coulée en force de chose jugée (article 464/1, § 2, alinéa 1^{er}, CIC et article 464/2, § 1^{er}, CIC). Ce magistrat en porte la responsabilité et veille à la légalité des actes d'exécution (article 464/1, § 2, alinéa 2, CIC).

Peuvent intervenir, selon le cas, comme magistrat EPE :

- le procureur général près la cour d'appel ;
- le procureur fédéral ;
- le procureur du Roi ;
- l'auditeur du travail.

Le magistrat EPE peut accomplir ou faire accomplir, sur l'ensemble du territoire du Royaume, tous les actes d'exécution qui relèvent de sa compétence (article 464/2, § 2, CIC).

Le magistrat du ministère public près une cour d'appel qui mène l'EPE est revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi (article 464/2, § 3, CIC). Il exerce cette fonction sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel.

2.2.2. Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC)

En vertu de l'article 464/3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, CIC, le magistrat compétent pour l'exécution de la condamnation coulée en force de chose jugée peut également impliquer l'OCSC dans l'EPE :

- soit, en lui demandant de prêter **assistance** pendant l'EPE, par exemple en lui fournissant un avis ou en menant une enquête distincte sur la solvabilité du condamné (articles 15 et 15*bis* de la loi relative à l'OCSC). Si l'OCSC prête assistance dans le cadre de l'EPE menée par le magistrat EPE, il le fait en étroite concertation avec ce magistrat ;
- soit, en chargeant le directeur de l'OCSC de mener une EPE en son nom dans une affaire bien déterminée (**délégation**).

Étant donné les capacités limitées de l'OCSC, l'accord de son directeur est toujours requis. En cas de problèmes persistants à cet égard dans un dossier concret, le directeur de l'OCSC peut demander au Collège des procureurs généraux de prendre les mesures qui s'imposent.

Le directeur de l'OCSC peut proposer d'office au magistrat EPE de faire mener une EPE par l'OCSC. Il peut également proposer d'office à ce magistrat de prêter assistance à l'EPE qu'il mène (article 464/3, § 1^{er}, alinéa 2, CIC).

Une délégation de l'EPE à l'OCSC peut apporter une **plus-value** :

- l'OCSC a développé une certaine expertise au sein du ministère public en matière de saisie et de confiscation d'avoirs patrimoniaux au cours des longues années d'exercice de ses compétences légales ;
- il peut mener une enquête sur la solvabilité du condamné lors du recouvrement de confiscations (articles 15 et 15*bis* de la loi du 26 mars 2003 relative à l'OCSC) ;
- il est compétent pour la vente judiciaire (« aliénation »), sur ordre des autorités judiciaires, des avoirs patrimoniaux saisis pendant l'enquête pénale ordinaire (articles 28*octies* et 61*sexies* CIC) ou l'EPE (article 464/37 CIC) ;
- la police fédérale (OCDEFO) et le SPF Finances (l'administration des services patrimoniaux et l'administration de la perception et du recouvrement) ont mis des fonctionnaires de liaison spécialisés à la disposition de l'OCSC ;
- l'OCSC peut faire appel au receveur spécialisé dans le recouvrement de confiscations (article 197*bis* CIC) ;
- il dispose de facilités pour la gestion des avoirs patrimoniaux saisis (comptes bancaires chez ING Belgique, coffres bancaires loués, etc.).

L'EPE dont est chargé l'OCSC peut uniquement être menée par un magistrat du ministère public au sein de l'OCSC, qui en porte la responsabilité (article 464/3, § 2, CIC).

Il s'agit des magistrats suivants :

- le directeur de l'OCSC ;
- le directeur adjoint de l'OCSC ;
- un magistrat de liaison au sein de l'OCSC.

Le directeur de l'OCSC mène lui-même l'EPE ou désigne, par subdélégation, le magistrat interne qui mène l'EPE. La direction de l'enquête est entre les mains du magistrat de l'OCSC à qui cette enquête a été confiée. Il effectue sa mission sous l'autorité et la direction du directeur de l'OCSC (article 464/3, § 3, CIC).

Si l'OCSC est chargé de l'EPE, il est recommandé de transmettre, lors de la délégation écrite, une copie de toutes les pièces pertinentes du dossier pénal.

L'extrait du dossier pénal contient au minimum les éléments suivants :

- toutes les pièces utiles relatives à la saisie et à la confiscation d'avoirs patrimoniaux (procès-verbaux de saisie, enquêtes bancaires en vertu de l'article 46^{quater} CIC, référés pénaux, demandes d'entraide judiciaire, les actions en confiscation, etc.) ;
- une copie des décisions judiciaires coulées en force de chose jugée condamnant l'inculpé au paiement d'une somme d'argent d'une amende ou de frais de justice confisqués ;
- les enquêtes patrimoniales menées par les services de police.

Le magistrat de l'OCSC qui mène l'EPE dispose des mêmes compétences que tout autre magistrat du ministère public (article 464/3, § 4, alinéa 1^{er}, CIC). Il peut accomplir, sur l'ensemble du territoire du Royaume, tous les actes d'exécution qui relèvent de sa compétence (article 464/3, § 4, alinéa 2, CIC). De plus, il est revêtu de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi (article 464/3, § 4, alinéa 3, CIC). En cette qualité, il est placé sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel de Bruxelles.

Conformément aux articles 15 et 15^{bis} de la loi relative à l'OCSC, le magistrat EPE au sein de l'OCSC peut en outre exécuter ou faire exécuter une enquête sur la solvabilité, qui porte non seulement sur les confiscations, mais qui s'étend également aux condamnations à une amende pénale ou aux frais de justice (« **enquête élargie sur la solvabilité** ») (article 464/3, § 4, alinéa 4, CIC).

2.2.3. Services de police

Le magistrat EPE peut requérir la police locale et la police fédérale, en vue de faire accomplir, à l'exception des limites prévues par la loi, tous les actes d'exécution nécessaires à l'EPE (article 464/2, § 4, alinéa 1^{er}, CIC). Les **réquisitions** sont adressées à l'autorité de police compétente et exécutées conformément aux articles 8 à 8/3 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police (article 464/2, § 4, alinéa 2, CIC). Les services de police requis communiquent au magistrat requérant le rapport des missions effectuées et les renseignements qu'ils ont collectés à cette occasion (article 464/2, § 4, alinéa 3, CIC). Les services de police rédigent leur rapport sous la forme d'un procès-verbal, sauf demande contraire.

La loi n'impose pas que les fonctionnaires de police requis aient la qualité d'officier de police judiciaire. Les agents de police judiciaire sont également compétents pour effectuer des actes d'exécution, qui, dans le cadre d'une enquête pénale ordinaire, sont réservés à un officier de police judiciaire, comme la perquisition sans consentement (article 89*bis* CIC) ou l'écoute téléphonique (article 90*quater* CIC).

Lorsque le ministère public délègue l'EPE à l'OCSC, le magistrat du ministère public au sein de l'OCSC qui mène cette enquête peut, de la même manière, requérir un service de police pour faire exécuter des actes d'exécution (article 464/3, § 5, alinéa 2, CIC). Il peut aussi se faire assister par le personnel de l'OCSC et par les fonctionnaires de liaison du SPF Finances ainsi que les officiers de liaison de la police fédérale qui sont mis à sa disposition (article 464/3, § 5, alinéa 1^{er}, CIC).

2.3. Ouverture de l'EPE

2.3.1. Généralités

Il est possible d'ouvrir une EPE dans les **conditions** cumulatives suivantes :

- le ministère public ou le SPF Finances ont constaté que le condamné n'a pas respecté intégralement son obligation de paiement relative à la confiscation spéciale, aux amendes ou aux frais de justice dans le délai fixé ;
- le montant (restant) de l'obligation de paiement imposée par le juge est important.

Naturellement, la décision du ministère public d'ouvrir une EPE ou de la déléguer à l'OCSC n'est pas portée à la connaissance du condamné (ou du tiers de mauvaise foi).

La décision du ministère public compétent d'ouvrir une EPE ou d'en charger l'OCSC n'est d'ailleurs susceptible **d'aucun recours** (article 464/4, § 1^{er}, alinéa 2, CIC).

2.3.2. Défaut de paiement (complet) de la confiscation, de l'amende et des frais de justice

L'EPE a un caractère subsidiaire. Le ministère public ne peut l'ouvrir qu'à défaut de paiement complet des confiscations, des amendes ou des frais de justice imposés.

Le fait que le condamné ait partiellement payé ses dettes ou que le receveur compétent du SPF Finances octroie un plan d'apurement ne constitue pas un obstacle à l'ouverture de l'EPE s'il s'avère que le condamné a obtenu le règlement d'apurement à la suite de la non-divulgence volontaire d'informations pertinentes concernant sa situation patrimoniale plus favorable ou s'il a demandé ce règlement pour profiter d'une manœuvre dilatoire.

Préalablement à l'ouverture de l'EPE, le ministère public ou le receveur du SPF Finances compétent pour assurer l'encaissement et le recouvrement de ces dettes doit constater que les montants dus n'ont pas ou partiellement été payés dans le délai fixé. Le condamné n'a pas donné suite à une demande de paiement ou une mise en demeure.

S'il ressort toutefois des renseignements dont dispose le ministère public ou le SPF Finances que le condamné a omis ou omettra de satisfaire à son obligation de paiement, il ne doit plus être invité au préalable à satisfaire aux confiscations, aux amendes ou aux frais de justice (article 464/4, § 2, CIC).

S'il est supposé que le condamné omettra de satisfaire à son obligation de paiement, le ministère public doit disposer d'« **éléments sérieux et concrets** » qu'il doit démontrer (article 464/4, § 2, CIC), comme, par exemple :

- la discordance entre l'insolvabilité alléguée du condamné et son style de vie luxueux ;
- la non-divulgence ou la manipulation d'informations essentielles concernant sa situation patrimoniale ;
- le fait que le condamné soit en fuite ;
- la radiation d'office du condamné des registres de la population, sans qu'il n'ait de lieu de résidence ou de domicile connu en Belgique ou à l'étranger en vue de lui adresser des demandes de paiement écrites ;
- l'arrêt soudain d'un plan d'apurement en cours sans aucune justification ;
- l'utilisation de techniques juridiques et de fait pour occulter sa véritable situation patrimoniale (par exemple, la création de sociétés écran, l'utilisation d'hommes de paille lors de transactions patrimoniales, fraudes domiciliaires, etc.).

Le ministère public peut recueillir des informations sur ces « éléments sérieux et concrets » au moyen d'une enquête de solvabilité exécutée par l'OCSC ou à partir de documents du dossier répressif, tels que le rapport d'une enquête patrimoniale menée par les services de police.

2.3.3. Importance de l'obligation de paiement

L'article 464/4, § 1^{er}, CIC établit qu'une EPE ne peut être ouverte que si le montant de l'obligation de paiement soit important. Un arrêté royal détermine, en fonction du montant à recouvrer de la condamnation (critère quantitatif) ou de la gravité de l'infraction qui a motivé la condamnation (critère qualitatif), ce qu'il faut entendre par un montant important de l'obligation de paiement.

L'arrêté royal délibéré en Conseil des ministres du 25 avril 2014 portant exécution de l'article 464/4, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle (intitulé abrégé : « **AR Ouverture EPE** ») (M.B. du 30 mai 2014) a défini ces critères.

La formulation de l'article 1^{er} de l'AR Ouverture EPE laisse apparaître que les critères quantitatifs et qualitatifs ne peuvent pas être appliqués de manière alternative, mais qu'ils sont **cumulatifs**.

Par conséquent, il existe une contradiction entre le texte de l'article 464/4 CIC et les travaux parlementaires (justification d'amendement) et l'article 1^{er} de l'arrêté royal.

L'article 1^{er} de l'AR Ouverture EPE fixe les critères suivants :

a) Critère qualitatif

Le ministère public, en ce compris l'OCSC, peut mener une enquête pénale d'exécution afin d'exécuter une décision judiciaire exécutoire consistant en une condamnation au paiement d'une somme confisquée spécialement, d'une amende pénale ou des frais de justice en matière répressive, condamnation dans le cadre de laquelle le condamné a été déclaré coupable au moins d'une infraction qui peut être punies d'une peine d'emprisonnement correctionnel d'un an ou plus.

La peine est évaluée **in abstracto**, c'est-à-dire que le minimum punissable (de la peine privative de liberté) a été déterminé par la disposition pénale. Cela concerne un niveau minimal et non un plafond. Il n'est donc pas tenu compte des circonstances de fait que le juge doit ou peut prendre en considération pour déterminer la peine concrètement. Ces circonstances de fait sont notamment les circonstances atténuantes ou les causes légales d'aggravation obligatoires ou facultatives, les causes d'excuse, la sanction du dépassement du délai raisonnable (art. 21^{ter} TPCPP) et les règles relatives au concours et à la récidive. Le seuil d'appréciation se situe à la date de la condamnation définitive, et non au jour où les faits sont commis.

Un taux de peine *in abstracto* contribue au mieux à un traitement égal de tous les prévenus déclarés coupables, tant les personnes physiques que les personnes morales. Une autre conception mènerait à ce que des personnes qui ont été seulement condamnées à une amende (à titre de peine principale), à une simple déclaration de culpabilité (art. 21^{ter} TPCPP), à une peine de travail, à une peine sous surveillance électronique ou qui ont bénéficié d'une suspension du prononcé (art. 3 de la loi du 29 juin 1964 sur la probation) ne pourraient jamais faire l'objet d'une EPE, en dépit d'une condamnation à une confiscation, à une amende ou à des frais de justice, dont le recouvrement est indiqué sur la base de la politique criminelle en matière d'exécution. Le critère choisi autorise aussi une EPE à l'égard des personnes morales qui commettent les mêmes infractions commises dans un but lucratif que des personnes physiques, mais qui, pour des raisons évidentes, ne peuvent jamais être condamnées *in concreto* à une peine privative de liberté.

Le critère défini est suffisamment large et comprend toutes les infractions commises dans un but lucratif pour lesquelles une exécution effective est socialement nécessaire, tels que la fraude fiscale grave ou la fraude sociale grave.

b) Critère quantitatif

L'ouverture d'une EPE est possible si la hauteur de l'obligation de paiement est égale à un seuil ou le dépasse.

Le montant de ce seuil est établi à **10.000 €**

Pour l'évaluation de ce critère, ce n'est pas le montant de la condamnation définitive qui est important, mais bien la hauteur du solde des dettes subsistantes qui ne sont pas encore recouvrées au jour de l'ouverture de l'EPE.

Par ailleurs, il n'est pas exigé que toutes les dettes à recouvrer satisfassent individuellement au seuil fixé. La totalité de la masse des dettes sera soumise au critère quantitatif.

2.3.4. Directives complémentaires éventuelles pour les membres du ministère public

Dans l'exposé des motifs de la loi EPE, le gouvernement a développé la réflexion suivante :

« Le projet de loi stipule aussi expressément que le montant de l'obligation de paiement doit être "important". (...) Le ministère public doit vérifier concrètement le montant du solde à recouvrer de la/des condamnations conformément au principe de proportionnalité et au rapport optimal coûts/efficacité qui doit caractériser chaque intervention des autorités (voir ci-dessous). La marge d'appréciation du magistrat EPE ne doit toutefois pas être trop large pour pouvoir garantir l'application uniforme de la loi à l'égard

de tous les condamnés. Par conséquent, le terme "important" est à préciser par le Roi. Le Roi peut prendre en considération aussi bien des critères quantitatifs que qualitatifs pour définir ce terme. Comme déjà indiqué, cette exigence constitue un contrôle de proportionnalité. Les actes d'exécution à appliquer qui comportent parfois une atteinte aux droits fondamentaux (vie privée, droit de propriété et inviolabilité du domicile) doivent être appropriés au solde des créances à recouvrer. Cette exigence s'inscrit également dans le cadre d'une application optimale des moyens publics qui sont à disposition du ministère public et des fonctionnaires de recouvrement du SPF Finances, ce qui implique au préalable une analyse du rapport coûts/bénéfices. Le magistrat comparera, en outre, le montant à recouvrer à celui des frais estimés de l'enquête. Il ne peut donc être question de démarrer une enquête pour des dettes mineures ou si les frais sont plus élevés que les bénéfices estimés. Le ministère public procédera systématiquement à une évaluation de faisabilité avant de démarrer une telle enquête. Le Collège des procureurs généraux sera invité à émettre une circulaire contenant des directives destinée aux membres du ministère public, y compris ceux de l'OCSC, indiquant les cas dans lesquels il est opportun d'ouvrir une EPE. »

(tiré du projet de loi portant des mesures diverses relatives à l'amélioration du recouvrement des peines patrimoniales et des frais de justice en matière pénale (I), *Doc. parl.*, Chambre, session 2012-2013, DOC 53 2934/001 et 2935/001, p. 14)

L'application de l'EPE sera évaluée et des directives complémentaires seront émises le cas échéant.

2.4. Compétences des organes d'exécution

2.4.1. Généralités

Le magistrat qui conduit l'EPE dispose des compétences suivantes :

- les **actes d'exécution ordinaires** : le magistrat EPE peut, en principe, exécuter ou faire exécuter, par le service de police requis, tout acte d'enquête autorisé dans le cadre d'une information (article 28*bis* CIC), pour autant que cet acte puisse contribuer à atteindre l'objectif de l'EPE (article 464/5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, CIC). À cet égard, il convient de noter que l'ouverture de l'EPE n'a pas pour conséquence d'interdire à présent l'exercice des compétences ordinaires dont le ministère public bénéficiait déjà dans le cadre de l'exécution des peines. L'EPE ne restreint aucunement les possibilités dont le ministère public doit pouvoir disposer afin de pouvoir recouvrer de manière effective les amendes pénales en général ;
- les **actes d'exécution spécifiques** : le magistrat EPE peut exécuter ou faire exécuter, par le service de police requis, les actes d'enquête énumérés de manière limitative dans la loi, qui, dans le cadre d'une instruction, sont de la compétence exclusive du juge d'instruction (par exemple, une perquisition sans consentement, une écoute téléphonique, etc.) pour autant qu'ils puissent contribuer à atteindre l'objectif de l'EPE et après autorisation préalable du juge de l'application des peines (article 464/19 CIC) ;
- la **saisie** : le magistrat EPE et les fonctionnaires de police peuvent procéder à toutes les saisies de supports d'information et de biens (en tant qu'objet d'exécution) qui sont susceptibles de contribuer à la réalisation de l'objectif de l'EPE (article 464/29 CIC).

Ce point sera davantage expliqué ci-après.

2.4.2. Des actes d'exécution ordinaires

2.4.2.1. Notion

Quels sont les **actes d'exécution ordinaires** qui relèvent de la compétence du magistrat EPE ?

Règle générale

Toutes les compétences qu'il peut exercer en tant que magistrat du ministère public au cours de l'information, pour autant qu'elles puissent contribuer à la réalisation de l'objectif de l'EPE.

Les articles 464/5 à 464/17 règlent un certain nombre d'actes d'exécution ordinaires.

Aperçu des actes d'exécution ordinaires :

- enquête patrimoniale menée par les services de police (article 464/5, § 2, CIC) ;
- audition du condamné, des tiers de mauvaise fois et, éventuellement, des témoins sans prestation de serment (article 464/6 CIC) ;
- désignation d'un conseiller technique (article 464/7 CIC) ;
- visite domiciliaire avec consentement (article 464/8, § 1^{er}, CIC) ;
- recherche dans un système informatique privé avec consentement (article 464/8, § 2, CIC) ;
- pénétration dans un lieu accessible au public (article 464/9 CIC) ;
- fouille d'un bateau, d'un véhicule ou de tout autre moyen de transport (article 464/10 CIC) ;
- fouille du condamné ou du tiers de mauvaise foi (article 464/11 CIC) ;
- enquête bancaire (article 464/12 CIC) ;
- identification des utilisateurs d'un réseau ou de services de communications électroniques ou identification du service de communications électroniques utilisé (article 464/13 CIC) ;
- observation ordinaire (article 464/14 CIC) ;
- recours aux indicateurs (article 464/17 CIC).

Les compétences d'enquête énumérées et décrites à la sous-section 1 (« Des actes d'exécution ordinaires ») ne sont pas limitatives. D'autres actes d'exécution demeurent possibles, tant qu'ils ne constituent pas une atteinte aux droits fondamentaux ou qu'ils n'exigent pas de moyens de contrainte et qu'ils peuvent contribuer à atteindre l'objectif de l'EPE. Par exemple :

- la collecte d'informations auprès d'**autorités publiques et d'autres autorités judiciaires** ;
- la consultation de **bases de données spécialisées** qui enregistrent et traitent des données économiques et financières ;
- les recherches effectuées par le biais de **sources ouvertes** privées ou publiques : les actes de société publiés dans les *Annexes du Moniteur belge*, le cadastre, les comptes annuels des sociétés déposés auprès de la Centrale des bilans de la BNB, la Banque-Carrefour des Entreprises, etc.

Exception

Actes d'exécution ordinaires non autorisés :

- l'arrestation au sens des articles 1^{er} et 2 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive est interdite par la loi (article 464/5, § 1^{er}, CIC) ;
- les mesures impliquant l'utilisation de moyens de contrainte non autorisés par la loi ou portant atteinte aux droits fondamentaux, par exemple la contrainte physique ;
- les actes d'information qui, par leur nature, ne sont manifestement pas utiles à la réalisation de l'objectif de l'EPE, comme une analyse ADN ;
- l'infiltration ;
- le contrôle visuel discret.

2.4.2.2. Analyse des actes d'exécution ordinaires

a) Enquête patrimoniale menée par les services de police (article 464/5, § 2, CIC)

Le magistrat EPE peut charger un service de police de mener une enquête sur les revenus et les possessions du condamné et du tiers de mauvaise foi.

Sauf décision contraire du magistrat EPE, le service de police requis qui effectue l'enquête patrimoniale ne peut pas recourir aux actes d'exécution spécifiques et ordinaires visés aux articles 464/7 (conseiller technique), 464/12 (enquête bancaire), 464/13 (demande d'informations aux opérateurs de télécommunication) et 464/14 (observation ordinaire) du Code d'instruction criminelle.

b) Audition (article 464/6 CIC)

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut entendre le condamné, le tiers de mauvaise foi ou les témoins, sans prestation de serment, sur la **situation patrimoniale du condamné, à savoir** les transactions patrimoniales effectuées ou envisagées, des renseignements sur la composition et la localisation de son patrimoine.

Au début de l'audition, il est indiqué que la personne à entendre est interrogée en qualité de condamné, de tiers de mauvaise foi ou de témoin.

Le condamné ou le tiers de mauvaise foi ont le choix de faire une déclaration, de répondre aux questions qui leur sont posées ou de se taire.

Le témoin est tenu de répondre à toute question.

Exceptions :

- le témoin est tenu au respect d'une **obligation de secret** établie par la loi, par exemple, les avocats et les personnes exerçant une profession du chiffre (experts comptables externes, réviseurs d'entreprise, conseils fiscaux externes et comptables fiscalistes externes) ;
- le témoin peut refuser de répondre si les renseignements fournis sont susceptibles de l'incriminer de certains faits (**interdiction de s'auto-incriminer**), par exemple, en cas de détournement d'actifs de la société faillie (article 489^{ter} CP), d'insolvabilité frauduleuse (article 490^{bis} CP), d'abus de biens sociaux (article 492^{bis} CP) ou de blanchiment (article 505 CP).

Si la personne à entendre souhaite s'exprimer dans une **langue** autre que celle de l'enquête, l'interrogateur :

- fera appel à un interprète assermenté ;
- notera les déclarations de la personne entendue dans sa langue ou lui demandera de noter elle-même sa déclaration.

Si l'audition a lieu avec l'assistance d'un interprète, son identité et sa qualité sont mentionnées dans le procès-verbal d'audition.

Il est dressé procès-verbal de l'audition du condamné, du tiers ou du témoin. Si elle en fait la demande, la personne entendue peut recevoir gratuitement une **copie du texte de son audition** (pas le procès-verbal d'audition dans son intégralité).

La loi EPE ne prévoit pas explicitement le droit à l'assistance d'un avocat lors de l'audition. Le principe de base est que la loi Salduz ne s'applique pas aux affaires EPE, car elles n'impliquent pas un suspect ou un inculpé, mais bien un condamné.

Toutefois, si l'audition peut être utilisée dans le cadre d'une nouvelle instruction ou information à mener ou d'une autre instruction ou information en cours pour des infractions imputables à la personne entendue, ou si de nouvelles infractions apparaissent pendant cette audition, il convient alors d'appliquer les directives de la circulaire COL 8/2011 ainsi que les modèles qui y sont annexés, et de garantir les droits en matière d'accès à un avocat.

Si l'interrogateur constate au cours de l'audition qu'il existe des indices sérieux et concrets selon lesquels la personne entendue se serait rendue coupable d'une infraction – à savoir une infraction autre que celle pour laquelle elle a été condamnée et qui a fait l'objet de l'EPE –, l'audition relative à l'EPE est immédiatement suspendue. Le cas échéant, il est recommandé d'en informer sur-le-champ le magistrat EPE afin que celui-ci donne des directives quant à la poursuite de l'audition. Bien entendu, une nouvelle audition sur les nouveaux (autres) faits punissables pouvant être reprochés à la personne entendue (au condamné) en tant qu'auteur ou coauteur devra être menée conformément aux formalités prescrites par la législation Salduz, au vu de la sanction visée à l'article 47bis, § 6, CIC.

Si, au cours de l'audition de l'intéressé, des éléments apparaissent comportant des indices d'une infraction pouvant être à charge d'éventuels autres suspects et à laquelle la personne entendue n'a pas personnellement pris part (ni comme auteur ni comme coauteur), il peut être renvoyé à la jurisprudence récente de la Cour de cassation concernant l'opposabilité aux tiers. Dans les arrêts des 30 avril 2013² et du 4 juin 2013³, la Cour de cassation a jugé qu'un suspect ne peut pas invoquer la méconnaissance de ses droits à l'assistance d'un avocat relativement à des déclarations incriminantes faites à sa charge par une autre personne qui ne représente qu'un témoin pour lui, sauf si cette personne devait bénéficier des mêmes droits lors de l'audition et qu'elle rétracte les déclarations incriminantes sur la base de la violation de ces droits.

² Cass., 30 avril 2013, R.G. n° P.12.1290.N.

³ Cass., 4 juin 2013, R.G. n° P.13.0175.N.

c) Désignation d'un conseiller technique (article 464/7 CIC)

Le magistrat EPE peut désigner un conseiller technique qui, sans prestation de serment, donne un avis sur la situation patrimoniale du condamné ou du tiers de mauvaise foi ou sur certaines transactions patrimoniales qui ont été effectuées par le condamné ou ce tiers de mauvaise foi.

Le magistrat EPE peut, par exemple, désigner un expert-comptable externe ou un réviseur d'entreprise pour l'analyse de la comptabilité du condamné.

Le service de police qui effectue l'enquête patrimoniale peut également faire appel à un conseiller technique après autorisation du magistrat EPE (article 464/5, § 2, alinéa 3, CIC).

d) Visite domiciliaire avec consentement (article 464/8, § 1^{er}, CIC)

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut, moyennant l'accord écrit préalable de la personne qui en la jouissance effective, pénétrer à tout moment dans un lieu non accessible au public afin de rechercher et de saisir les biens (en tant qu'objet d'exécution) ou les supports d'information (renseignements relatifs à ces biens).

e) Recherche dans un système informatique privé avec consentement (article 464/8, § 2, CIC)

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut, moyennant l'accord préalable de l'utilisateur légitime, effectuer à tout moment une recherche dans un système informatique privé qui se trouve dans un lieu non accessible au public (par exemple, une habitation).

Sauf opposition de l'utilisateur légitime, il peut étendre la recherche à un système informatique ou une partie de celui-ci qui se trouve dans un autre lieu que celui où la recherche est effectuée si :

- cette extension est nécessaire pour collecter les renseignements relatifs au patrimoine sur lequel la condamnation peut être exécutée, et
- d'autres mesures pour collecter ces renseignements seraient disproportionnées ou s'il existe un risque que, sans cette extension, ces renseignements soient perdus.

L'extension de la recherche dans un système informatique ne peut pas excéder les systèmes informatiques ou les parties de tels systèmes auxquels les personnes autorisées à utiliser le système informatique qui fait l'objet de la mesure ont spécifiquement accès.

Si les données recueillies par l'extension de la recherche dans un système informatique sont utiles pour atteindre l'objectif de l'EPE, elles sont saisies.

Cette réglementation s'applique uniquement à l'inspection d'un système informatique privé dans le cadre de l'exécution d'une perquisition avec consentement. Le juge de l'application des peines peut également, en vertu de l'article 464/22 CIC, habiliter le magistrat EPE en vue d'exécuter une perquisition chez l'utilisateur de ce système informatique. L'autorisation de fouiller l'habitation permet également l'inspection du système informatique. Ce point sera abordé ci-après.

f) Pénétration dans un lieu accessible au public (article 464/9 CIC)

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut pénétrer dans un lieu accessible au public (par exemple, espace commercial), pendant que le public y est également autorisé, afin de rechercher et de saisir les biens (en tant qu'objet d'exécution) ou les supports d'information (renseignements relatifs à ces biens).

g) Fouille d'un bateau, d'un véhicule ou de tout autre moyen de transport (article 464/10 CIC)

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut fouiller un bateau, un véhicule ou tout autre moyen de transport, tant dans la circulation que stationné sur la voie publique ou en des lieux accessibles au public.

Toutefois, il est nécessaire qu'il existe des **indices sérieux et concrets** démontrant qu'il y a dans le bateau, le véhicule ou le moyen de transport concerné des biens (en tant qu'objet d'exécution) ou des supports d'information (renseignements relatifs à ces biens) susceptibles d'être saisis.

Si le moyen de transport sert d'habitation (bateau-logement ou mobilhome) ou si le véhicule est entreposé dans le garage d'une maison habitée, sa fouille n'est possible qu'après consentement de l'intéressé ou après autorisation du juge de l'application des peines en vertu de l'article 464/22 CIC.

h) Fouille du condamné ou du tiers de mauvaise foi (article 464/11 CIC)

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut fouiller le condamné ou le tiers de mauvaise foi, en palpatant leur corps et les vêtements qu'ils portent, ainsi que contrôler leurs bagages.

Il convient toutefois qu'il existe des **indices sérieux et concrets** dont il ressort que les personnes fouillées portent ou détiennent sur eux ou dans leurs bagages des biens (en tant qu'objet d'exécution) ou des supports d'information (renseignements relatifs à ces biens) susceptibles d'être saisis.

La loi n'exige pas expressément que le fouille soit réalisée uniquement par une personne du même sexe, mais cela va de soi. En effet, le législateur n'a pas voulu déroger aux principes généraux applicables en la matière.

i) Enquête bancaire (article 464/12 CIC)

Généralités

Le règlement prévu à l'article 464/12 CIC est inspiré de la compétence similaire dont dispose le ministère public dans le cadre de l'enquête pénale ordinaire (article 46^{quater} CIC).

Le magistrat EPE peut :

- demander des **renseignements** auprès des banques et autres organismes pertinents sur le patrimoine du condamné ou du tiers de mauvaise foi ;
- ordonner le **gel temporaire** (maximum 5 jours ouvrables) des avoirs dans l'attente d'une saisie EPE ;
- placer temporairement les comptes bancaires sous surveillance (« **monitoring** »).

Les **services de police** ne peuvent pas prendre ces mesures de manière autonome. Ils n'interviennent que sur réquisition du magistrat EPE ou après autorisation de celui-ci de mener une enquête patrimoniale policière (article 464/5, § 2, CIC).

Les mesures précitées ne peuvent être utilisées que dans le cadre de l'exécution d'une condamnation au paiement d'une confiscation, d'une amende ou des frais de justice après que le condamné a été déclaré coupable d'une infraction passible d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou d'une peine plus lourde (**principe de proportionnalité**).

Elles peuvent être adressées, par **réquisition écrite et motivée** du magistrat EPE, à tous les organismes et personnes énumérés à l'article 2 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. Dans la pratique, il s'agit principalement de banques privées.

La personne requise ou l'organisme requis visé au § 1^{er} est tenu de prêter son **concours** sans délai à l'exécution de ces mesures.

La personne ou l'organisme qui refuse de prêter son concours aux réquisitions du magistrat EPE est puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros ou d'une de ces peines seulement.

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance des mesures précitées ou y prête son concours, est tenue de garder le secret. Toute violation du secret sera punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

Renseignements bancaires

Le magistrat EPE peut, par décision écrite et motivée, demander aux organismes et personnes susmentionnés (loi du 11 janvier 1993) la communication des renseignements suivants :

- la liste des **comptes bancaires, coffres bancaires ou instruments financiers** visés à l'article 2, 1°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, dont le condamné ou le tiers de mauvaise foi est le titulaire, le mandataire ou le bénéficiaire final et, le cas échéant, toutes les précisions à ce sujet ;
- les **transactions** qui ont été réalisées pendant une période déterminée sur un ou plusieurs de ces comptes bancaires ou instruments financiers, y compris les détails concernant le compte émetteur ou récepteur ;
- les données concernant les titulaires ou mandataires qui, pendant une période déterminée, ont ou avaient accès à ces **coffres bancaires**.

Le magistrat EPE définit dans sa décision la **forme** sous laquelle les renseignements requis lui sont communiqués. Il est vivement recommandé de demander la communication des données bancaires classées dans un tableau lisible que la banque transmet directement par fax ou courriel.

Gel des avoirs

Si c'est nécessaire à l'exécution de la condamnation, le magistrat EPE peut requérir, par décision écrite motivée, que la banque requise ou l'organisme requis ne puisse plus aliéner les créances et engagements concernés liés à ces comptes bancaires, coffres bancaires ou instruments financiers pour une période qu'il détermine (article 464/12, § 2, 2°, CIC).

Le délai court de la prise de connaissance de ses réquisitions envoyées par téléfax ou envoi recommandé jusqu'à cinq jours ouvrables après la notification des données visées au magistrat EPE. La mesure de gel cesse automatiquement à l'expiration du délai fixé par le magistrat EPE ou en cas de paiement intégral de la confiscation, de l'amende et des frais de justice dus.

La personne ou l'organisme ou tout tiers qui conserve ou gère des biens qui font l'objet d'une mesure visée au § 2 et qui les fait disparaître dans une intention frauduleuse, est puni des peines prévues à l'article 507 du Code pénal. La tentative est punie des mêmes peines.

Surveillance d'un compte bancaire

Si c'est nécessaire à l'exécution de la condamnation, le magistrat EPE peut requérir, par décision écrite motivée, que, pendant une période renouvelable de maximum deux mois, les transactions réalisées sur un ou plusieurs de ces comptes bancaires, coffres bancaires ou instruments financiers du condamné ou du tiers de mauvaise foi soient surveillées (article 464/12, § 2, 1°, CIC).

Cette surveillance permet au magistrat EPE, pendant une période qu'il détermine, de pouvoir suivre tous les mouvements sur le compte bancaire et d'en recevoir un feed-back de la banque concernée.

j) Identification des utilisateurs d'un réseau ou de services de communications électroniques ou identification du service de communications électroniques utilisé (article 464/13 CIC)

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut, par décision écrite et motivée, requérir l'opérateur d'un réseau de communications électroniques ou le fournisseur d'un service de communications électroniques de lui communiquer les renseignements suivants :

- l'identification d'un abonné ou d'un utilisateur habituel d'un service de communications électroniques ou du moyen de communication électronique utilisé ;
- l'identification des services de communications électroniques auxquels une personne déterminée est abonnée ou qui sont habituellement utilisés par une personne déterminée.

Chaque opérateur d'un réseau de communications électroniques et chaque fournisseur d'un service de communications électroniques communiquent tous les renseignements disponibles dans le délai et selon les modalités fixés par l'arrêté royal pris en exécution de l'article 46*bis*, § 2, alinéas 1^{er} et 2, du Code d'instruction criminelle. L'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques est d'application.

Tout refus de communiquer les données requises est puni d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros. Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou y prête son concours, est tenue de garder le secret. Toute violation du secret sera punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

k) Observation ordinaire (articles 464/14 à 464/15 et 464/17 à 464/18 CIC)

Notion

La loi EPE ne donne aucune définition de cette notion.

L'article 47sexies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, CIC décrit l'observation, en tant que méthode particulière de recherche dans le cadre de l'information, comme « l'observation systématique, par un fonctionnaire de police, d'une ou de plusieurs personnes, de leur présence ou de leur comportement, ou de choses, de lieux ou d'événements déterminés ».

L'article 47sexies s'applique *mutatis mutandis* à l'observation EPE. Il définit en effet ce qu'il convient d'entendre par une observation « au sens du présent code ».

Conditions matérielles et formelles

Dans les dossiers EPE, les **conditions de base** (cumulatives) suivantes sont de rigueur (**article 464/14, § 2, CIC**) :

- les autres actes d'exécution ordinaires n'ont pas suffi ou ne peuvent raisonnablement pas suffire pour atteindre l'objectif de l'EPE défini à l'article 464/1, § 1^{er} (**principe de subsidiarité**) ;
- l'acte d'exécution est exclusivement appliqué aux fins d'exécution d'une condamnation coulée en force de chose jugée de paiement de confiscations, d'amendes et de frais de justice après que le condamné a été déclaré coupable d'une infraction passible d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou d'une peine plus lourde (**principe de proportionnalité**).

Le magistrat EPE peut, par décision écrite et motivée, autoriser un service de police à procéder à une observation.

L'autorisation de procéder à l'observation contient les mentions suivantes :

- les données de la décision judiciaire coulée en force de chose jugée qui font apparaître que le condamné est tenu au paiement de confiscations, d'amendes et de frais de justice après qu'il a été déclaré coupable d'une infraction passible d'un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou d'une peine plus lourde ;
- les raisons pour lesquelles les autres actes d'exécution ordinaires n'ont pas suffi ou ne peuvent raisonnablement pas suffire pour atteindre l'objectif de l'EPE ;

- le nom ou, si celui-ci n'est pas connu, une description aussi précise que possible de la personne ou des personnes observées, ainsi que des choses, des lieux ou des événements qui feront l'objet de l'observation ;
- la manière dont l'observation sera exécutée ;
- la période au cours de laquelle l'observation peut être effectuée et qui ne peut pas excéder trois mois à compter de la date de l'autorisation.

Les mentions énoncées ci-dessus sont obligatoires, mais ne sont pas prescrites à peine de nullité par l'article 464/14, § 3, CIC.

En **cas d'urgence**, l'autorisation d'observation peut être accordée verbalement. Cette autorisation doit toutefois être confirmée dans les plus brefs délais dans la forme prévue par la loi (article 464/14, § 4, CIC).

Le magistrat EPE peut à tout instant, de manière motivée, modifier, étendre ou prolonger son autorisation d'observation. Il peut à tout moment retirer son autorisation. Chaque fois que son autorisation est modifiée, étendue ou prolongée, il vérifie si toutes les conditions requises sont toujours remplies et suit la procédure déjà décrite.

Cause d'excuse pour des infractions commises en vue d'exécuter l'observation (article 464/15, § 2, CIC)

Il est en principe interdit aux fonctionnaires de police, chargés de l'exécution d'une observation, de commettre des infractions dans le cadre de leur mission.

Il existe cependant une cause d'excuse en faveur des fonctionnaires de police qui, dans le cadre de leur mission et en vue de la réussite de celle-ci, commettent des infractions absolument nécessaires, avec l'accord exprès du magistrat EPE. Ces fonctionnaires de police sont exemptés de peine.

Les fonctionnaires de police communiquent au magistrat EPE, par écrit et préalablement à l'exécution de l'observation, les infractions qu'ils ont l'intention de commettre. Si cette communication préalable n'a pas pu avoir lieu, les fonctionnaires de police informent sans délai le magistrat EPE des infractions qu'ils ont commises et en donnent ensuite confirmation par écrit.

Le magistrat EPE qui donne légalement son accord peut également invoquer une cause d'excuse et n'encourt aucune peine.

Exécution de l'observation par le service de police requis (article 464/14, §§ 6 et 7, CIC)

Le fonctionnaire de police chargé de la direction opérationnelle de l'exécution de l'observation fait **rapport par écrit**, de manière complète et conforme à la vérité, au magistrat EPE sur l'exécution des observations. Il envoie directement ces rapports, qui sont **confidentiels**, à ce magistrat.

Le fonctionnaire de police dresse **procès-verbal** de l'exécution de l'observation. Il n'y mentionne aucun des éléments susceptibles de compromettre les techniques d'enquête policière utilisées ou la préservation de la sécurité et de l'anonymat de l'indicateur et des fonctionnaires de police chargés de l'exécution de l'observation. Ces éléments ne figurent que dans le rapport confidentiel.

Il est fait référence, dans un procès-verbal, à l'autorisation d'observation et il y est fait mention des indications légalement obligatoires. Les données relatives à la manière dont l'observation a été exécutée ne sont pas précisées dans ce procès-verbal. Le magistrat EPE confirme, par décision écrite, l'existence de l'autorisation d'observation qu'il a accordée. Les procès-verbaux rédigés et la décision écrite sont joints au **dossier de l'EPE** au plus tard à la fin de l'observation.

Dossier confidentiel (article 464/14, § 8, CIC)

Le magistrat EPE conserve un dossier séparé et confidentiel qui contient les pièces suivantes :

- l'autorisation d'observation et les décisions subséquentes de modification, d'extension ou de prolongation de l'acte d'exécution ;
- l'autorisation accordée aux fonctionnaires de police de commettre certaines infractions (excusables) bien déterminées en vue d'exécuter l'observation ;
- les rapports confidentiels rédigés par le fonctionnaire de police chargé de la direction opérationnelle de l'exécution de l'observation.

Le magistrat EPE et le ministère public compétent sont les seuls à avoir accès à ce dossier séparé et confidentiel. La chambre des mises en accusation peut également consulter le dossier confidentiel lors du contrôle de l'observation (article 464/18 CIC). Le contenu de ce dossier est couvert par le secret professionnel.

Contrôle

Le **magistrat EPE** veille au contrôle permanent de l'exécution des observations par les services de police dans le cadre de cette enquête (article 464/17 CIC).

En vertu de l'article 464/18 CIC, la **chambre des mises en accusation** contrôle la régularité de l'observation exécutée en tant qu'acte d'exécution ordinaire ou spécifique.

Elle peut consulter le dossier confidentiel (cf. article 464/16, § 2, alinéa 2, CIC et article 464/18 CIC, qui déclare applicable l'article 235^{ter}, § 3, CIC).

La chambre des mises en accusation procède au contrôle de la régularité dans les situations suivantes :

a) Enquête pénale ordinaire (article 464/18, § 1^{er}, CIC)

Le contrôle est effectué lorsque l'observation a fourni des données qui ont ensuite été utilisées par le ministère public dans le cadre d'une instruction ou d'une information :

- Instruction

La chambre des mises en accusation examine, sur réquisitoire du procureur général, la régularité de cette observation au moment où le juge d'instruction communique son dossier au procureur du Roi conformément à l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, CIC.

- Information

La chambre des mises en accusation examine, sur réquisitoire du procureur général, la régularité de l'observation à la clôture de l'information et avant que le ministère public procède à la citation directe.

La procédure devant la chambre des mises en accusation se déroule conformément à l'article 235^{ter}, §§ 2 à 6, CIC.

b) Référé pénal dans le cadre de l'EPE

La chambre des mises en accusation contrôle, à la demande du juge de l'application des peines, la régularité de l'application des observations qui ont fourni des données utilisées par le ministère public dans le cadre de l'EPE.

Le juge de l'application des peines peut, à la demande du requérant ou d'office, faire procéder au contrôle si la saisie est basée sur des données obtenues à l'aide d'une observation (article 464/36, § 6, alinéa 2, CIC et article 464/18, § 2, CIC).

La procédure devant la chambre des mises en accusation se déroule conformément à ce qui est prévu à l'article 235^{ter}, §§ 2 à 5, CIC.

c) Litiges civils concernant l'EPE (article 464/18, § 2, alinéa 2, CIC)

Les cours et tribunaux qui connaissent de demandes civiles relatives à l'exécution de décisions judiciaires portant condamnation à une confiscation spéciale, à une amende et aux frais de justice dans le cadre de l'enquête pénale d'exécution peuvent, avant de statuer sur le bien-fondé de cette demande en justice, renvoyer l'affaire devant la chambre des mises en accusation afin de contrôler la régularité de l'observation effectuée dans le cadre de l'EPE (contrôle préjudiciel).

La procédure devant la chambre des mises en accusation se déroule conformément à ce qui est prévu à l'article 235^{ter}, §§ 2 à 5, CIC. Le

greffier communique une copie de l'arrêt de la chambre des mises en accusation aux parties en cause et à la cour ou au tribunal qui a demandé de procéder à un contrôle préjudiciel.

L'article 764, alinéa 1^{er}, 16°, du Code judiciaire oblige le greffier, à peine de nullité, de communiquer, pour avis, toutes les demandes civiles relatives à l'exécution de décisions judiciaires portant condamnation à une confiscation spéciale, à une amende et aux frais de justice dans le cadre de l'EPE au ministère public près la tribunal ou la cour qui connaît du litige (article 10 de la loi EPE [II]).

Dans la pratique, il s'agira principalement de demandes d'indemnisation contre l'État belge concernant des actes d'exécution accomplis.

I) Recours aux indicateurs (articles 464/16 et 464/17 CIC)

Définition

L'article 464/16, § 1^{er}, CIC définit le recours aux indicateurs dans le cadre de l'EPE comme le fait, pour un fonctionnaire de police (appelé « fonctionnaire de contact »), d'entretenir des contacts réguliers avec un indicateur, dont il est supposé qu'il entretient des relations étroites avec une ou plusieurs personnes qui sont déclarées coupables d'une infraction et qui sont condamnées en conséquence au paiement de confiscations, d'amendes ou de frais de justice, ou avec un tiers de mauvaise foi qui fournit au fonctionnaire de police des renseignements et des données, demandés ou non, concernant les biens sur lesquels ces condamnations peuvent être répercutées.

Procédure

Le magistrat EPE ou le ministère public compétent peut, en recourant à des indicateurs, collecter tous les renseignements utiles concernant le patrimoine sur lequel la condamnation au paiement d'une confiscation, d'une amende ou de frais de justice peut être répercutée (article 464/16, § 1^{er}, CIC). Il est recommandé d'y impliquer le magistrat MPR.

Le gestionnaire local des indicateurs communique dès que possible et spontanément et directement au magistrat EPE, dans un rapport confidentiel, tous les renseignements utiles à l'EPE (article 464/16, § 2, CIC).

Le magistrat décide si, en fonction de l'importance des informations fournies et en tenant compte de la sécurité de l'indicateur, il en dresse un procès-verbal qui est joint au dossier de l'EPE.

L'organisation du recours aux indicateurs instauré à l'article 47*decies*, §§ 2 à 6, alinéa 2, est applicable *mutatis mutandis* au recours aux indicateurs dans le cadre de l'EPE (article 464/16, § 3, CIC).

Dossier confidentiel

Le magistrat EPE conserve les renseignements communiqués par l'indicateur dans le cadre du recours aux indicateurs dans un dossier séparé et confidentiel.

Le magistrat EPE et le ministère public compétent sont les seuls à avoir accès à ce dossier séparé et confidentiel. L'article 464/16, § 2, CIC mentionne le droit de consultation de la chambre des mises en accusation en renvoyant à l'article 464/18 CIC, alors que l'article 464/36, § 6, ne porte pas sur le contrôle du recours aux indicateurs. Il s'agit dès lors d'une erreur du législateur qui sera signalée lors du suivi législatif. Le dossier confidentiel relatif au recours aux indicateurs ne sera donc jamais soumis à la chambre des mises en accusation. Celle-ci ne pourra jamais le consulter.

Le contenu de ce dossier est couvert par le secret professionnel.

Contrôle

Le magistrat EPE veille au contrôle permanent de l'exécution du recours aux indicateurs par les services de police dans le cadre de cette enquête (article 464/17 CIC).

Comme déjà indiqué, la chambre des mises en accusation n'exerce pas de contrôle sur la régularité du recours aux indicateurs.

2.4.3. Des actes d'exécution spécifiques

2.4.3.1. Notion

Quels sont les **actes d'exécution spécifiques** qui relèvent de la compétence du magistrat EPE et pour lesquels l'autorisation préalable du juge de l'application des peines est nécessaire ?

Le magistrat EPE peut, par décision écrite et motivée, exécuter ou faire exécuter à titre d'acte d'exécution spécifique par le service de police requis, les actes d'enquête qui, dans le cadre d'une instruction, sont de la compétence exclusive du **juge d'instruction**, s'ils sont nécessaires pour atteindre l'objectif de l'EPE (article 464/19, alinéa 1^{er}, CIC).

Les articles 464/22 à 464/28 règlent les actes d'exécution spécifiques.

Il s'agit notamment des actes suivants :

- perquisition sans consentement (article 464/22 CIC) ;
- recherche dans un système informatique (articles 464/23 et 464/24 CIC) ;
- repérage et localisation de télécommunications (article 464/25 CIC) ;
- interception et enregistrement de communications privées et de télécommunications (article 464/26 CIC) ;
- observation à l'égard d'une habitation (article 464/27 CIC) ;
- prise de mesures provisoires à l'égard du condamné ou du tiers de mauvaise foi en tant que personne morale (article 464/28 CIC).

Contrairement aux actes d'exécution ordinaires, les compétences décrites à la sous-section 2 (« Des actes d'exécution spécifiques ») ont un **caractère limitatif**. À l'inverse également des actes d'exécution ordinaires, le magistrat EPE ne peut pas poser d'autres actes d'exécution qui relèvent de la compétence exclusive du juge d'instruction (article 464/19, alinéa 2, CIC).

Le magistrat EPE peut exécuter lui-même ou faire exécuter ces actes par le service de police requis, après **autorisation préalable** du **juge de l'application des peines** (voir articles 464/20 et 464/21 CIC). Le législateur n'a pas estimé opportun de confier cette tâche au juge d'instruction, car celui-ci n'intervient pas dans le cadre de l'exécution des peines.

2.4.3.2. Analyse des actes d'exécution spécifiques

a) Perquisition sans consentement (article 464/22 CIC)

Le magistrat EPE peut, par décision écrite et motivée, effectuer ou faire effectuer par le service de police requis une perquisition dans un lieu non accessible au public afin de rechercher et de saisir les biens (en tant qu'objet d'exécution) ou les supports d'information utiles (renseignements relatifs à ces biens).

Aucune perquisition ne peut être effectuée avant cinq heures du matin et après neuf heures du soir.

b) Recherche dans un système informatique (articles 464/23 et 464/24 CIC)

L'article 464/23 CIC régit la **recherche sur réseau**. Le règlement prévu à l'article 464/23 CIC est inspiré de la compétence similaire dont dispose le juge d'instruction dans le cadre de l'instruction judiciaire (article 88^{ter} CIC).

Le magistrat EPE peut étendre la recherche qu'il effectue ou fait effectuer par le service de police requis dans un système informatique ou une partie de celui-ci à un système informatique ou une partie de celui-ci qui se trouve dans un autre lieu que celui où la recherche est effectuée.

Une recherche sur réseau est autorisée si :

- cette extension est nécessaire pour collecter des renseignements sur la situation patrimoniale du condamné ou du tiers de mauvaise foi ;
- d'autres mesures pour collecter ces renseignements seraient disproportionnées ou s'il existe un risque que, sans cette extension, ces renseignements soient perdus.

Les données utiles pour atteindre l'objectif de l'EPE sont saisies.

L'article 464/24 régit la **collaboration d'un technicien ICT** lors de l'exécution d'une recherche dans un système informatique et est inspiré de l'article 88^{quater} CIC.

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut ordonner aux personnes dont il présume qu'elles ont une connaissance particulière du système informatique qui fait l'objet de la recherche ou des services qui permettent de protéger ou de crypter les données qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique, de fournir, dans une forme compréhensible, des informations sur le fonctionnement de ce système et sur la manière d'accéder aux données stockées, traitées ou transmises par celui-ci.

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut ordonner à toute personne appropriée de mettre en fonctionnement elle-même le système informatique ou, selon le cas, de rechercher, rendre accessibles, copier, rendre inaccessibles ou retirer les données pertinentes qui sont stockées, traitées ou transmises par ce système, sous la forme qu'il a demandée.

Ces personnes sont tenues d'y donner suite, dans la mesure de leurs moyens. Celui qui refuse de fournir la collaboration ordonnée ou qui entrave la recherche dans le système informatique est puni d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de vingt-six euros à vingt mille euros ou d'une de ces peines seulement.

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou y prête son concours est tenue de garder le secret. Toute violation du secret sera punie conformément à l'article 458 du Code pénal (article 464/24, § 4, CIC).

c) Repérage et localisation de communications électroniques (article 464/25 CIC)

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut faire procéder, en requérant un opérateur d'un réseau de communication électronique ou le fournisseur d'un service de communication électronique :

- au repérage des données d'appel de moyens de communication électronique à partir desquels ou vers lesquels des appels sont adressés ou ont été adressés ;
- à la localisation de l'origine ou de la destination de communications électroniques.

Pour chaque moyen de communication électronique dont les données d'appel sont repérées ou pour lequel l'origine ou la destination de la communication électronique est localisé, le jour, l'heure, la durée et, si nécessaire, le lieu de la communication électronique sont indiqués et consignés dans un procès-verbal.

Le magistrat EPE précise dans sa décision la durée pendant laquelle la mesure pourra s'appliquer, cette durée ne pouvant excéder, en ce qui concerne les futures données de communication électronique, deux mois à dater de l'ordonnance, sans préjudice de renouvellement.

Chaque opérateur d'un réseau de communication électronique et chaque fournisseur d'un service de communication électronique communiquent les informations demandées dans un délai et selon les modalités fixées par l'arrêté royal pris en exécution de l'article 88*bis*, § 2, alinéas 1^{er} et 3. L'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques est d'application.

Toute personne qui refuse de prêter son concours technique aux réquisitions visées dans cet article est punie d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros (article 464/25, § 2, CIC).

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou y prête son concours est tenue de garder le secret. Toute violation du secret sera punie conformément à l'article 458 du Code pénal (article 464/25, § 3, CIC).

d) Interception et enregistrement de communications (électroniques) privées (article 464/26 CIC)

Notion

Le magistrat EPE ou le service de police requis peut écouter, prendre connaissance et enregistrer, pendant leur transmission, des communications privées ou des communications électroniques privées.

En vue de permettre l'écoute, la prise de connaissance ou l'enregistrement direct de communications ou communications électroniques privées à l'aide de moyens techniques, le magistrat EPE ou le service de police requis peut également à l'insu ou sans le consentement de l'occupant, du propriétaire ou de ses ayants droit, ordonner la pénétration, à tout moment, dans un domicile ou dans un lieu privé.

Conditions d'application

La loi fixe les conditions suivantes :

- cette mesure de surveillance est appliquée uniquement en vue de l'exécution d'une condamnation, passée en force de chose jugée, au paiement de confiscations, d'amendes et des frais de justice, prononcée après que le condamné a été déclaré coupable d'une infraction figurant dans la « liste d'écoutes » (cf. article 90^{ter}, §§ 2 à 4, CIC) (**proportionnalité**) ;
- les autres actes d'exécution ordinaires n'ont pas suffi ou ne peuvent raisonnablement pas suffire pour atteindre l'objectif de l'EPE (**subsidiarité**) ;

Objet de la mesure (article 464/26, § 3, CIC)

La mesure ne peut être ordonnée qu'à l'égard :

- du condamné ;
- des moyens de communication ou de télécommunication régulièrement utilisés par ce condamné ;
- des lieux présumés fréquentés par le condamné.

La mesure peut également être ordonnée à l'égard du tiers de mauvaise foi ou à l'égard des personnes présumées être en communication régulière avec le condamné ou le tiers de mauvaise foi.

Avocats et médecins

La mesure ne pourra porter sur les locaux utilisés à des fins professionnelles, la résidence ou les moyens de communication ou de télécommunication d'un avocat ou d'un médecin que dans les deux cas suivants :

- si l'avocat ou le médecin est lui-même un condamné ou un tiers de mauvaise foi ;
- s'il existe des indices sérieux et concrets qui font apparaître que l'habitation ou les locaux utilisés à des fins professionnelles du médecin ou de l'avocat sont utilisés pour soustraire des biens (en tant qu'objet d'exécution) ou des supports d'information (renseignements relatifs à ces biens) à l'exécution de la condamnation à une confiscation, à une amende ou aux frais de justice.

La mesure ne peut être exécutée sans que le bâtonnier ou le représentant de l'ordre provincial des médecins, selon le cas, en soit averti.

Les autorités disciplinaires (bâtonnier / ordre provincial des médecins) seront informées, par le magistrat EPE, des communications ou télécommunications qu'il estime relever du secret professionnel et qui ne seront pas consignées au procès-verbal dans lequel le service de police requis fait rapport sur l'exécution de la mesure et des autres missions accomplies après l'interception des communications (cf. *infra*).

Demande d'autorisation adressée au juge de l'application des peines (article 464/26, § 4, CIC)

La décision motivée du magistrat EPE portant demande d'autorisation adressée au juge de l'application des peines mentionne :

- l'identité du condamné et, le cas échéant, du tiers de mauvaise foi ;
- les données de la décision passée en force de chose jugée qui font apparaître que l'EPE porte sur l'exécution d'une condamnation au paiement de confiscations, d'amendes et de frais de justice, après que le condamné ou le tiers de mauvaise foi a été déclaré coupable d'une infraction figurant dans la « liste d'écoutes » (article 90^{ter}, §§ 2 à 4, CIC) ;
- le solde (restant) dû de la condamnation au paiement de la confiscation, de l'amende et des frais de justice ;

- les raisons pour lesquelles les actes d'exécution ordinaires n'ont pas suffi ou ne peuvent raisonnablement pas suffire pour atteindre l'objectif de l'EPE ;
- l'identité de la personne, le moyen de communication ou de communication électronique ou le lieu soumis à la surveillance ;
- la période proposée pendant laquelle la surveillance peut être pratiquée et qui ne peut excéder un mois à compter de la signature de l'autorisation accordée par le juge de l'application des peines.

Ces mentions ne sont pas prescrites à peine de nullité.

Durée de la mesure (article 464/26, § 5, CIC)

La durée initiale de la mesure est limitée à **un mois**.

Le magistrat EPE peut, moyennant autorisation du juge de l'application des peines, **prolonger** une ou plusieurs fois la durée de la mesure de surveillance pour un nouveau terme qui ne peut à chaque fois dépasser un mois, avec un maximum de six mois.

Il met d'office fin à la mesure dès que les circonstances qui l'ont justifiée ont disparu.

À l'expiration de la durée maximale, l'exécution de la mesure de surveillance peut être renouvelée moyennant autorisation du juge de l'application des peines, pour autant qu'il y ait de **nouvelles circonstances**, et ce, pour un mois chaque fois, avec un maximum de six mois.

Exécution de la mesure (article 464/26, § 6, CIC)

Le magistrat EPE ou le fonctionnaire de police chargé de la direction opérationnelle de l'exécution de la mesure de surveillance prend les mesures prévues à l'article 90^{quater}, §§ 2 et 4, CIC, si elles sont nécessaires à l'exécution de cette mesure. Ces dispositions régissent la collaboration technique et le secret de l'opérateur du réseau de communication requis ou du fournisseur du service de télécommunication requis. L'arrêté royal du 9 janvier 2003 déterminant les modalités de l'obligation de collaboration légale en cas de demandes judiciaires concernant les communications électroniques est d'application. Les sanctions pénales prévues à l'article 90^{quater}, § 2, alinéas 2 et 3, et § 4, alinéas 3 et 4, CIC s'appliquent aux personnes qui violent les obligations de collaboration et de secret.

Le service de police chargé de l'exécution de la mesure de surveillance se charge :

- de **sélectionner** et **transcrire**, sous le contrôle du magistrat EPE, les parties des **enregistrements** qui contiennent des renseignements jugés pertinents pour l'EPE concernant la situation patrimoniale du condamné et du tiers de mauvaise foi ;
- de **traduire** ou faire traduire, après autorisation du magistrat EPE, les renseignements pertinents dans la langue dans laquelle l'EPE est menée ;
- de **déposer** les enregistrements, accompagnés des transcriptions, des traductions et des notices effectuées, sous pli scellé, au secrétariat du ministère public (y compris l'OCSC) qui mène l'EPE ;
- de **détruire** ou faire détruire, après autorisation du magistrat EPE, les enregistrements, les sélections de transcription et les traductions.

Le service de police requis dresse un procès-verbal dans lequel il fait rapport sur l'exécution de la mesure de surveillance et des missions susmentionnées, et l'envoie au magistrat EPE.

La communication ou communication électronique qui relève du **secret professionnel** ou du **secret des sources journalistiques** n'est pas consignée dans le procès-verbal dressé à la suite de la sélection, de la transcription et de la traduction de la communication enregistrée.

Le service de police requis prend toutes les mesures nécessaires afin de garantir l'intégrité et la confidentialité de la communication ou communication électronique enregistrée, transcrite et traduite jusqu'à son dépôt au secrétariat du ministère public (y compris l'OCSC), conformément à l'arrêté royal pris en exécution de l'article 90septies, alinéa 5, CIC. Cet arrêté royal n'a toutefois pas été promulgué.

Conservation, consultation et destruction des enregistrements et actes (article 464/26, § 8, CIC)

Le secrétariat du ministère public (y compris l'OCSC) qui mène l'EPE veille à la **conservation** des enregistrements, transcriptions, traductions et notices effectuées, qui ont été déposés par la police.

Le magistrat prend, conformément à l'arrêté royal pris en exécution de l'article 90septies, alinéa 5, CIC, toutes les mesures nécessaires afin de garantir l'intégrité et la confidentialité des enregistrements, transcriptions et traductions déposés, pendant leur conservation au secrétariat. Cet arrêté royal n'a toutefois pas été promulgué.

Le magistrat EPE statue sur la **consultation** des objets et actes déposés par le condamné, le tiers de mauvaise foi ou tout autre ayant droit.

Au plus tard à la clôture de l'EPE, le magistrat EPE ordonne la **destruction** des objets et actes déposés qui ne sont pas destinés à l'exploitation dans le cadre de l'EPE, qui ne sont pas utilisables aux fins de l'EPE ou qui ne sont pas transmis aux acteurs concernés (cf. *supra*, « 2.1.5. Échange d'informations »).

Notification à la personne ayant fait l'objet de la mesure (article 464/41, § 3, CIC)

Au plus tard un mois après la clôture de l'EPE, le magistrat EPE qui l'a menée invite le secrétariat du ministère public compétent ou l'OCSC, selon le cas, à informer par écrit toute personne ayant fait l'objet d'une mesure visée, de la nature de ladite mesure et de dates auxquelles elle a été exécutée.

e) Observation à l'égard d'une habitation (article 464/27 CIC)

Notion

Le magistrat EPE peut autoriser un service de police à effectuer une observation à l'égard d'une habitation ou d'une dépendance propre y enclose.

Le législateur indique uniquement « *à l'égard d'une habitation* », et non « *dans une habitation* », ce qui n'est pas conforme à la terminologie des articles 47*sexies* et 56*bis* CIC. Une application prudente est donc de mise dans l'attente d'un suivi législatif et d'une jurisprudence.

La notion d'« observation » n'est pas définie à l'article 464/27 CIC.

L'article 47*sexies*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, CIC décrit l'observation, en tant que méthode particulière de recherche dans le cadre de l'information, comme « l'observation systématique, par un fonctionnaire de police, d'une ou de plusieurs personnes, de leur présence ou de leur comportement, ou de choses, de lieux ou d'événements déterminés ». L'article 47*sexies* s'applique *mutatis mutandis* à l'observation EPE. Il définit en effet ce qu'il convient d'entendre par une observation « au sens du présent code ».

L'article 464/27 renvoie aux articles 479, 480 et 481 du Code pénal, qui définissent les notions de « maison habitée » et de « dépendances d'une maison habitée ».

Conditions matérielles et formelles

Les dispositions régissant les conditions de fond et de forme relatives à l'observation en tant qu'« acte d'exécution ordinaire » (article 464/14, §§ 1^{er} à 5, CIC) sont également applicables à l'observation en tant qu'« acte d'exécution spécifique » (article 464/27, § 2, alinéa 1^{er}, CIC).

Le magistrat EPE mentionne, dans son autorisation d'observation qu'il transmet au service de police requis, l'adresse ou la localisation la plus précise possible de l'habitation qui fait l'objet de l'observation (article 464/27, § 2, alinéa 2, CIC).

Cause d'excuse pour des infractions commises en vue de procéder à l'observation

Les dispositions régissant la cause d'excuse relative à l'observation en tant qu'« acte d'exécution ordinaire » (article 464/15 CIC) sont également applicables à l'observation en tant qu'« acte d'exécution spécifique » (article 464/27, § 2, alinéa 1^{er}, CIC).

Exécution de l'observation par le service de police requis

Les dispositions régissant l'exécution de l'observation en tant qu'« acte d'exécution ordinaire » (article 464/14, §§ 6 à 7, CIC) sont également applicables à l'observation en tant qu'« acte d'exécution spécifique » (article 464/27, § 2, alinéa 1^{er}, CIC).

Dossier confidentiel

Les dispositions régissant le dossier confidentiel conservé à la suite de l'observation en tant qu'« acte d'exécution ordinaire » (article 464/14, § 8, CIC) sont également applicables à l'observation en tant qu'« acte d'exécution spécifique » (article 464/27, § 2, alinéa 1^{er}, CIC).

Contrôle

Le magistrat EPE veille au respect des prescriptions légales lors de l'exécution des observations (article 464/1, § 2, alinéa 2, CIC).

La chambre des mises en accusation contrôle la régularité de l'observation exécutée (cf. article 464/18 CIC et *supra* « 2.4.2.2.k) Observation ordinaire »).

f) Prise de mesures provisoires à l'égard du condamné ou du tiers de mauvaise foi en tant que personne morale (article 464/28 CIC)

Lorsqu'au cours de l'EPE, il existe des indices sérieux que le condamné (ou le tiers de mauvaise foi) veut, en tant que personne morale, soustraire son patrimoine à l'exécution de la condamnation à une confiscation, à une amende ou aux frais de justice sur ce patrimoine, le magistrat EPE peut, si des circonstances particulières le requièrent, ordonner des **mesures provisoires**.

Il s'agit des mesures suivantes :

- **suspension** de la procédure de dissolution ou de liquidation de la personne morale ;

- **interdiction** de transactions patrimoniales spécifiques susceptibles d'entraîner l'insolvabilité de la personne morale ;
- versement d'un **cautionnement** dont le magistrat EPE fixe le montant sur le compte de l'OCSC, en vue de garantir le respect des mesures qu'il ordonne.

Si les mesures visées à l'alinéa précédent concernent des **biens immeubles**, il est procédé conformément à l'article 464/33 CIC qui règle les formalités de saisie des biens immeubles. La mesure provisoire est portée à la connaissance du propriétaire du bien immeuble concerné et ensuite transcrite au bureau des hypothèques.

La personne morale concernée peut demander la **levée** de la mesure prise, conformément à l'article 464/36 CIC qui instaure un **référé pénal** spécifique.

Le règlement prévu à l'article 464/28 CIC est inspiré de la compétence similaire dont dispose le juge d'instruction dans le cadre de l'instruction judiciaire (article 91 CIC). En dérogation à l'article 91, la personne morale concernée doit toujours verser le **cautionnement** imposé sur le compte n° 310-1801895-12 ouvert à la banque ING BELGIQUE au nom de l'Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC).

2.4.3.3. Procédure d'autorisation

Juge compétent

- Compétence matérielle (article 91 du Code judiciaire)

Le président du tribunal de l'application des peines (magistrat professionnel) statuant comme juge unique connaît des demandes du magistrat EPE en vue d'autoriser la pratique d'un acte d'exécution spécifique bien déterminé.

Le magistrat EPE ne peut accomplir ou faire accomplir un acte d'exécution visé à l'article 464/19 qu'après autorisation préalable du juge de l'application des peines. Il s'agit d'actes d'enquête qui, dans le cadre d'une instruction, sont de la compétence exclusive du juge d'instruction. Ces actes d'exécution spécifiques seront abordés ultérieurement (article 464/20, alinéa 1^{er}, CIC).

Le juge de l'application des peines qui prend connaissance de la cause a, de préférence, suivi la formation relative à l'exécution des condamnations à des confiscations de sommes d'argent, d'amendes et de frais de justice, organisée par l'Institut de formation judiciaire.

- Compétence territoriale (article 635bis du Code judiciaire)

Le juge de l'application des peines qui siège dans le ressort de la cour d'appel dans lequel la juridiction répressive a prononcé la condamnation passée en force de chose jugée est compétent pour connaître des demandes du magistrat EPE relatives aux actes d'exécution spécifiques susmentionnés. Cependant, lorsque la condamnation a été prononcée en allemand, seul le juge de l'application des peines de Liège est compétent.

Procédure devant le juge de l'application des peines

La procédure n'est pas contradictoire : le condamné, le tiers de mauvaise foi et leurs avocats ne sont pas parties à la procédure.

Le juge de l'application des peines statue au plus tard dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la réception de la demande (article 464/20, alinéa 2, CIC). Aucune sanction spécifique n'est prévue en cas de dépassement de ce délai. Celui-ci doit plutôt être considéré comme un délai d'ordre.

Le magistrat EPE se charge de l'exécution de l'acte d'exécution autorisé (article 464/20, alinéa 4, CIC).

Pouvoir d'appréciation

Le juge de l'application des peines examine uniquement la légalité, la proportionnalité et la subsidiarité de l'acte d'exécution requis (article 464/20, alinéa 3, CIC) :

- **Légalité :**
 - (1) L'**acte d'exécution** spécifique est-il **autorisé** par la loi EPE (articles 464/1, § 4, et 464/19, alinéa 2, CIC) ? Voyez également le paragraphe sur le critère de proportionnalité, en ce qui concerne les conditions imposées par l'arrêté royal portant exécution de l'article 464/4, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle.
 - (2) Les **conditions** légales spécifiques **de fond et de forme** auxquelles l'acte d'exécution concerné doit satisfaire sont-elles remplies sur la base du projet de décision motivée que le magistrat EPE a joint à la demande ?
 - (3) L'acte d'exécution est-il effectué en vue d'atteindre l'**objectif de l'EPE** défini par la loi, à savoir la collecte de **renseignements** sur la **situation patrimoniale** du condamné (et éventuellement du tiers de mauvaise foi) et la **saisie** du patrimoine sur lequel la condamnation peut être exécutée (**objet d'exécution**) (article 464/1, § 1^{er}, CIC combiné avec l'article 464/19 CIC) ?

- **Subsidiarité :**

- (1) L'EPE ne peut être ouverte qu'après qu'il a été constaté que le condamné a omis de satisfaire à son **obligation de paiement** ou s'il existe des éléments sérieux et concrets indiquant qu'il omettra d'y satisfaire (article 464/4 CIC).
- (2) La condition de subsidiarité exigée pour l'exécution de l'acte d'exécution spécifique concerné est-elle remplie ? Les actes d'exécution ordinaires n'ont pas suffi ou ne peuvent raisonnablement pas suffire pour atteindre l'objectif de l'EPE (cf. article 464/14, § 2, 1°, CIC combiné avec l'article 464/27, § 2, CIC concernant l'observation et l'article 464/26, § 2, 2°, CIC concernant l'interception et l'enregistrement de communications [électroniques] privées).

- **Proportionnalité :**

- (1) L'EPE ne peut être ouverte que pour une **obligation de paiement d'un montant « important »** (article 464/1, § 1^{er}, CIC). L'arrêté royal du 25 avril 2014 portant exécution de l'article 464/4, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle détermine un seuil à respecter pour l'ouverture de l'EPE, lié à l'obligation de paiement (au montant de celle-ci) et à la gravité de l'infraction qui a motivé la condamnation. Le respect de ces conditions de proportionnalité semble plutôt relever de conditions légales à défaut desquelles l'enquête n'est pas autorisée. Le ministère public devra dès lors toujours vérifier attentivement si 1°) le solde du montant encore dû (sommes d'argent confisquées, amendes pénales et frais de justice) est égal ou supérieur à 10.000 euros et 2°) si au moins une infraction pour laquelle le condamné a été déclaré coupable peut être punie (au moment de la condamnation) *in abstracto* d'une peine principale d'emprisonnement correctionnel d'un an ou d'une peine plus lourde.
- (2) Les moyens de contrainte utilisés portant atteinte aux libertés et droits fondamentaux (protection de la vie privée, inviolabilité du domicile et droit de propriété), mais tolérés par la loi, ne peuvent pas excéder ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif de l'EPE (article 464/1, § 4, CIC).
- (3) L'acte d'exécution est-il nécessaire pour atteindre l'objectif de l'EPE défini par la loi (article 464/1, § 1^{er}, CIC combiné avec l'article 464/19 CIC) ?
- (4) La condition de proportionnalité exigée pour l'exécution de l'acte d'exécution spécifique concerné est-elle remplie ? Certains actes d'exécution spécifiques sont appliqués uniquement en vue de l'exécution d'une

condamnation, passée en force de chose jugée, au paiement de confiscations, d'amendes et des frais de justice, prononcée après que le condamné a été déclaré coupable d'une infraction figurant dans la « liste d'écoutes » (cf. article 90^{ter}, §§ 2 à 4, CIC) (interception et enregistrement de communications [électroniques] privées) ;

Pourvoi en cassation (article 464/21 CIC)

Le magistrat EPE peut introduire un pourvoi en cassation devant la Cour de cassation contre le jugement du juge de l'application des peines (article 464/21 CIC). Le magistrat EPE se pourvoit en cassation dans un délai de quinze jours à compter du prononcé du jugement attaqué. Le pourvoi en cassation est formé par une déclaration au greffe du tribunal de l'application des peines.

Le greffe du tribunal de l'application des peines envoie immédiatement le dossier de la procédure au greffe de la Cour de cassation. Les moyens de cassation sont invoqués dans un mémoire déposé au greffe de la Cour de cassation au plus tard le cinquième jour suivant la déclaration (article 464/21, § 3, CIC).

La Cour de cassation statue dans un délai de trente jours à compter de la date du pourvoi en cassation. Le greffe de la Cour de cassation communique l'arrêt au magistrat EPE, dans les vingt-quatre heures du prononcé et par envoi recommandé ou par téléfax.

Après un arrêt de cassation avec renvoi, un autre juge de l'application des peines statue dans un délai de quinze jours à compter du prononcé de l'arrêt de la Cour de cassation.

La procédure se déroule pour le surplus selon les formes qui prévalent en matière correctionnelle.

2.4.4. De la saisie pour assurer l'exécution de la peine

2.4.4.1. Généralités

La loi EPE régit la saisie de biens au cours de l'enquête pénale, appelée « saisie pour assurer l'exécution de la peine » (ci-après dénommée « saisie EPE »).

La finalité de la saisie pénale classique se distingue de la saisie EPE par le fait que la saisie réalisée sur la base des articles 35 et suivants du Code d'instruction criminelle a pour but la recherche de la vérité, la confiscation, la restitution ou la sauvegarde des intérêts civils (cf. Cass., 25 février 2003, R.G. n° P.02.0674.N).

La saisie EPE vise la concrétisation des objectifs de l'enquête pénale d'exécution définis à l'article 464/1 CIC, à savoir :

- d'une part, collecter des **informations** concernant la **situation patrimoniale** du condamné et, éventuellement aussi, des tiers de mauvaise foi ;
- et, d'autre part, l'**exécution de la condamnation** au paiement d'une confiscation, d'une amende ou des frais de justice sur le patrimoine saisi, au besoin par la réalisation forcée de ce patrimoine (objet d'exécution).

La loi EPE opère une distinction entre les **types de saisie** suivants :

- saisie de biens (en tant qu'objet d'exécution) et de supports d'information (articles 464/29 et 464/31 CIC) ;
- saisie de biens (en tant qu'objet d'exécution) qui appartiennent aux tiers de mauvaise foi (articles 464/30 et 464/31 CIC) ;
- saisie de données (article 464/32 CIC) ;
- saisie de biens immeubles (en tant qu'objet d'exécution) (article 464/33 CIC) ;
- saisie-arrêt (article 464/34 CIC).

La saisie peut être pratiquée sans autorisation préalable du juge de l'application des peines.

La loi EPE détermine également les modalités de gestion et de vente (« aliénation ») des biens et supports d'information saisis (articles 464/37 et 464/38 CIC).

L'article 464/36 CIC instaure en outre un référé pénal spécifique, permettant la levée de la saisie au cours de l'EPE.

2.4.4.2. Saisie de biens et de supports d'information (article 464/29 CIC)

Autorités compétentes pour la saisie (article 464/29, § 1^{er}, CIC)

Le **magistrat EPE** peut, par décision écrite et motivée, effectuer ou faire effectuer par **le service de police requis** toutes les saisies qui peuvent contribuer à atteindre l'objectif de l'EPE.

Chaque **fonctionnaire de police** peut procéder **d'office** à la saisie des biens meubles et documents qui peuvent contribuer à atteindre l'objectif de l'EPE.

Objet de la saisie (article 464/29, § 2, CIC)

Une distinction est opérée entre deux catégories :

- **l'objet d'exécution** : tous les biens meubles et immeubles, corporels ou incorporels, du patrimoine du condamné sur lesquels la condamnation exécutoire au paiement d'une confiscation, d'une amende et des frais de justice peut être exécutée;
- tous les **supports d'information**, sous forme originale ou de copie, qui se trouvent chez le condamné ou des tiers, qui contiennent des informations sur les transactions patrimoniales effectuées par le condamné ou sur la composition et l'emplacement de son patrimoine.

Les biens insaisissables conformément aux articles 1408 à 1412*bis* du Code judiciaire ou à des lois spéciales ne peuvent en aucun cas être saisis (article 464/29, § 3, alinéa 1^{er}, CIC).

Les supports d'information qui contiennent des informations couvertes par un secret professionnel sont insaisissables (article 464/29, § 3, alinéa 2, CIC).

Il en va de même pour les supports d'information couverts par le secret des sources journalistiques, sauf s'il s'agit de supports d'information de personnes qui ne peuvent pas invoquer le secret des sources. Les membres du personnel des parquets et des greffes ainsi que les policiers et les juges qui violent le secret professionnel, par exemple, ne sont pas protégés par le secret des sources⁴.

⁴ Cass., 6 février 2008, P.07.1466.F/1 ; B. DE SMET, *R.W.* 2008-2009, n° 41 ; pp. 1727-1729, Note sous *Arr. Cass.* du 6 février 2008 : « *De beperkte draagwijdte van het journalistiek bronnengeheim* » ; D. VOORHOOF, « *Geen journalistiek bronnengeheim voor politiemans die pers tipte* », *Juristenkrant*, 30 avril 2008.

Formalités de la saisie

L'article 464/31 CIC fixe les formalités à remplir.

Lorsqu'il a été procédé à la saisie en vertu de l'article 464/29 CIC, le magistrat EPE saisissant ou le service de police saisissant rédige un **procès-verbal** énumérant les choses saisies.

Le procès-verbal est présenté pour signature au saisi, qui peut en recevoir une **copie** sans frais. Si le saisi refuse de signer le procès-verbal et/ou d'en recevoir une copie – ou s'il ne peut être joint –, le magistrat EPE ou le fonctionnaire de police en fait mention sur l'original et la notification est réputée faite le jour où le verbalisant constate le refus. Si la copie n'est pas remise immédiatement, elle est envoyée dans les quarante-huit heures.

La présomption de notification susmentionnée en cas de refus de signature ou de réception d'une copie du procès-verbal ne s'applique pas, bien entendu, à la personne qui ne peut être jointe.

La **copie du procès-verbal** contient :

- l'avertissement que le saisi ne peut plus se dessaisir des biens qui font l'objet de la saisie, sous peine d'application de l'article 507 du Code pénal (détournement d'objets saisis) ;
- les références de l'affaire (numéro de dossier de l'EPE) ;
- le texte de l'article 507, alinéa 1^{er}, du Code pénal.

Ces mentions ne sont pas prescrites à peine de nullité.

Par ailleurs, la copie du procès-verbal mentionne le texte de l'article 464/38 CIC concernant l'**opposition à une éventuelle aliénation des biens saisis**.

Le saisi qui a été informé de la saisie de manière régulière peut s'opposer à une éventuelle aliénation des biens saisis, par lettre recommandée adressée au magistrat EPE, au plus tard dans un délai de trente jours à compter de la notification de la copie du procès-verbal de saisie dans laquelle le texte de l'article 464/38 CIC est mentionné. En l'absence d'opposition dans le délai imparti, le saisi est réputé accepter une éventuelle mesure d'aliénation.

Si l'objet de la saisie porte sur des **biens immeubles** ou des **créances** (par exemple, des comptes bancaires), des formalités particulières sont d'application.

2.2.4.3. Saisie de biens appartenant aux tiers de mauvaise foi (article 464/30 CIC)

Autorités compétentes pour la saisie (article 464/30, § 1^{er}, CIC)

Le **magistrat EPE** dispose de la compétence exclusive pour ordonner, par décision écrite et motivée, la saisie de biens n'appartenant pas au condamné.

Les **fonctionnaires de police** ne peuvent pas procéder d'office à une telle saisie. Le magistrat EPE peut, en revanche, requérir un service de police pour faire exécuter la décision de saisie qu'il a prise.

Motivation de la décision de saisie (article 464/30, § 1^{er}, CIC)

Le magistrat EPE peut saisir les biens (en tant qu'objet d'exécution) qui n'appartiennent pas au condamné aux conditions (cumulatives) suivantes :

- il existe suffisamment d'indices sérieux et concrets que le condamné a transféré le bien au tiers, **même avant que la condamnation soit passée en force de chose jugée**, dans le **but manifeste d'empêcher ou de compliquer fortement le recouvrement de la confiscation, de l'amende et des frais de justice** ;
- le tiers savait ou devait raisonnablement savoir que le bien lui avait été cédé directement ou indirectement par le condamné en **vue de le soustraire à l'exécution** d'une condamnation exécutoire ou possible à une confiscation, une amende ou aux frais de justice.

Dans sa décision, le magistrat mentionne les indices sérieux et concrets qui font apparaître que le condamné veut soustraire le bien au recouvrement de la confiscation, de l'amende et des frais de justice, ainsi que les informations dont il ressort ou peut être déduit que le tiers en a connaissance et qui justifient la saisie. Ces données figurent dans le procès-verbal dressé à l'occasion de la saisie.

Objet de la saisie

Le magistrat EPE peut saisir les biens meubles et immeubles, corporels ou incorporels qui constituent l'objet d'exécution.

Les biens insaisissables conformément aux articles 1408 à 1412**bis** du Code judiciaire ou à des lois spéciales ne peuvent en aucun cas être saisis.

Formalités de la saisie

L'article 464/31 CIC fixe les formalités à remplir (cf. *supra*).

La motivation de la décision de saisie est indiquée dans le procès-verbal dressé à l'occasion de la saisie.

Si l'objet de la saisie porte sur des **biens immeubles** ou des **créances** (par exemple, des comptes bancaires), des formalités particulières sont d'application (cf. *infra*).

Par ailleurs, la copie du procès-verbal mentionne le texte de l'article 464/38 CIC concernant l'**opposition à une éventuelle aliénation des biens saisis**. Le saisi qui a été informé de la saisie de manière régulière peut s'opposer à une éventuelle aliénation des biens saisis, par lettre recommandée adressée au magistrat EPE, au plus tard dans un délai de trente jours à compter de la notification de la copie du procès-verbal de saisie dans laquelle le texte de l'article 464/38 CIC est mentionné. En l'absence d'opposition dans le délai imparti, le saisi est réputé accepter une éventuelle mesure d'aliénation.

2.4.4.4. Saisie de données (article 464/32 CIC combiné avec l'article 464/29, §§ 1^{er} et 2, CIC)

Autorités compétentes pour la saisie

Le **magistrat EPE** peut, par décision écrite et motivée, effectuer ou faire effectuer par **le service de police requis** toutes les saisies qui peuvent contribuer à atteindre l'objectif de l'EPE.

Chaque **fonctionnaire de police** peut procéder **d'office** à une saisie de données qui peut contribuer à atteindre l'objectif de l'EPE.

Objet de la saisie

Si des informations relatives au patrimoine du condamné ou aux biens qui ont été transmis au tiers de mauvaise foi sont stockées dans un système informatique, mais que la saisie du support (par exemple, le disque dur d'un ordinateur) n'est pas opportune, il est procédé à la copie de ces données, ainsi que des données nécessaires pour pouvoir les comprendre, sur des supports (par exemple, clé USB, CD-ROM) appartenant à l'autorité. En cas d'urgence ou pour des raisons techniques, il peut être fait usage de supports qui sont à la disposition de personnes habilitées à utiliser le système informatique.

L'article 464/32 CIC ne s'applique pas à la saisie d'ordinateurs et autre matériel informatique en tant qu'objet d'exécution. L'article 464/29 CIC est alors applicable.

Formalités de la saisie

L'article 464/31 CIC fixe les formalités à remplir (cf. *supra*).

2.4.4.5. Saisie de biens immeubles (article 464/33 CIC)

Autorités compétentes pour la saisie

Le **magistrat EPE** dispose de la compétence exclusive pour ordonner, par décision écrite et motivée, la saisie.

Les **fonctionnaires de police** ne peuvent pas procéder d'office à une saisie. Le magistrat EPE peut, en revanche, requérir un service de police pour exécuter la décision de saisie qu'il a prise.

Objet de la saisie

La saisie porte sur des biens immeubles qui constituent l'objet d'exécution.

Les fruits civils produits par le bien immeuble pendant la durée de la saisie (comme les loyers) sont compris dans la saisie, sauf décision contraire du magistrat EPE. Par conséquent, le magistrat EPE ne doit pas procéder à une saisie séparée de la créance du propriétaire saisi sur le locataire, pour pouvoir exécuter la condamnation sur les loyers.

Formalités de la saisie (article 464/33, § 2, CIC)

- Rédaction d'un procès-verbal de saisie

Contrairement à la procédure de saisie de droit commun sur les avantages patrimoniaux immobiliers (blanchis) (article 35*bis* CIC), l'intervention d'un huissier de justice n'est pas requise.

La saisie est pratiquée sur réquisition du magistrat EPE par procès-verbal signifié au propriétaire par ce magistrat EPE ou le service de police requis. Le cas échéant, le procès-verbal de saisie est signifié au nu-propriétaire, à l'usufruitier, à l'emphytéote, au superficiaire et, le cas échéant, au locataire.

Le procès-verbal contient **à peine de nullité** :

- une copie de la réquisition de saisie du magistrat EPE ;
- l'identité du saisi :
 - personne physique : nom, prénom, domicile ou, à défaut de domicile, résidence ainsi que date et lieu de naissance,
 - personne morale : dénomination, forme juridique (SA, ASBL, etc.), numéro d'entreprise et siège ;
- une description du bien immeuble sur lequel la saisie est pratiquée selon la manière prescrite à l'article 141 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 ;
- un extrait de la matrice cadastrale, datant de moins de trois mois ;
- le texte de l'article 464/33 CIC et de l'article 507, alinéa 1^{er}, du Code pénal.

Par ailleurs, la copie du procès-verbal mentionne le texte de l'article 464/38 CIC concernant l'**opposition à une éventuelle aliénation des biens saisis**. Le saisi qui a été informé de la saisie de manière régulière peut s'opposer à une éventuelle aliénation des biens saisis, par lettre recommandée adressée au magistrat EPE, au plus tard dans un délai de trente jours à compter de la notification de la copie du procès-verbal de saisie dans laquelle le texte de l'article 464/38 CIC est mentionné. En l'absence d'opposition dans le délai imparti, le saisi est réputé accepter une éventuelle mesure d'aliénation.

- **Transcription du procès-verbal de saisie au bureau des hypothèques (article 464/33, § 3, CIC)**

Dans les vingt-quatre heures suivant la saisie, le magistrat EPE ou le service de police requis présente le procès-verbal de saisie à la transcription au bureau des hypothèques de lieu où les biens sont situés.

La transcription est faite par le conservateur des hypothèques, sous peine de dommages-intérêts, au plus tard dans les **huit jours** de la remise du procès-verbal de saisie précité. Néanmoins, la transcription prend date du jour de la remise de ce procès-verbal.

Si le conservateur ne peut procéder à la transcription du procès-verbal de saisie à l'instant où elle est requise, il fait mention, sur les procès-verbaux originaux qui lui sont laissés, du jour et de l'heure où la remise lui en a été faite.

En cas d'aliénation du bien immeuble et lorsque la saisie pratiquée est renouvelée ou levée, des formalités particulières sont en vigueur.

- **Durée de validité de la saisie (article 464/33, § 6, CIC)**

- **Délai initial**

La saisie immobilière conservatoire est valable pendant **trois années** prenant cours à la date de sa transcription, sauf renouvellement provisoire (cf. article 464/33, § 7, CIC). Ce délai diffère de la durée de validité de la saisie de droit commun sur les avantages patrimoniaux immobiliers en matière pénale (5 ans) (article 35*bis* CIC). Le délai appliqué dans les dossiers EPE correspond au délai en vigueur en matière civile.

À l'expiration de ce délai, la saisie cesse de plein droit de produire des effets et il n'en est plus fait mention dans les certificats hypothécaires délivrés par le conservateur des hypothèques.

- **Suspension du délai**

Le délai susmentionné est suspendu pendant la procédure d'**aliénation** du bien immeuble par l'OCSC. Cette règle évite que la saisie ne doive être renouvelée pendant la procédure d'aliénation.

La suspension prend cours dès la réception de l'autorisation (définitive) d'aliéner par l'OCSC ou dès la date de la décision d'aliéner par le magistrat de l'OCSC qui mène l'EPE et s'achève le jour où le bien est vendu.

À la demande du directeur de l'OCSC, le conservateur des hypothèques mentionne sommairement la décision définitive d'aliéner le bien immeuble en marge de l'exploit de saisie transcrit (lisez : du procès-verbal de saisie).

- **Renouvellement de la saisie (article 464/33, § 7, CIC)**

Le magistrat EPE peut ordonner le renouvellement de la saisie pratiquée avant l'expiration de la durée de validité.

La décision du magistrat est notifiée par lui-même ou par le service de police requis, par un procès-verbal, au propriétaire et, le cas échéant, au nu-propriétaire, à l'usufruitier, à l'emphytéote, au superficiaire et au locataire. Le procès-verbal de notification du renouvellement de la saisie contient les mentions du procès-verbal de saisie énumérées ci-dessus.

Dans ce cadre, la loi ne prévoit pas de peine de nullité et il ne peut même pas être conclu du simple renvoi aux mentions énumérées au § 2, alinéa 2 du même article de loi qu'une telle sanction serait applicable.

Le renouvellement de la transcription a lieu sur présentation au conservateur des hypothèques d'un procès-verbal signé par le magistrat EPE ou le service de police requis, contenant l'indication précise de la transcription à renouveler, accompagné d'une copie de la réquisition du magistrat.

La durée du renouvellement est de trois ans. Le nouveau délai prend cours le jour du renouvellement de la transcription.

Levée de la saisie

En cas de levée de la saisie, il est procédé, par le biais de l'envoi de la décision par envoi recommandé ou remise constatée par procès-verbal, à la notification de la décision du magistrat EPE ou, le cas échéant, de la décision judiciaire ordonnant la levée (référé pénal), aux personnes suivantes :

- le propriétaire et, le cas échéant, le nu-propriétaire, l'usufruitier, l'emphytéote, le superficiaire et le locataire ;
- le conservateur des hypothèques compétent.

Le conservateur des hypothèques opère sur cette base la **radiation** de la transcription du procès-verbal de saisie. Après la radiation, il n'est plus fait mention de la saisie sur les certificats hypothécaires.

2.4.4.6. Saisie-arrêt (article 464/34 CIC)

Autorités compétentes pour la saisie

Le **magistrat EPE** dispose de la compétence exclusive pour ordonner, par décision écrite et motivée, la saisie. Il peut ainsi saisir les sommes d'argent que le tiers saisi doit payer ou des choses que celui-ci doit remettre au condamné ou au tiers de mauvaise foi, à l'égard de qui la saisie est pratiquée.

Les **fonctionnaires de police** ne peuvent pas procéder d'office à une saisie. Le magistrat EPE peut, en revanche, requérir un service de police pour exécuter la décision de saisie qu'il a prise.

Objet de la saisie

La saisie porte sur les **créances** dont le condamné (ou le tiers de mauvaise foi) est titulaire et qui constituent l'objet d'exécution.

Entre le condamné ou le tiers de mauvaise foi (saisi) et le tiers (tiers saisi), il existe un rapport juridique en vertu duquel le tiers est tenu, en tant que débiteur du condamné ou du tiers de mauvaise foi, de payer certaines sommes d'argent ou de remettre certaines choses.

La créance peut concerner le paiement (périodique) de **sommes d'argent** (par exemple, loyers, alimentation, salaires, intérêts, etc.) ou la restitution de **biens mobiliers corporels ou incorporels** que le tiers saisi conserve ou gère sur ordre du condamné saisi ou du tiers de mauvaise foi (par exemple, argent déposé sur un compte bancaire, véhicule mis en dépôt, etc.).

Sont de plein droit compris dans l'objet de la saisie :

- les **intérêts** qui sont dus au titulaire de la créance après la saisie (par exemple, les intérêts d'un compte d'épargne) ;
- tous les termes échus après la saisie d'une créance concernant des **revenus périodiques** (par exemple, les salaires, les loyers, les pensions alimentaires, etc.).

La saisie-arrêt se différencie de la **saisie chez un tiers** par l'absence de créance du saisi sur le tiers saisi. Si le condamné ou le tiers de mauvaise foi loue un coffre dans une banque et que le magistrat veut saisir le contenu du coffre (bijoux, actes, etc.), il n'ordonnera pas une saisie-arrêt, mais bien une saisie chez un tiers sur la base de l'article 464/29 CIC.

Formalités de la saisie (article 464/34, § 2, CIC)

- **Notification de la décision de saisie**

La saisie d'une créance, à l'exception d'une saisie de droits à ordre ou au porteur, est effectuée par **notification écrite de la décision de saisie** au saisi et au tiers saisi. Les titres au porteur sont saisis en vertu de l'article 464/29 CIC.

Le magistrat EPE ou le service de police requis informe de la décision en procédant :

- à l'expédition de la décision par téléfax ou par envoi recommandé, ou
- à la délivrance d'une copie sans frais du procès-verbal de saisie, dressé par le fonctionnaire de police.

La notification contient les références de l'affaire (numéro de dossier) ainsi que le texte de l'article 464/34 du Code d'instruction criminelle et de l'article 507, alinéa 1^{er}, du Code pénal. La notification adressée au tiers saisi contient en outre le texte de l'article 1452 du Code judiciaire.

Par ailleurs, la copie du procès-verbal mentionne le texte de l'article 464/38 CIC concernant l'**opposition à une éventuelle aliénation des biens saisis**. Le saisi qui a été informé de la saisie de manière régulière peut s'opposer à une éventuelle aliénation des biens saisis, par lettre recommandée adressée au magistrat EPE, au plus tard dans un délai de trente jours à compter de la notification de la copie du procès-verbal de saisie dans laquelle le texte de l'article 464/38 CIC est mentionné. En l'absence d'opposition dans le délai imparti, le saisi est réputé accepter une éventuelle mesure d'aliénation.

Dès la réception de la notification, le tiers saisi ne peut plus se dessaisir des sommes ou choses qui font l'objet de la saisie, sous peine de l'application de l'article 507, alinéa 1^{er}, du Code pénal (article 464/34, § 3, CIC).

- Déclaration du tiers saisi

Contrairement à la saisie-arrêt de droit commun en matière pénale (article 37, § 4, CIC), l'article 464/34 CIC n'énonce pas explicitement que le tiers saisi doit faire une déclaration écrite dans laquelle il décrit les sommes d'argent ou les choses qui font l'objet de la saisie.

Toutefois, le tiers n'est pas tenu de faire une telle déclaration. Ce principe découle de la mention du texte de l'article 1452 du Code judiciaire dans la notification de la décision de saisie. Cette disposition définit les modalités de la déclaration du tiers saisi en matière civile. Elle est également applicable à la saisie-arrêt de droit commun en matière pénale (article 37, § 4, CIC).

L'article 464/34, § 4, CIC précise en outre que le tiers saisi a droit au remboursement des frais de déclaration. Le Roi fixe le montant maximum de ce remboursement. Cet arrêté d'exécution n'a pas encore été promulgué.

Dans la notification de la décision de saisie, le magistrat EPE (ou le service de police requis) demande au tiers – qui, dans la pratique, sera souvent une banque – de faire, dans les quinze jours de la saisie-arrêt, une déclaration des sommes ou effets qui font l'objet de la saisie, et ce, conformément à l'article 1452 du Code judiciaire.

Le remboursement des frais de déclaration du tiers saisi fait partie des « frais de l'EPE » au sens de l'article 464/39 CIC, lesquels sont à charge du condamné.

2.4.4.7. Gestion des biens saisis

a) Conservation en nature au greffe (article 464/35, § 1^{er}, CIC)

Les biens meubles saisis sont déposés au greffe du tribunal ou de la cour auprès duquel le magistrat EPE exerce son office. Le greffe se charge de la conservation des biens saisis et les inscrit dans un registre tenu à cet effet.

Selon la procédure pénale de droit commun, le juge d'instruction ou le procureur du Roi n'est pas tenu de déposer au greffe les biens saisis (Cass., 14 janvier 1981). La nature des biens saisis (animaux, véhicules, etc.) peut contraindre le magistrat saisissant ou le fonctionnaire de police saisissant à les faire conserver ailleurs que sur place ou à les mettre en dépôt chez un tiers.

Le dépôt au greffe dans les dossiers EPE n'est pas prescrit à peine de nullité. Le législateur ne considère pas non plus le dépôt comme une formalité substantielle.

La loi EPE ne précise pas explicitement quel greffe est compétent lorsque l'EPE est menée par un magistrat de l'OCSC. Le magistrat de l'OCSC dispose des mêmes compétences que le magistrat du ministère public qui a délégué l'EPE à l'OCSC (article 464/3, § 4, alinéa 1^{er}, CIC). Par conséquent, il peut décider de confier la conservation des biens au greffe du tribunal ou de la cour auprès duquel le magistrat du ministère public qui a délégué l'EPE exerce son office. Pour des raisons pratiques, l'OCSC peut éventuellement décider de conserver les biens saisis dans l'entrepôt dont il dispose au siège de l'OCSC ou ailleurs (coffres bancaires loués).

b) Gestion par l'OCSC

Sommes d'argent (article 464/35, § 3, CIC)

Les sommes d'argent saisies ne sont pas déposées au greffe, mais toujours versées sur le compte ouvert par l'OCSC dans une institution financière, conformément aux prescriptions en vigueur dans les enquêtes pénales classiques. Dès que son compte est crédité, l'OCSC s'occupe de la conservation des sommes qui lui sont confiées.

L'OCSC possède un **compte multidevises** (compte bancaire n° 310-1801895-12 chez ING) sur lequel **10 monnaies courantes** peuvent actuellement être déposées. Outre l'euro (EUR) (billets et pièces de monnaie), les devises étrangères suivantes sont également acceptées : le dollar américain (USD), le dollar australien (AUD), le dollar canadien (CAD), la livre sterling (GBP), le yen japonais (JPY), le franc suisse (CHF), la couronne danoise (DKK), la couronne suédoise (SEK) et la couronne norvégienne (NOK). Pour le moment, l'OCSC accepte uniquement les devises étrangères sous la forme de billets, pas les pièces de monnaie.

La règle est que l'OCSC est habilité à échanger d'office en EUR d'autres devises étrangères que les 9 précitées lorsque les frais de conversion sont proportionnés au montant de la somme d'argent saisie. Les frais de conversion sont retenus sur la somme d'argent saisie. Ils font partie des « frais de l'EPE » au sens de l'article 464/39 CIC, qui sont à charge du condamné. En cas de levée de la saisie, le montant net est versé au condamné saisi.

Sauf avis contraire du magistrat EPE, l'OCSC versera la somme d'argent reçue, sur la base de l'article 464/1, § 7, CIC, au receveur compétent en vue d'apurer les dettes exigibles du saisi.

Solde créditeur des comptes bancaires bloqués et des portefeuilles de titres et autres avoirs patrimoniaux (article 464/35, § 4, CIC)

Le magistrat EPE peut demander à l'OCSC de s'occuper de la gestion des effets ou des sommes saisis dans une institution financière, ainsi que des autres biens qui nécessitent une gestion particulière. Si un magistrat de l'OCSC mène l'EPE, il peut décider d'office de prendre les effets, sommes ou biens saisis en gestion.

Le magistrat EPE peut demander à une banque de verser le solde créditeur d'un compte bloqué sur le compte de l'OCSC. Il en va de même en cas de saisie sur un compte-titres.

Dans la pratique, une banque s'opposera au transfert à l'OCSC si les titres ou sommes d'argent font déjà l'objet d'une saisie civile.

Cette mesure permet l'application de l'article 16*bis* de la loi relative à l'OCSC (compensation légale) : après la levée de la saisie sur les sommes d'argent transférées, l'OCSC peut utiliser les sommes d'argent à restituer en vue de l'apurement des dettes exigibles du bénéficiaire à l'égard de l'État (dettes fiscales, frais de justice, sommes d'argent confisquées, etc.).

L'OCSC peut confier la gestion des effets et biens saisis à un mandataire ou à un gérant désigné par lui.

Le magistrat EPE réalise les effets et autres biens gérés par l'OCSC par la procédure d'aliénation (article 464/37 CIC).

Sauf avis contraire du magistrat EPE, l'OCSC versera la somme d'argent reçue, sur la base de l'article 464/1, § 7, CIC, au receveur compétent en vue d'apurer les dettes exigibles du saisi.

Sommes d'argent faisant l'objet de la saisie-arrêt (article 464/34, § 3, alinéa 2, CIC)

Le magistrat EPE peut ordonner au tiers saisi de transférer à l'OCSC les sommes d'argent qui font l'objet de la saisie.

Il peut, par exemple, ordonner à une banque de verser sur le compte de l'OCSC les intérêts qu'un compte bloqué a rapportés ou les revenus issus de placements (titres). Une telle mesure peut compenser les inconvénients liés à l'application de l'article 464/35, § 4, CIC.

Le transfert immédiat du solde créditeur d'un compte bancaire à l'OCSC peut entraîner la perte d'intérêts. De même, le transfert de titres à l'OCSC en vue de sa gestion implique que l'OCSC paie au banquier un droit de garde, qui ne sera peut-être pas proportionné aux revenus du portefeuille de titres.

L'OCSC peut également demander à l'employeur du condamné de verser directement chaque mois à l'OCSC la partie saisissable des revenus du travail. Concernant l'encaissement des loyers, une réglementation particulière est prévue à l'article 464/33, § 5, CIC (cf. *infra*).

Dans la pratique, le tiers saisi s'opposera au transfert à l'OCSC si les sommes d'argent font déjà l'objet d'une saisie civile.

Sauf avis contraire du magistrat EPE, l'OCSC versera les sommes d'argent reçues, sur la base de l'article 464/1, § 7, CIC, au receveur compétent en vue d'apurer les dettes exigibles du saisi.

Gestion des biens immeubles saisis (article 464/33, §§ 4 et 5, CIC)

La saisie ne porte pas préjudice à l'exercice du droit du propriétaire ou de toute autre personne habilitée (locataire, usufruitier, etc.) de continuer à utiliser le bien immeuble saisi en bon père de famille.

Les fruits civils produits par le bien immeuble pendant la durée de la saisie (comme le loyer, le fermage) sont compris dans la saisie, sauf décision contraire du magistrat EPE.

Le magistrat EPE peut demander à l'OCSC de s'occuper de l'encaissement des fruits d'un bien immeuble. Si l'EPE est menée par un magistrat de l'OCSC, celui-ci peut décider d'office d'encaisser ces fruits.

Cette décision du magistrat EPE imposant une mesure de gestion n'est susceptible d'aucun recours. Il peut toutefois être indirectement mis fin à la mesure si une demande de levée de la saisie EPE est déclarée fondée par le juge de l'application des peines (cf. la procédure de référé pénal spécifique à l'EPE).

L'OCSC porte la mesure de gestion à la connaissance du débiteur (par exemple, le locataire) et du créancier (le propriétaire ou l'usufruitier) de ces revenus par lettre recommandée ou par le biais de la remise d'un procès-verbal. La notification contient le texte de l'article 464/33 CIC et de l'article 507, alinéa 1^{er}, du Code pénal.

Dès réception de la notification de la mesure de gestion, tous les fruits civils qui sont échus pendant la saisie sont compris d'office dans l'objet de la saisie.

Le débiteur des revenus peut uniquement procéder au paiement libératoire entre les mains de l'OCSC. Les paiements entre les mains du créancier, qui sont effectués après la notification régulière, ne sont pas opposables à l'État. Le débiteur et le créancier ne peuvent plus se dessaisir des sommes d'argent comprises dans l'objet de la saisie d'une manière autre, sous peine d'application de l'article 507, alinéa 1^{er}, du Code pénal.

Sauf avis contraire du magistrat EPE, l'OCSC versera les sommes d'argent reçues, sur la base de l'article 464/1, § 7, CIC, au receveur compétent en vue d'apurer les dettes exigibles du saisi.

c) **Restitution des biens saisis contre paiement d'une somme d'argent (article 464/35, § 2, CIC)**

Le magistrat EPE peut mettre un terme à la conservation en nature du bien meuble saisi et le restituer au saisi contre paiement d'une somme d'argent dont il détermine le montant. Le magistrat EPE fixe également les modalités de paiement. Si le saisi y consent, la somme payée remplace de plein droit le bien saisi restitué (subrogation réelle).

Directives à l'attention du magistrat EPE :

- Lors de la détermination du montant, le magistrat EPE prendra en compte la valeur de vente du bien concerné, qu'il estimera par lui-même à première vue⁵.
- Le saisi doit verser la somme d'argent due sur le compte de l'OCSC dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision, en mentionnant le numéro de dossier EPE.
- Sauf avis contraire du magistrat EPE, l'OCSC versera la somme d'argent reçue, sur la base de l'article 464/1, § 7, CIC, au receveur compétent en vue d'apurer les dettes exigibles du saisi.

2.4.4.8. **Aliénation des biens saisis (articles 464/37 et 464/38 CIC)**

a) **Décision d'aliénation**

Le magistrat EPE peut autoriser l'OCSC à procéder à l'aliénation de biens saisis en vue d'apurer les sommes confisquées, les amendes et les frais de justice dus. Si un magistrat de l'OCSC mène l'EPE, il peut d'office ordonner l'aliénation dans le même but (article 464/37, § 1^{er}, CIC).

Dans les situations suivantes, le magistrat EPE renoncera à ouvrir une procédure d'aliénation :

- en cas de concours d'une **saisie-exécution civile** avec une saisie pratiquée dans le cadre de l'EPE portant sur les mêmes avoirs patrimoniaux, les condamnations sont exécutées par le SPF Finances par l'exercice des droits accordés par la loi aux créanciers dans le cadre de la distribution par contribution ou de l'ordre (article 464/1, § 8, CIC) ;
- Si le condamné ou le tiers de mauvaise foi fait l'objet d'une **procédure collective d'insolvabilité** (règlement collectif de dettes, faillite, etc.), les condamnations sont exécutées par le SPF Finances par l'exercice des droits accordés par la loi aux créanciers dans le cadre de la procédure collective d'insolvabilité (article 464/1, § 8, CIC).

⁵ Pour estimer la valeur de véhicules, il peut être fait appel à l'OCSC.

Dans les cas précités, les biens concernés seront réalisés dans le cadre de la procédure de saisie civile ou de la procédure collective d'insolvabilité.

b) Exécution de la décision d'aliénation

La procédure de vente des biens se déroule conformément aux dispositions applicables à l'aliénation de biens dans le cadre de l'information (cf. articles 6, 9 et 10 de la loi du 26 mars 2003 relative à l'OCSC et article 280*octies* CIC).

En concertation avec le fonctionnaire compétent du SPF Finances chargé du recouvrement de la confiscation, de l'amende ou des frais de justice, l'OCSC désigne un mandataire qui s'occupera de la vente des biens saisis et du partage du produit (article 464/37, § 2, CIC).

Lorsque la décision d'aliénation porte sur un immeuble, l'adjudication a pour effet que les droits des créanciers inscrits du condamné sont reportés sur le prix, sous réserve de l'application de l'article 16*bis* de la loi du 26 mars 2013 relative à l'OCSC (compensation légale) **(article 464/37, § 3, CIC).**

Le mandataire désigné s'occupe de la distribution par contribution ou de l'ordre conformément aux dispositions de la partie V du Code judiciaire. Le cas échéant, il est recommandé, après la vente, que l'OCSC désigne, en tant que mandataire, un huissier de justice (biens meubles) ou un notaire (biens immeubles).

Les biens saisis ne peuvent être vendus à un prix inférieur à la valeur déterminée en concertation par l'OCSC et son mandataire **(article 464/37, § 2, alinéa 2, CIC).**

La procédure de vente des biens se déroule conformément aux dispositions applicables à l'aliénation de biens dans le cadre de l'information **(article 464/37, § 2, CIC).**

c) Contestation de la décision d'aliénation devant le tribunal de l'application des peines

Notification de la décision (article 464/38, § 1^{er}, CIC)

Le magistrat EPE qui a accordé ou ordonné l'aliénation communique sa décision ou ordonne la notification de celle-ci par envoi recommandé ou par télécopie :

- aux personnes à charge et entre les mains desquelles la saisie a été pratiquée, pour autant que leurs adresses soient connues, ou à leurs avocats ;
- aux personnes qui, d'après les données du dossier, se sont expressément manifestées comme lésées par la saisie, ou à leurs avocats (par exemple, les personnes qui ont introduit un référé pénal) ;
- en cas de saisie immobilière, aux créanciers connus selon l'état hypothécaire, ou à leurs avocats.

Il ne doit pas être adressé de notification :

- aux personnes qui ont donné leur **consentement** pour la mesure concernée ou qui ont **renoncé** à leurs droits sur les biens saisis ;
- au saisi qui a été informé de la saisie de manière régulière et qui ne s'est pas **opposé à une éventuelle aliénation du bien saisi**, par lettre recommandée adressée au magistrat EPE, au plus tard dans un délai de trente jours à compter de la notification de la copie du procès-verbal de saisie ou de la notification écrite de la décision de saisie, dans laquelle le texte de l'article 464/38 CIC est mentionné (le saisi est alors réputé accepter une mesure d'aliénation).

Juge compétent

- **Compétence matérielle** (article 91 du Code judiciaire)

Le président du tribunal de l'application des peines (magistrat professionnel) statuant comme juge unique connaît des litiges relatifs à l'aliénation de biens saisis.

Le juge de l'application des peines qui prend connaissance de la cause a, de préférence, suivi la formation relative à l'exécution des condamnations à des confiscations de sommes d'argent, d'amendes et de frais de justice, organisée par l'Institut de formation judiciaire.

- **Compétence territoriale (article 635*bis* du Code judiciaire)**

Le juge de l'application des peines qui siège dans le ressort de la cour d'appel dans lequel la juridiction répressive a prononcé la condamnation passée en force de chose jugée est compétent pour connaître du litige.

Cependant, lorsque la condamnation a été prononcée en allemand, seul le juge de l'application des peines de Liège est compétent.

Saisine du dossier (article 464/38, § 2, CIC)

Les personnes auxquelles la notification a été adressée peuvent saisir le juge de l'application des peines dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision. Ce délai est prolongé de quinze jours si une de ces personnes réside hors du Royaume.

L'affaire est portée devant le juge de l'application des peines par une déclaration faite au greffe de la prison ou au greffe du tribunal de l'application des peines et inscrite dans un dossier tenu à cet effet. Le greffier communique immédiatement la déclaration prononcée au magistrat EPE.

Consultation du dossier de l'EPE (article 464/38, § 3, CIC)

Le magistrat EPE envoie les pièces du dossier concernant la saisie et l'aliénation sur lesquelles porte la décision attaquée au greffe du tribunal de l'application des peines, qui les dépose au greffe.

Le dossier confidentiel n'est pas transmis au greffe (article 464/38, § 3, CIC).

Les pièces du dossier sont mises à la disposition du requérant et son avocat, pour consultation au greffe du tribunal de l'application des peines, pendant au moins quatre jours avant la date de l'audience. Le requérant peut, à sa demande, obtenir une copie des pièces.

Audience et débats (article 464/38, § 3, CIC)

Le greffier communique, par télécopie ou par envoi recommandé, les lieu, jour et heure de l'audience au requérant ou à son avocat, au plus tard sept jours au préalable. Le greffier informe immédiatement le magistrat EPE de l'audience. Le requérant, son avocat et le ministère public sont entendus. Par conséquent, l'affaire à l'audience peut être traitée par le membre du ministère public près le tribunal de l'application des peines.

Décision du juge de l'application des peines (article 464/38, § 4, CIC)

Le juge de l'application des peines statue en premier et dernier ressort sur la demande de levée de la mesure d'aliénation, dans un délai de trente jours à compter du dépôt de la déclaration. Ce délai est suspendu pendant le temps de la remise, à la demande du requérant ou de son avocat.

Le requérant qui succombe peut être condamné aux dépens.

Le greffier communique, dans les vingt-quatre heures du prononcé et par envoi recommandé ou par téléfax, le jugement du juge de l'application des peines au requérant ou à son avocat, ainsi qu'au magistrat EPE et, le cas échéant, au directeur de l'OCSC.

Recours (article 464/38, § 5, CIC)

La décision du juge de l'application des peines n'est pas susceptible de pourvoi en cassation par le requérant et le magistrat EPE. Cette disposition diverge de ce qui est prévu dans le cadre du référé pénal, pour lequel l'article 464/36, § 6, qui précise que le jugement n'est pas susceptible d'opposition ou de pourvoi en cassation.

2.4.4.9. Référé pénal (article 464/36 CIC)

a) Procédure devant le magistrat EPE

Introduction de la requête (article 464/36, §§ 1^{er} et 2, CIC)

Toute personne lésée par une saisie concernant ses biens peut demander au magistrat EPE la levée de cet acte d'exécution.

La personne morale qui fait l'objet d'une mesure provisoire au sens de l'article 464/28 CIC peut demander la levée de cette mesure par la procédure du référé pénal.

La requête est motivée et contient élection de domicile en Belgique si le requérant n'y a pas son domicile ou son siège. Elle est envoyée par envoi recommandé ou par téléfax au secrétariat du ministère public compétent et inscrite dans un registre tenu à cet effet.

Décision du magistrat EPE (article 464/36, § 3, CIC)

Le magistrat EPE statue dans un délai de quinze jours à compter de l'inscription de la requête dans le registre.

Il peut rejeter la requête sur la base des motifs suivants :

- les **nécessités de l'enquête** requièrent le maintien de la saisie (ou de la mesure provisoire), par exemple, si les supports d'information saisis contiennent des renseignements utiles pour l'identification et la recherche du patrimoine du condamné ;
- la condamnation au paiement d'une confiscation, d'une amende et des frais de justice peut être exécutée sur les biens concernés (**objet d'exécution**).

La décision motivée du magistrat EPE est communiquée au requérant et, le cas échéant, à son avocat, par téléfax ou par envoi recommandé, dans un délai de huit jours à compter de la décision.

b) Procédure devant le tribunal de l'application des peines

Juge compétent

- Compétence matérielle (article 91 du Code judiciaire)

Le président du tribunal de l'application des peines (magistrat professionnel) statuant comme juge unique connaît des requêtes en mainlevée des biens ou supports d'information saisis.

Le juge de l'application des peines qui prend connaissance de la cause a, de préférence, suivi la formation relative à l'exécution des condamnations à des confiscations de sommes d'argent, d'amendes et de frais de justice, organisée par l'Institut de formation judiciaire.

- Compétence territoriale (article 635*bis* du Code judiciaire)

Le juge de l'application des peines qui siège dans le ressort de la cour d'appel dans lequel la juridiction répressive a prononcé la condamnation passée en force de chose jugée est compétent pour connaître du litige.

Cependant, lorsque la condamnation a été prononcée en allemand, seul le juge de l'application des peines de Liège est compétent.

Saisine du dossier (article 464/36, § 4, CIC)

Le requérant peut porter l'affaire devant le juge de l'application des peines dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision. Ce délai est prolongé de quinze jours si une de ces personnes réside hors du Royaume.

L'affaire est portée devant le juge de l'application des peines par une déclaration faite au greffe de la prison ou au greffe du tribunal de l'application des peines et inscrite dans un dossier tenu à cet effet.

Le greffier porte immédiatement la déclaration à la connaissance du magistrat EPE qui mène l'enquête.

Consultation du dossier de l'EPE (article 464/36, § 5, CIC)

Le magistrat EPE envoie les pièces du dossier concernant la saisie au greffier du tribunal de l'application des peines, qui les dépose au greffe.

Le **dossier confidentiel** contenant les pièces relatives à l'observation et au recours aux indicateurs n'est pas mis à la disposition du greffier, du juge de l'application des peines, du requérant ou de son conseil.

Les pièces du dossier qui concernent la saisie sont mises à la disposition du requérant et de son avocat pour consultation au greffe du tribunal de l'application des peines, pendant au moins quatre jours avant la date de l'audience. Le requérant peut, à sa demande, obtenir une copie des pièces.

Audience et débats (article 464/36, § 5, alinéa 2, CIC)

Le greffier communique, par télécopie ou par envoi recommandé, les lieu, jour et heure de l'audience au requérant ou à son avocat, au plus tard sept jours au préalable. Le greffier informe immédiatement le magistrat EPE de l'audience.

Le requérant, son avocat et le ministère public sont entendus.

Le juge de l'application des peines peut, à la demande du requérant ou d'office, soumettre l'affaire à la chambre des mises en accusation en vue d'un contrôle de la régularité de l'observation exécutée, si la saisie contestée est basée sur des données obtenues à l'aide d'une observation (article 464/36, § 6, alinéa 2, CIC).

Décision du juge de l'application des peines (article 464/36, § 6, CIC)

Le juge de l'application des peines statue en premier et dernier ressort sur la demande de levée de la saisie, dans un délai de trente jours à compter du dépôt de la déclaration. Ce délai est suspendu pendant le temps de la remise, à la demande du requérant ou de son avocat.

Le juge de l'application des peines ne se prononce pas sur l'opportunité de la saisie contestée, mais examine exclusivement la **légalité** et la **proportionnalité** de la saisie.

- Légalité :

- (1) les **conditions légales** auxquelles doit satisfaire la saisie contestée sont-elles remplies ? Par exemple, les mentions à indiquer obligatoirement, à peine de nullité, dans le procès-verbal de saisie de biens immobiliers. Des biens légalement non saisissables ont-ils été saisis ?
- (2) La **finalité de la saisie** dans le cadre de l'EPE a-t-elle été respectée (article 464/1, § 1^{er}, CIC) ? La saisie a-t-elle été effectuée en vue d'atteindre l'**objectif de l'EPE** défini par la loi, à savoir la collecte de

renseignements sur la **situation patrimoniale** du condamné (et éventuellement du tiers de mauvaise foi) et la **saisie** du **patrimoine** sur lequel la condamnation peut être exécutée (**objet d'exécution**) ?

(3) Il est renvoyé aux précisions relatives à la proportionnalité.

- **Proportionnalité :**

(1) La saisie a-t-elle été effectuée à titre de garantie de recouvrement d'une **obligation de paiement d'un montant important** au sens de l'article 464/4, § 1^{er}, CIC ? L'arrêté royal du 25 avril 2014 portant exécution de l'article 464/4, § 1^{er}, du Code d'instruction criminelle détermine un seuil à respecter pour l'ouverture de l'EPE, lié à l'obligation de paiement (au montant de celle-ci) et à la gravité de l'infraction qui a motivé la condamnation. Le respect de ces conditions de proportionnalité semble plutôt relever de conditions légales à défaut desquelles l'enquête n'est pas autorisée. Le ministère public devra dès lors toujours vérifier attentivement si 1°) le solde du montant encore dû (sommes d'argent confisquées, amendes pénales et frais de justice) est égal ou supérieur à 10.000 euros au moment de l'ouverture de l'EPE et 2°) si au moins une infraction pour laquelle le condamné a été déclaré coupable peut être punie (au moment de la condamnation) *in abstracto* d'une peine principale d'emprisonnement correctionnel d'un an ou d'une peine plus lourde.

(2) Les moyens de contrainte autorisés par la loi, tels que la saisie, ne peuvent pas excéder ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif de l'EPE (article 464/1, § 4, CIC). La valeur des biens saisis est-elle proportionnelle au solde à recouvrer de l'amende ?

Le requérant qui succombe peut être condamné aux dépens.

Le greffier communique, dans les vingt-quatre heures du prononcé et par envoi recommandé ou téléfax, le jugement du juge de l'application des peines au requérant ou à son avocat ainsi qu'au magistrat EPE et, le cas échéant, au directeur de l'OCSC.

Recours (article 464/36, § 6, CIC)

Le jugement du juge de l'application des peines n'est pas susceptible d'opposition ou de pourvoi en cassation.

2.5. Coûts de l'enquête pénale d'exécution (article 464/39 CIC)

Définition

Les coûts de l'EPE comprennent tous les frais occasionnés par la réalisation des actes d'exécution ordinaires et spécifiques.

Les frais de personnel et de fonctionnement liés à l'intervention des magistrats, fonctionnaires de police et fonctionnaires du SPF Finances ne relèvent pas des « coûts de l'enquête ».

Tarif

Si une indemnité doit être payée pour les frais liés à la réalisation d'actes d'exécution, les tarifs établis par la réglementation sur les frais de justice en matière répressive sont d'application⁶.

Les coûts de l'EPE sont évalués sur la base des tarifs établis par l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive.

L'article 464/34, § 4, CIC dispose que le tiers saisi a droit au remboursement des frais liés au dépôt d'une déclaration de tiers saisi à l'égard de l'autorité saisissante. Le Roi fixe le montant maximum de ce remboursement. Cet arrêté d'exécution de la loi EPE n'a pas encore été promulgué.

Répétibilité des frais (article 464/39 CIC)

Généralités

Les frais sont à charge du **condamné** à l'encontre de qui l'exécution de la confiscation ou le recouvrement de l'amende ou des frais de justice est requis.

Exception

Les frais suivants restent à charge de l'État :

- les frais engendrés par des **actes d'exécution irréguliers** (par exemple, une saisie sur un bien immobilier déclarée nulle) ;
- les frais qui ne sont manifestement pas imputables à un **comportement personnel** du condamné (par exemple, saisie inutile).

⁶ Pour les déplacements à l'étranger, cf. COL 18/2013.

Procédure (article 464/40 CIC)

Le magistrat EPE taxe les frais qui sont exposés au nom de son office.

Les poursuites en vue du recouvrement de ces frais sont exercées au nom du magistrat EPE par le fonctionnaire compétent du SPF Finances.

Le condamné peut faire appel de la décision du magistrat EPE de mettre les frais à sa charge, en introduisant un recours devant le juge de l'application des peines, par lettre recommandée, dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision attaquée.

Le juge de l'application des peines statue sur la demande en premier et dernier ressort. Les frais engendrés par des actes d'exécution irréguliers et les frais qui ne sont manifestement pas imputables au comportement personnel du condamné, sont à charge de l'État.

La Commission des frais de justice créée par la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 connaît de tous les recours introduits par le prestataire de service contre les décisions du magistrat EPE taxateur, ou du ministre de la Justice ou de son délégué concernant le montant de l'indemnisation avancée ou définitivement taxée.

2.6. Clôture de l'enquête pénale d'exécution (article 464/41 CIC)

Il est mis fin à l'EPE si :

- le condamné a satisfait (entièrement) à son obligation de paiement ;
- la condamnation est éteinte.

La condamnation à la confiscation et à l'amende est annulée si ces peines patrimoniales ne peuvent plus être exécutées en raison de l'extinction de la peine due à la prescription, au décès du condamné, etc. L'EPE prend également fin si la peine patrimoniale est remise en vertu d'un arrêté de grâce.

Si le magistrat EPE estime que l'enquête doit être clôturée, il porte sa décision à la connaissance du fonctionnaire compétent du SPF Finances chargé du recouvrement des confiscations, des amendes et des frais de justice, et du directeur de l'OCSC (**article 464/41, § 2, CIC**).

Le magistrat EPE n'informerait pas officiellement le condamné ou le tiers de mauvaise foi de la clôture de l'EPE. Au plus tard un mois après la clôture de l'EPE, le magistrat qui l'a menée invite le secrétariat du ministère public compétent ou l'OCSC, selon le cas, à informer par écrit toute personne ayant fait l'objet d'une mesure visée à l'article 464/26 (écoute de communications privées), de la nature de ladite mesure et de dates auxquelles elle a été exécutée (**article 464/41, § 3, CIC**).

3. Extension de la saisie par équivalent

L'article 47 de la loi EPE modifie l'article 35^{ter} du Code d'instruction criminelle qui règle la saisie par équivalent.

Disposition légale : article 35^{ter} CIC

Article 35^{ter}. § 1. S'il existe des indices sérieux et concrets que la personne soupçonnée a obtenu un avantage patrimonial au sens de l'article 42, 3°, ou 43^{quater}, § 2, du Code pénal et que les choses qui matérialisent cet avantage patrimonial ne peuvent pas ou ne peuvent plus être retrouvées en tant que telles dans le patrimoine de la personne soupçonnée qui se trouve en Belgique ou sont mélangées avec des choses licites, le ministère public peut saisir d'autres choses qui se trouvent dans le patrimoine de la personne soupçonnée à concurrence du montant du produit supposé de l'infraction. Dans sa décision, le ministère public indique l'estimation de ce montant et signale les indices sérieux et concrets motivant la saisie. Ces éléments figurent dans le procès-verbal dressé à l'occasion de la saisie.

§ 2. Les biens insaisissables conformément aux articles 1408 à 1412^{bis} du Code judiciaire ou à des lois spéciales ne peuvent en aucun cas être saisis.

§ 3. En cas de saisie d'un bien immeuble ou d'une créance, il est procédé conformément aux formalités prévues aux articles 35^{bis} et 37.

§ 4. Le ministère public peut saisir d'autres biens que les avantages patrimoniaux qui appartiennent à des tiers, aux conditions suivantes :

1° il y a suffisamment d'indices sérieux et concrets que le suspect a transféré le bien à un tiers ou lui a financièrement permis de l'acquérir dans le but manifeste d'empêcher ou de compliquer gravement l'exécution d'une éventuelle confiscation spéciale portant sur une somme d'argent ;

2° le tiers savait ou devait raisonnablement savoir que le bien lui a été transféré directement ou indirectement par le suspect, ou qu'il avait pu l'acquérir avec l'aide financière du suspect en vue de se soustraire à l'exécution d'une éventuelle confiscation spéciale portant sur une somme d'argent.

Dans sa décision, le ministère public mentionne les indices sérieux et concrets qui font apparaître que le suspect veut soustraire le bien à l'exécution d'une éventuelle confiscation spéciale, ainsi que les informations dont il ressort ou peut être déduit que le tiers en a la connaissance. Ces éléments figurent dans le procès-verbal dressé à l'occasion de la saisie.

Contenu de cette modification

1° La possibilité d'exécution d'une saisie par équivalent si les avantages patrimoniaux illégaux ne peuvent pas être retrouvés en nature en Belgique et en cas de mélange patrimonial (article 35ter, § 1^{er}, CIC)

L'article 35ter, § 1^{er}, CIC, tel qu'il a été modifié, précise que la saisie par équivalent est possible si les avantages patrimoniaux illégaux ne peuvent plus être retrouvés dans le patrimoine du suspect qui se trouve en Belgique ou si les avantages patrimoniaux illégaux se sont mêlés à des biens licites.

La loi ne requiert pas que le ministère public ou le juge d'instruction vérifie, au cours de l'enquête pénale, si les avantages patrimoniaux illégaux se trouvent à l'étranger, avant de pouvoir procéder à la saisie par équivalent sur un autre bien obtenu légalement. S'il ressort de l'enquête patrimoniale qu'un trafiquant de drogue a acheté, avec le produit de ses activités illégales, un véhicule qui n'a pas été officiellement immatriculé en Belgique, il est possible de saisir par équivalent, en Belgique, un bien immeuble ou un compte bancaire dont l'origine illégale n'a pas pu être démontrée. La nouvelle réglementation n'empêche cependant pas que les avantages patrimoniaux illégaux qui se trouvent à l'étranger et dont les autorités judiciaires belges ont connaissance puissent être confisqués directement sur la base de l'article 43ter du Code pénal.

Le **mélange avec des biens licites** est possible si un trafiquant de drogue a financé l'achat d'un bien immobilier en partie avec l'argent d'un trafic et en partie par le biais d'un emprunt bancaire ou de l'épargne de son épouse. Le mélange matériel est également possible si le trafiquant de drogue effectue des travaux de rénovation dans une maison acquise légalement, avec des matériaux achetés avec l'argent de la drogue. Dans ces cas, le juge prononcera une confiscation du bien de substitution par équivalent à concurrence de la valeur du bien de substitution.

Lors de l'instauration de la confiscation par équivalent en 1990, le législateur avait déjà prévu la possibilité de prononcer une telle peine dans l'hypothèse de mélange patrimonial, ce qui a ensuite été confirmé lors de l'introduction du projet de loi portant assentiment à la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme, faite à Varsovie le 16 mai 2005 (*Doc. parl*, Sénat, session 2008-2009, n° 4-1292/1, pp. 5-6). La nouvelle législation met en œuvre les dispositions des conventions pertinentes (article 5 de la Convention du Conseil de l'Europe du 16 mai 2005 relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme et article 12 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée).

2° Extension de la saisie par équivalent aux biens appartenant aux tiers de mauvaise foi (article 35ter, § 4, CIC)

Selon le droit en vigueur, une confiscation contenant une créance de l'État à l'égard du condamné, à savoir la confiscation par équivalent, ne peut qu'être exécutée sur les avoirs du condamné.

Pour éviter que les condamnés qui se sont préalablement rendus insolvable échappent à l'exécution de la confiscation, les possibilités de saisie par équivalent sont étendues aux tiers de mauvaise foi. Une telle forme juridique existe déjà dans le droit néerlandais, sous l'appellation « *anderbeslag* ».

La « saisie élargie » a pour effet de permettre que le patrimoine de fait du condamné peut faire l'objet d'une saisie avant le prononcé d'une confiscation effective. Donc non seulement le patrimoine criminel qui a été acquis peut être saisi, mais aussi le patrimoine licite qui aurait été hébergé auprès de tiers de mauvaise foi en vue de pouvoir échapper à l'exécution d'une confiscation (à venir).

Ainsi, un criminel pourrait par exemple, en donnant de l'argent à son épouse ou en supportant lui-même des frais importants, lui donner la possibilité d'acheter avec de l'argent licite une maison comme bien propre, qui resterait donc immunisé contre l'exécution d'une confiscation. Au cas où les biens d'une société sont utilisés par le criminel (par exemple, un véhicule financé par des revenus licites) et le criminel est propriétaire de fait de la société, il convient également de pouvoir saisir les avoirs licites des « tiers ». Cela vaut également pour un bien qui, préalablement à la condamnation du criminel, est transféré par ce dernier à son épouse dans le cadre d'un soi-disant règlement de divorce. L'achat d'un tel bien peut avoir été ou non financé dans le passé avec de l'argent criminel (qui ne fait pas l'objet de l'enquête pénale).

La disposition permet la saisie élargie dans les **conditions** cumulatives suivantes (**article 35ter, § 4, CIC**) :

- il y a suffisamment d'indices sérieux et concrets que le suspect a transféré le bien à un tiers ou lui a financièrement permis de l'acquérir dans le but manifeste **d'empêcher ou de compliquer gravement l'exécution d'une confiscation spéciale** portant sur une somme d'argent ;
- le tiers savait ou devait raisonnablement savoir que le bien lui a été transféré directement ou indirectement par le suspect, ou qu'il avait pu l'acquérir avec l'aide financière du suspect en vue de se soustraire à l'exécution d'une éventuelle confiscation spéciale portant sur une somme d'argent.

Les termes « **confiscation spéciale portant sur une somme d'argent** » de l'article 35ter, § 4, renvoient autant à la confiscation par équivalent visée au Code pénal qu'à la confiscation d'objet d'une somme d'argent qui n'a pas été saisie préalablement durant l'enquête pénale, en vertu de laquelle l'État

devient le créancier à concurrence du montant de la somme d'argent confisquée (cf. Cass., 16 octobre 2007).

La finalité de la saisie élargie consiste à offrir une garantie au fonctionnaire compétent du SPF Finances dès qu'une confiscation prononcée doit être exécutée à charge du condamné.

3° Forme de la saisie par équivalent (article 35ter, § 3, CIC)

Le paragraphe 3 de l'article 35ter CIC, tel qu'il a été remplacé, dispose qu'une saisie par équivalent, en ce compris la saisie par équivalent élargie aux biens appartenant à un tiers de mauvaise foi, sur une créance, par exemple un compte bancaire, est effectuée selon les formalités en vigueur pour une saisie directe (article 37 CIC). Ce nouveau paragraphe 3 confirme en outre le contenu du précédent paragraphe 3, selon lequel, en cas de saisie par équivalent sur des biens immeubles, il était procédé conformément aux formalités de l'article 35bis CIC.

4. Réforme de la prescription de la confiscation

4.1. Généralités

Les articles 48 à 50 de la loi EPE fixent la prescription de la confiscation par le biais d'une modification de l'article 94 du Code pénal et le rétablissement des articles 97 et 98 abrogés du même Code.

Le législateur a revu la réglementation existante pour les raisons suivantes :

1° Le délai actuel de 5 ans en cas de condamnation correctionnelle à une peine d'emprisonnement principale de 3 ans ou moins est en pratique trop court pour recouvrer intégralement les montants confisqués dans les dossiers complexes ou les affaires à dimension internationale. Les condamnés utilisent fréquemment des manœuvres dilatoires ou des constructions frauduleuses pour soustraire leur patrimoine à l'exécution pénale. En ce qui concerne les condamnations à des peines d'emprisonnement de plus de 3 ans, la confiscation n'est prescrite qu'après 10 ans.

2° Le fait de coupler la durée de la prescription de la confiscation à la durée de prescription applicable à la peine principale est problématique dans les cas suivants :

- condamnation par simple déclaration de culpabilité comme sanction pour le dépassement du délai raisonnable dans les affaires pénales (article 21^{ter} TPCPP) ;
- octroi de la suspension du prononcé du jugement (article 6 de la loi sur la probation du 29 juin 1964) ;
- peine principale consistant uniquement en une amende, par exemple lorsque le condamné est une personne morale ;
- condamnation à une peine alternative (peine de travail et peine sous surveillance électronique).

Dans les hypothèses susmentionnées, aucune peine d'emprisonnement n'est prononcée ou le délai de 10 ans ne peut pas être appliqué.

La question de la prescription de la peine ne se pose évidemment pas dans la situation où le juge pénal procède à la confiscation d'un bien mobilier ou immobilier bien défini (corporel) tels que maisons, véhicules, etc. (**confiscation d'objet**). Au moment où la condamnation passe en force de chose jugée, l'État devient de plein droit propriétaire du bien confisqué. Dans ces cas, le caractère définitif de la condamnation se fond avec l'exécution de la peine. Il se peut que d'autres mesures civiles soient nécessaires pour récupérer matériellement l'objet confisqué en tant que nouveau propriétaire.

De même, la confiscation d'une somme d'argent individualisée, telle que la confiscation d'un solde créditeur d'un compte bancaire saisi, n'est pas susceptible de prescription (Cass., 11 janvier 1990, *Arr. Cass.* 1989-1990, p. 625). Dans ce cas, aucune mesure d'exécution n'est plus nécessaire pour

soustraire le solde créditeur à la disposition du condamné ou pour le mettre à la disposition de l'État qui peut se faire verser à tout moment par la banque les sommes d'argent dues (même arrêt). Le délai de prescription joue bel et bien dans les cas où la confiscation comporte la création d'une créance qui doit être recouvrée sur le patrimoine du condamné, à savoir la confiscation par équivalent (article 43*bis* du Code pénal) ou une condamnation à une confiscation d'objet d'une somme d'argent qui n'est pas couverte par une saisie pénale préalable (Cass., 16 octobre 2007).

La nouvelle législation prévoit les modifications suivantes :

- prolongation, jusqu'à 10 ans, du délai de prescription des confiscations spéciales prononcées pour des délits (article 94 du Code pénal) ;
- règlement des motifs d'interruption et de suspension (articles 97 et 98 du Code pénal).

4.2. Prolongation du délai de prescription dans les affaires correctionnelles jusqu'à 10 ans

En ce qui concerne les confiscations qui ont été prononcées du chef de délits, le délai de prescription est fixé à 10 ans. Les confiscations qui ont été prononcées du chef de contraventions ou de crimes se prescrivent conformément aux délais existants valables pour les peines de police et les peines criminelles.

Le nouveau délai de prescription présente **un caractère autonome**. La durée du délai de prescription n'est plus déterminée en fonction des circonstances suivantes :

- la durée de la peine d'emprisonnement correctionnelle imposée (au-dessus ou en dessous du seuil de 3 ans) ;
- la nature de la peine correctionnelle principale imposée (peine de travail, amende, peine sous surveillance électronique, peine d'emprisonnement) ;
- la condamnation par simple déclaration de culpabilité comme sanction pour le dépassement du délai raisonnable dans les affaires pénales (article 21*ter* TPCPP) ;
- l'octroi de la suspension du prononcé du jugement (article 6 de la loi sur la probation du 29 juin 1964).

La nouvelle réglementation rejoint également le délai de prescription existant de 10 ans applicable aux confiscations imposées comme peine complémentaire d'une peine d'emprisonnement correctionnelle de plus de 3 ans. Le nouveau délai de prescription correspond aussi au délai de prescription d'une action en exécution d'une décision judiciaire (actio judicati) qui est également fixé à 10 ans (article 2262*bis* CC).

4.3. Interruption et suspension du délai de prescription

Outre les motifs d'interruption ou de suspension à caractère général (article 97, § 1^{er}, et article 98, § 1^{er}, CP), des causes particulières s'appliquent (article 97, § 2, et article 98, § 2, CP).

L'énumération des cas où le délai de prescription est suspendu ou interrompu, prévus aux §§ 2 des articles 97 et 98, n'a toutefois pas un caractère limitatif mais exemplatif dans la mesure où la suspension ou l'interruption est également possible sur la base du motif à caractère général.

Le nouveau règlement est applicable aux crimes, délits et contraventions.

a) Suspension (article 97 CP)

Motif général (article 97, § 1^{er}, CP)

La prescription de la confiscation est suspendue lorsque la loi le prévoit expressément ou lorsqu'il existe un empêchement légal à l'exécution immédiate de cette peine.

Causes particulières (article 97, § 2, CP)

La prescription est en tout cas suspendue dans les cas suivants :

1° pendant le temps où le condamné fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité légale

De manière générale, une procédure d'insolvabilité légale consiste en une faillite, la réorganisation judiciaire, le règlement collectif de dettes et toute autre procédure collective judiciaire, administrative ou volontaire, belge ou étrangère, qui implique la réalisation des actifs et la distribution du produit de cette réalisation entre, selon le cas, les créanciers, les actionnaires, les associés ou les membres. Une procédure d'insolvabilité implique le plus souvent un concours (cf. à ce sujet, E. Dirix et K. Broeckx, « Beslag » dans *APR*, 2010, n^{os} 132 et suivants).

Le recouvrement d'une somme d'argent confisquée constitue une créance non privilégiée de l'État sur le condamné. Le fonctionnaire compétent du SPF Finances qui procède au recouvrement d'une confiscation doit donc subir le concours avec les autres créanciers ordinaires. En règle générale, la loi n'autorisera pas le recouvrement individuel de dettes chirographaires par les créanciers au cours de la procédure d'insolvabilité et l'État devra, comme créancier, exercer ses droits dans le cadre de la procédure collective d'insolvabilité qui est en cours.

L'application de l'article 16*bis* de la loi du 16 mars 2003 relative à l'OCSC (compensation légale) reste toutefois possible, même en cas de situation de concours ou de procédures d'insolvabilité en cours.

Il sera, le cas échéant, possible de procéder à la réalisation individuelle des biens du condamné après la clôture de la procédure d'insolvabilité. Dès lors, il ne semble pas déraisonnable de suspendre le délai de prescription tant que la procédure d'insolvabilité légale n'a pas été clôturée. Le cas échéant, le recouvrement de la confiscation pourra être poursuivi après la clôture de la procédure d'insolvabilité pour la partie impayée (cf. par exemple l'article 1675/15 CJ concernant le règlement collectif de dettes). Il n'est pas non plus possible d'exclure *a priori* que le condamné retourne à meilleure fortune après la clôture de la procédure d'insolvabilité, de sorte que de nouvelles possibilités d'exécution deviennent disponibles.

2° pendant le traitement du recours en grâce concernant la confiscation encourue introduit par le condamné ou des tiers (articles 110 et 111 de la Constitution)

En règle générale, il est indiqué d'attendre les résultats du recours en grâce afin d'éviter que, en cas de remise ou de réduction du montant de la confiscation, des actes d'exécution inutiles ne soient posés. Le fonctionnaire chargé du recouvrement peut, bien entendu, prendre pendant le traitement du recours en grâce des mesures conservatoires afin de préserver l'exécution éventuellement ultérieure de la peine, comme le fait de pratiquer une saisie conservatoire sur le patrimoine du condamné. Comme ni la Constitution ni la loi ne prévoient de délai (obligatoire) endéans lequel le Roi doit se prononcer sur le recours en grâce, il n'est dès lors pas déraisonnable de suspendre le délai de prescription à partir de l'introduction formelle d'un recours en grâce jusqu'à ce que le Roi ait pris une décision sur ce recours.

3° pendant la durée d'un plan de règlement accordé au condamné par le fonctionnaire compétent du SPF Finances chargé du recouvrement de la confiscation, de l'amende ou des frais de justice

Il va sans dire que le recouvrement d'un solde impayé doit demeurer possible endéans le délai d'expiration légal lorsque le condamné interrompt subitement les paiements intermédiaires et que la durée du plan d'apurement dépasse celle du délai d'expiration initial. Dans ce cas, le délai d'expiration est prolongé de la durée du règlement d'apurement autorisé. Le délai de prescription recommence à courir dès qu'il a été constaté que le condamné ne respecte pas le plan d'apurement et que le fonctionnaire chargé du recouvrement reprend l'exécution forcée de la confiscation.

b) Interruption (article 98 CP)

Motif général

La prescription de la confiscation est interrompue par tout acte d'exécution émanant des instances compétentes légalement (ministère public, OCSC et receveur du SPF Finances) (article 98, § 1^{er}, CP).

Causes particulières

La prescription est en tout cas interrompue dans les cas suivants :

1° tout **paiement partiel** effectué par ou pour le condamné au fonctionnaire compétent du SPF Finances chargé du recouvrement de la confiscation qui ne s'inscrit pas dans le cadre d'un plan de règlement accordé par le receveur ;

2° toute **demande de paiement ou toute mise en demeure** adressée au condamné, par un envoi recommandé ou par exploit d'huissier, et émanant du fonctionnaire compétent du SPF Finances chargé du recouvrement de la confiscation ;

3° toute **saisie** pratiquée par le ou à la demande du fonctionnaire compétent du SPF Finances chargé du recouvrement de la confiscation ;

4° la décision du directeur de l'Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC) d'**enquêter** sur la **solvabilité du condamné** (articles 15 et 15*bis* de la loi relative à l'OCSC) ;

5° la décision du ministère public d'ouvrir une **enquête pénale d'exécution** (article 464/1 CIC) ;

6° tous les **actes d'exécution** accomplis dans le cadre de l'enquête pénale d'exécution.

5. Application de la loi sur la probation à la confiscation

L'EPE modifie radicalement la loi sur la probation en ce qui concerne la confiscation en cas de suspension du prononcé de la condamnation et le sursis à l'exécution de la confiscation, à savoir :

- dans le cas où la juridiction d'instruction ou de jugement ordonne la suspension, la confiscation peut ou doit être imposée conformément à la législation applicable aux faits (article 6 de la loi sur la probation) ;
- il est interdit au juge de prononcer une confiscation avec sursis à l'exécution (article 8, § 1^{er}, de la loi sur la probation).

5.1. Condamnation à la confiscation en cas d'octroi de la suspension

Texte de loi

Article 6, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation

« Dans le cas où la suspension est ordonnée, le suspect, l'inculpé ou le prévenu est condamné aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions. La juridiction d'instruction ou de jugement peut ou doit condamner le suspect, l'inculpé ou le prévenu à la confiscation spéciale conformément à la législation applicable aux faits. »

Ratio legis

L'article 51 de la loi EPE tend à conformer l'article 6 de la loi concernant la suspension, le sursis et la probation, qui règle la confiscation en cas de suspension du prononcé de la condamnation, aux règles de droit commun inscrites dans les articles 42 et suivants du Code pénal et aux dispositions spéciales dérogatoires.

La réglementation en vigueur, instaurée par l'article 15 de la loi du 19 décembre 2002 portant extension des possibilités de saisie et de confiscation en matière pénale, dérogeait en effet au régime de droit commun (ou aux régimes particuliers) sur deux points :

- la confiscation est toujours facultative, même lorsque, sur la base du régime de droit commun ou du régime particulier applicable aux frais, elle a un caractère obligatoire, eu égard à la nature de la confiscation (confiscation de l'objet, de l'instrument ou du produit de l'infraction) ;
- le juge ne peut pas imposer d'office la confiscation, il ne peut intervenir qu'après que la confiscation a été requise par écrit par le ministère public.

L'application de l'article 6 modifié de la loi sur la probation n'a pas été exempte de problèmes.

Lors de l'élaboration de la réglementation actuelle, le législateur visait en particulier la confiscation des avantages patrimoniaux sur la base des articles 42, 3°, et 505 du Code pénal, considérée comme facultative en cas de suspension du prononcé du jugement (exposé des motifs du projet de loi portant extension des possibilités de saisie et de confiscation en matière pénale, *Doc. parl.*, Chambre, session 2001-2002, n° 1601/1, p. 57).

Il ressort cependant de la pratique juridique que l'article 6 de la loi sur la probation était appliqué de manière très large. Selon cette jurisprudence, la réglementation s'appliquait également aux confiscations de l'objet, de l'instrument ou du produit de l'infraction imposées par la loi. Elle était même invoquée pour les confiscations qui ne sont pas considérées comme des peines patrimoniales mais comme des mesures de sûreté, c'est-à-dire lorsqu'elles ont pour but, selon le législateur, de retirer de la circulation des objets dangereux, nocifs ou interdits, comme des armes illégales (cf. Anvers, 21 mai 2008, *Nullum Crimen*, 2008, p. 336, avec une note critique de J. Rozie).

Le législateur a dès lors supprimé le régime spécial dérogatoire. Le juge peut ou doit prononcer la confiscation, selon que la peine patrimoniale est facultative ou obligatoire, sur la base de la législation applicable aux faits punissables.

5.2. Abrogation de la confiscation avec sursis

Texte de loi

Article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation

« Lorsque le condamné n'a pas encouru antérieurement de condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement principal de plus de douze mois, les juridictions de jugement peuvent, en condamnant à une peine de travail ou à une ou plusieurs peines ne dépassant pas cinq ans, ordonner, par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution, soit du jugement ou de l'arrêt, soit de tout ou partie des peines principales ou subsidiaires. Toutefois, il ne peut être sursis à l'exécution d'une condamnation à une peine de confiscation. La décision ordonnant ou refusant le sursis et, le cas échéant, la probation, doit être motivée conformément aux dispositions de l'article 195 du Code d'instruction criminelle. »

Ratio legis

La confiscation doit, selon le législateur, être exclue de l'application de l'article 8 de la loi sur la probation, pour les raisons suivantes :

1° La confiscation ne formera en principe pas, contrairement à une peine privative de liberté ou une interdiction professionnelle, un obstacle à une réintégration sociale, eu égard au fait qu'elle soustrait seulement au condamné les biens qui présentent une relation étroite avec l'infraction commise, que ce soit comme instrument ou produit de l'infraction, ou comme patrimoine illégal récolté.

2° Le caractère obligatoire de certaines formes de confiscations impose au législateur de garantir légalement l'exécution effective de cette peine.

3° L'exécution effective de la confiscation contribue également au respect des obligations que la Belgique a contractées au niveau international en ce qui concerne la lutte contre le crime organisé et le blanchiment, entre autres la Convention relative au blanchiment, au dépiage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et du financement du terrorisme (Convention de Varsovie) et la Convention des Nations Unies du 15 novembre 2000 contre le crime organisé transnational.

4° Une exécution effective de la confiscation des avantages patrimoniaux illicites attribués à la partie civile contribue à une réparation réelle du dommage encouru par les victimes.

5° De l'application de la législation existante, il ressort qu'en cas de révocation du sursis, l'exécution de la confiscation n'est plus possible, ou est tout au moins rendue particulièrement difficile, si cette peine a trait à des biens mobiliers ou immobiliers. Un véhicule a été détruit ou est introuvable, un bien immobilier a été vendu entre-temps par le condamné à un tiers de bonne foi, etc. Ce sont des exemples de la pratique qui réduisent la confiscation prononcée à une sanction purement virtuelle.

Le pouvoir de modération du juge (article 55 de la loi EPE)

Le juge peut néanmoins réduire le montant de la confiscation lorsqu'il détermine la peine. L'article 43*bis* du Code pénal (nouvel alinéa) dispose que le juge diminue au besoin le montant des avantages patrimoniaux visés à l'article 42, 3°, ou de l'évaluation monétaire visée à l'alinéa 2 afin de ne pas soumettre le condamné à une peine déraisonnablement lourde (principe de proportionnalité) (cf. articles 43*quater*, § 3 *in fine*, et 505 CP).

Lors de l'évaluation des avantages patrimoniaux (blanchis), le juge peut prendre en compte les frais liés à la réalisation de l'infraction (**estimation nette**), par exemple en déduisant du prix de vente le prix d'achat payé pour les drogues vendues.

L'abrogation de la confiscation avec sursis ne porte pas atteinte au **caractère facultatif** de certaines confiscations (articles 42, 3°, et 43*quater*, CP). Le juge peut dès lors décider de ne pas imposer cette sanction.

Le condamné peut en outre adresser un recours en grâce au Roi (article 110 de la Constitution). Cette mesure de faveur est possible pour les peines non exécutées.

6. Révision de l'article 197bis CIC (article 54 de la loi EPE)

L'article 197bis CIC est entièrement révisé afin d'optimiser l'exécution des peines patrimoniales (amendes et confiscations) et des frais de justice.

6.1. Indications du directeur de l'OCSC au receveur

Le recouvrement de biens confisqués, d'amendes et de frais de justice sera exercé au nom du ministère public par le fonctionnaire compétent du SPF Finances, selon **les indications du directeur de l'OCSC**. Auparavant, le directeur pouvait donner des indications au receveur uniquement dans le cadre du recouvrement de confiscations.

6.2. Exécution de la condamnation par le receveur sur les biens saisis

Le receveur peut, en cas de condamnation à une confiscation d'une somme d'argent, une amende ou à des frais de justice, procéder à **l'exécution sur les biens saisis** conformément aux indications du ministère public ou du directeur de l'OCSC.

Les termes « confiscation d'une somme d'argent » à l'article 197bis, § 1^{er}, CIC, portent tant sur les confiscations par équivalent (article 43bis, alinéa 2, du Code pénal et les règles similaires pour certaines infractions telles que le blanchiment) que sur la confiscation de la chose d'une somme d'argent qui n'a pas été saisie au préalable lors de l'instruction pénale. Dans ce dernier cas, il ne peut y avoir transfert de propriété immédiat du fait de la confiscation elle-même de sommes d'argent qui n'ont pas été saisies au préalable en espèces sonnantes et trébuchantes, l'État ne devenant que le créancier desdites sommes d'argent (Cass., 16 octobre 2007).

Par conséquent, le receveur peut utiliser les biens saisis pendant l'enquête pénale (saisie directe et saisie par équivalent) comme garantie (objet d'exécution) en vue du recouvrement de toutes les créances non fiscales.

6.3. Transcription des décisions judiciaires de confiscation de biens immeubles au bureau des hypothèques

À la demande du ministère public ou du directeur de l'OCSC, le fonctionnaire compétent du SPF Finances fait **transcrire**, par l'intermédiaire du président du comité d'acquisition compétent, les décisions judiciaires de **confiscation de biens immeubles** coulées en force de chose jugée **au bureau des hypothèques** de la situation du bien.

6.4. Receveur spécialisé en matière de recouvrement de confiscation (article 197bis, § 2, CIC)

La loi EPE crée la fonction de « **receveur spécialisé en matière de recouvrement de confiscation** » au sein du SPF Finances. Les poursuites pour le recouvrement de biens confisqués, d'amendes et de frais de justice dans le cadre de l'EPE menée par le directeur de l'OCSC seront exercées en son nom par un fonctionnaire du service public fédéral Finances spécialisé en matière de recouvrement de confiscation, désigné par le ministre des Finances. Le fonctionnaire spécialisé exerce toutes les compétences que les dispositions légales et réglementaires accordent au receveur ordinaire. Il peut également poser les actes liés aux compétences de sa fonction sur tout le territoire du Royaume.

6.5. Délégation à l'OCSC des missions du ministère public relatives à l'exécution de confiscations à l'étranger

Le rôle de l'OCSC dans le cadre de l'**exécution des confiscations** de choses ou de sommes se trouvant ou à recouvrer à l'étranger est élargi.

L'OCSC était déjà auparavant compétent pour assister le ministère public dans les procédures d'entraide judiciaire internationale et le traitement des certificats de confiscation entrants et sortants (article 3 de la loi relative à l'OCSC et article 28 de la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne).

Lorsque la décision de condamnation porte confiscation spéciale de choses ou de sommes se trouvant ou à recouvrer hors du Royaume, le ministère public transmet une copie des pièces pertinentes du dossier répressif au ministre de la Justice. Il en avise l'Organe central pour la saisie et la confiscation par l'envoi d'une copie.

Le ministère public peut dorénavant inviter le directeur de l'OCSC à établir et accomplir en son nom tous les actes en vue d'obtenir l'exécution de confiscation mentionnée ci-avant à l'étranger (**délégation**) (article 197bis, § 3, CIC).

La délégation porte, entre autres, sur l'exercice des missions suivantes du ministère public :

- la rédaction et la signature des demandes d'entraide judiciaire et des certificats de confiscation ;
- la concertation avec les autorités judiciaires étrangères compétentes de l'État membre concerné sur l'exécution du certificat de confiscation.

À cette fin, l'OCSC peut requérir l'intervention de traducteurs. Les frais exposés pour les prestations de ceux-ci sont taxés par le directeur de l'OCSC et considérés comme des frais de justice en matière pénale.

La nouvelle réglementation n'entache en rien les compétences que peut actuellement exercer le SPF Justice (service de coopération internationale pénale) comme autorité centrale relativement à l'application des conventions d'entraide judiciaire internationale.

6.6. Institution de l'Organe de concertation pour la coordination du recouvrement des créances non fiscales en matière pénale

a) Généralités

La loi EPE crée une nouvelle plate-forme de concertation fédérale, l'« **Organe de concertation pour la coordination du recouvrement des créances non fiscales en matière pénale** », composé de toutes les autorités administratives et judiciaires associées, sur le plan opérationnel ou stratégique, à l'exécution des condamnations à des créances non fiscales en matière pénale, à savoir les sommes d'argent confisquées, les amendes pénales, les frais de justice et les contributions au Fonds d'aide aux victimes.

Les termes « somme d'argent confisquée » à l'article 197*bis*, § 4, CIC, portent tant sur les confiscations par équivalent (article 43*bis*, alinéa 2, du Code pénal et les règles similaires pour certaines infractions telles que le blanchiment) que sur la confiscation de la chose d'une somme d'argent qui n'a pas été saisie au préalable lors de l'instruction pénale. Dans ce dernier cas, il ne peut y avoir transfert de propriété immédiat du fait de la confiscation elle-même de sommes d'argent qui n'ont pas été saisies au préalable en espèces sonnantes et trébuchantes, l'État ne devenant que le créancier desdites sommes d'argent (Cass., 16 octobre 2007).

Par la création d'un organe de concertation, il est donné suite aux recommandations formulées par la Cour des comptes dans son rapport d'audit intitulé « *L'exécution des peines patrimoniales. Les amendes pénales et les confiscations* » (2007). La Cour des comptes recommande de renforcer la collaboration entre les différents acteurs de terrain afin de faire de l'exécution des confiscations un processus unique dans lequel les activités de chacun des intervenants s'intègrent les unes aux autres (cf. plus particulièrement, les marginaux 92, 103 et 183 du rapport).

b) Composition

L'Organe de concertation est composé :

- de l'administrateur du recouvrement non fiscal du service public fédéral Finances ou du représentant qu'il désigne ;
- du directeur de l'Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC) ou du représentant qu'il désigne ;
- du directeur de la direction de la Lutte contre la criminalité économique et financière de la police fédérale (DJF) ou du représentant qu'il désigne ;

- d'un représentant du ministre ayant la Justice dans ses attributions ;
- d'un représentant du ministre ayant les Finances dans ses attributions ;
- d'un représentant du membre du gouvernement fédéral compétent pour la coordination de la lutte contre la fraude ;
- d'un représentant désigné par le Collège des procureurs généraux ;
- d'un représentant désigné par le Conseil des procureurs du Roi.

L'Organe de concertation choisit à l'unanimité un président parmi ses membres pour une durée de deux ans. Le mandat est renouvelable.

c) Missions

L'Organe de concertation favorise la **collaboration entre les autorités administratives et judiciaires concernées**, dans le respect de leurs compétences spécifiques, en vue d'une mise en œuvre efficiente et effective des décisions judiciaires en matière pénale concernant les condamnations exécutoires au paiement de sommes d'argent confisquées, d'amendes pénales, de frais de justice et des contributions au Fonds d'aide aux victimes, en Belgique et à l'étranger.

Cette **concertation** peut porter tant sur la résolution de **problèmes factuels ou juridiques** que sur des **problèmes structurels** qui se posent lors du recouvrement de dettes non fiscales en matière pénale.

La concertation peut déboucher sur des **mesures concrètes au niveau opérationnel**, qui peuvent contribuer à un recouvrement plus efficace dans certains dossiers, comme :

- l'utilisation prioritaire de la capacité disponible ;
- l'échange d'informations opérationnelles ;
- l'adoption d'une position commune dans un litige d'exécution civil ;
- la conclusion d'un service level agreement (SLA) portant sur la manière dont les acteurs concernés vont collaborer au cours de la phase du recouvrement.

En ce qui concerne la résolution de **problèmes structurels**, l'Organe de concertation peut formuler toutes les **recommandations utiles** en vue d'une coordination optimale de l'exécution des condamnations. Ces recommandations peuvent, le cas échéant, être reprises dans un rapport annuel. Le président de l'Organe de concertation transmet les recommandations aux ministres ayant la Justice et les Finances dans leurs attributions et au président du Collège des procureurs généraux.

Cela permet aux autorités judiciaires et administratives compétentes de prendre, à leur niveau, les mesures stratégiques adaptées pour résoudre les **problèmes structurels** épinglés, comme :

- l'élaboration, par le Collège des procureurs généraux, de directives destinées aux membres du ministère public ;
- la prise d'initiatives législatives par les ministres compétents ;
- un élargissement de la capacité des services concernés.

L'Organe de concertation a récemment été chargé par les ministres de la Justice et des Finances d'exécuter le « **Plan d'action pour l'exécution des peines pécuniaires** ».

d) Processus décisionnel

L'Organe de concertation établit son règlement d'ordre intérieur à la majorité simple des membres présents. Le règlement est approuvé par les ministres ayant la Justice et les Finances dans leurs attributions. Aucun règlement d'ordre intérieur n'a encore été promulgué.

L'Organe de concertation se réunit sur convocation de son président, qui fixe l'ordre du jour. L'Organe de concertation choisit à l'unanimité un président parmi ses membres pour une durée de deux ans. Le mandat est renouvelable.

L'OCSC assure le secrétariat de l'Organe de concertation.

L'Organe de concertation ne peut prendre de mesures unilatérales contraignantes affectant les compétences des acteurs associés à l'exécution des jugements et arrêts rendus par les juges pénaux. En règle générale, toutes les décisions sont prises par **consensus**.

7. Optimisation des enquêtes de solvabilité menées par l'OCSC

Les articles 11 et 12 de la loi EPE modifient les articles 15 et 15*bis* de l'actuelle loi relative à l'OCSC, concernant les enquêtes menées par l'OCSC sur la solvabilité de la personne condamnée au stade de l'exécution des peines.

Textes légaux

Articles 15 et 15*bis* de la loi du 26 mars 2003 portant création d'un Organe central pour la saisie et la confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur constante des biens saisis et sur l'exécution de certaines sanctions patrimoniales :

« **Article 15.** § 1^{er}. Sans préjudice des compétences du fonctionnaire compétent du Service public fédéral Finances qui est chargé du recouvrement de confiscations, l'Organe central peut, pour apprécier la faisabilité d'une exécution effective de la confiscation, enquêter sur la solvabilité d'une personne condamnée par une enquête de solvabilité.

L'enquête de solvabilité est menée par le directeur de l'Organe central. Le directeur ne peut déléguer l'enquête visée au présent article et à l'article 15*bis* qu'au directeur adjoint ou à un magistrat de liaison, qui effectue cette enquête sous son autorité et sa direction.

§ 2. L'Organe central peut demander aux services administratifs de l'État fédéral, des communautés, des régions, des administrations locales et des entreprises publiques, y compris la Cellule de traitement des informations financières, de lui communiquer, dans le délai qu'il fixe, toutes les informations qu'il juge utiles dans le cadre de cette enquête concernant les opérations accomplies par le condamné, ses avoirs et sur la composition et la localisation de son patrimoine. Ces services administratifs, les entreprises publiques et la Cellule sont tenus de donner suite à cette demande.

La même demande peut également être adressée aux entreprises inscrites auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises. Ces entreprises sont tenues de donner suite à cette demande, sauf si elles peuvent se prévaloir d'une obligation de secret prévue par la loi.

§ 3. Lorsque les informations du fonctionnaire compétent visé au § 1^{er} au sujet de la solvabilité d'une personne condamnée sont insuffisantes, ou s'il existe des indices dont il ressort que le condamné tente de se soustraire à l'exécution de la décision judiciaire de confiscation, l'Organe central peut recueillir des informations sur la solvabilité de cette personne condamnée auprès des organismes et des personnes visés à l'article 2 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.

§ 4. Les personnes, la Cellule, les entreprises ou les services administratifs visés aux §§ 2 et 3 qui ne sont pas des personnes morales visées à l'article 5, alinéa 4, du Code pénal, sont punis d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros s'ils refusent ou restent en défaut de communiquer sciemment et volontairement et sans motif légitime les informations demandées dans le délai et de la manière fixés par l'Organe central, bien qu'ils aient été régulièrement requis par l'Organe central.

§ 5. Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance des demandes visées à cet article ou y prête son concours est tenue de garder le secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

§ 6. L'Organe central peut également charger les services de police de faire une enquête sur la solvabilité d'une personne condamnée.

§ 7. L'Organe central peut transmettre les informations obtenues en application de cet article au fonctionnaire compétent visé au §1. »

« **Article 15bis.** § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 15, § 3, l'Organe central peut requérir, par décision motivée adressée aux organismes et aux personnes visées à l'article 2 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, la communication des informations suivantes :

1° la liste des comptes bancaires, des coffres bancaires ou des instruments financiers visés à l'article 2, 1°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, dont le condamné est le titulaire, le mandataire ou le véritable bénéficiaire et, le cas échéant, toutes les données utiles à ce sujet ;

2° les transactions bancaires qui ont été réalisées pendant une période déterminée sur un ou plusieurs de ces comptes bancaires ou instruments financiers, y compris les renseignements concernant tout compte d'origine ou de destination ;

3° les données concernant les titulaires ou mandataires qui, pendant une période déterminée, ont ou avaient accès à ces coffres bancaires.

Dans les cas visés à l'article 15, § 3, l'Organe central a un accès gratuit au point de contact central de la Banque Nationale de Belgique visé à l'article 322 du Code des impôts sur les revenus 1992. À sa demande, le point de contact central communique les données disponibles relatives aux numéros des comptes bancaires et aux contacts concernant le condamné.

§ 2. Dans sa réquisition écrite, l'Organe central spécifie sous quelle forme et dans quel délai les données visées au § 1^{er} doivent lui être communiquées.

§ 3. Si les informations communiquées à l'Organe central conformément aux §§ 1^{er} et 2 révèlent l'existence d'avoirs dans le chef du condamné, l'Organe central peut requérir par écrit que les organismes et personnes visés au § 1^{er} ne se dessaisissent plus des créances et obligations liés à ces comptes bancaires, à ces coffres bancaires ou à ces instruments financiers pendant

une période qui ne peut excéder cinq jours ouvrables et qui prend cours le jour où l'Organe central envoie sa réquisition par lettre recommandée, par télécopie ou par courrier électronique.

La mesure prend fin de plein droit à l'expiration de la période de cinq jours ouvrables. Par jour ouvrable, on entend tous les jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés. Avant l'expiration de cette période, la mesure prend fin en cas de paiement volontaire de la somme due en vertu de la confiscation, ou lorsque le fonctionnaire compétent du Service public fédéral Finances a pris les mesures conservatoires nécessaires.

§ 4. L'Organe central peut charger les organismes et les personnes visés au § 1^{er} de mettre gratuitement les biens à sa disposition ou de les transférer sur un compte qu'il indique, ce afin d'acquitter le solde d'une confiscation exécutoire.

§ 5. Les organismes et les personnes visés au § 1^{er} sont tenus de prêter leur concours aux réquisitions et mesures visées aux §§ 1^{er}, 3 et 4.

§ 6. L'organisme ou la personne visé au § 1^{er} qui, bien que régulièrement requis par l'Organe central, sciemment et volontairement, sans motif légitime, refuse ou reste en défaut de procéder à la communication des informations demandées ou à leur mise à disposition ou à leur transfert dans le délai et de la manière déterminés par l'Organe central, est puni d'une amende de vingt-six euros à dix mille euros.

§ 7. Les organismes et les personnes visés au § 1^{er}, ou tout tiers, qui conservent ou gèrent des biens faisant l'objet d'une mesure visée aux §§ 3 et 4 et qui les font disparaître avec une intention frauduleuse, sont punis des peines prévues à l'article 507 du Code pénal.

§ 8. Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance des réquisitions ou mesures visées à cet article ou y prête son concours est tenue de garder le secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

§ 9. Pour l'indemnisation des frais exposés dans le cadre des enquêtes visées aux articles 15 et 15*bis*, les tarifs déterminés par la législation relative aux frais de justice en matière répressive sont applicables.

Les frais sont à charge du condamné ou de la partie civilement responsable condamnée à l'encontre de qui l'exécution est requise. Le condamné ou la partie civilement responsable condamnée ne supportent toutefois pas les frais inutiles causés par l'intervention du magistrat de l'Organe central et les frais qui manifestement ne résultent pas de leur comportement personnel. Ces frais restent à charge de l'État.

Le directeur de l'Organe central taxe les frais qui sont liés aux enquêtes visées aux articles 15 et 15*bis*.

Les poursuites en vue du recouvrement de ces frais sont exercées au nom du directeur de l'Organe central par le fonctionnaire compétent du Service public fédéral Finances.

Le condamné peut introduire contre la décision du directeur de mettre les frais à sa charge [un recours, en introduisant] un recours devant le juge de l'application des peines, par lettre recommandée, dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision attaquée. Le juge de l'application des peines statue sur ce recours en premier et dernier ressort. Un recours en cassation contre le jugement est ouvert pour le condamné conformément à la procédure en matière civile instaurée par le Code judiciaire.

La Commission des frais de justice créée par l'article 5 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 connaît conformément à la procédure qui est prescrite par l'article 5 de la loi-programme citée ci-avant, de tous les recours introduits par le prestataire de service contre les décisions concernant le montant de l'indemnité avancée ou définitivement taxée. »

Principales modifications

L'OCSC peut mener une enquête de solvabilité dans les 2 situations suivantes :

1° En dehors de l'EPE : il peut mener une enquête sur la solvabilité d'une personne condamnée à une confiscation ;

2° dans le cadre de l'EPE :

- a) l'OCSC prête assistance au magistrat EPE : il mène une enquête sur la solvabilité d'une personne condamnée à une confiscation ;
- b) délégation de l'EPE à l'OCSC : il mène une enquête sur la solvabilité d'une personne condamnée à une confiscation, à une amende pénale ou aux frais de justice (article 464/3, § 4, CIC) ;

L'enquête de solvabilité est toujours menée par un magistrat du ministère public près l'OCSC. Les informations recueillies sont destinées au receveur du SPF Finances chargé du recouvrement.

La loi EPE modifie les règles existantes sur les points suivants, afin d'améliorer l'efficacité et l'effectivité de l'enquête de solvabilité :

1° Élargissement du champ d'application du pouvoir d'information aux entreprises privées

Auparavant, l'OCSC ne pouvait interroger que les autorités administratives et les entreprises publiques et, par la suite, la Cellule de traitement des informations financières (CTIF). Il pouvait également effectuer une enquête bancaire.

Désormais, l'OCSC peut en outre recueillir des renseignements auprès des entreprises qui sont inscrites à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE). Il s'agit notamment d'employeurs du condamné qui peuvent fournir des informations sur les revenus du condamné.

Ces entreprises sont tenues de communiquer, dans un délai déterminé par l'OCSC, toutes les informations que l'OCSC considère utiles dans le cadre de l'enquête de solvabilité. Tout refus de communiquer les informations demandées est punissable. La communication des informations demandées ne peut être refusée que sur la base d'une obligation au secret établie par la loi, comme dans le cas d'une personne exerçant une profession libérale soumise au secret professionnel, pour autant que les informations demandées soient couvertes par le secret professionnel en raison de leur caractère confidentiel (avocats, experts comptables externes, etc.).

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance des demandes de l'OCSC ou y prête son concours est tenue de garder le secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

2° La réquisition directe de la police par l'OCSC pour l'exécution d'une enquête de solvabilité

L'article 15, § 6, de la loi relative à l'OCSC dispose actuellement que l'OCSC peut charger les services de police d'effectuer une enquête de solvabilité. Précédemment, il ne pouvait le faire qu'en passant par le procureur du Roi, ce qui alourdissait inutilement la procédure existante. Un magistrat de parquet attaché à l'OCSC peut requérir directement un service de police pour effectuer une enquête sur la solvabilité de la personne condamnée.

3° Accès de l'OCSC au point de contact central de la Banque Nationale de Belgique (article 322 CIR 1992)

Selon les dispositions en vigueur, l'OCSC devait se renseigner séparément auprès de chaque banque sur les avoirs financiers du condamné. L'accès à un registre central de comptes bancaires améliorera l'efficacité de l'enquête de solvabilité. Sur la base des informations obtenues, l'OCSC peut interroger les banques de manière plus ciblée sur les actifs financiers du condamné et sur les transactions financières effectuées.

4° Transfert des actifs financiers gelés à l'OCSC pour exécution des confiscations (article 15bis, §§ 3 et 4, de la loi relative à l'OCSC)

Selon la loi actuelle relative à l'OCSC, l'Organe peut geler pour une durée limitée (5 jours ouvrables) les actifs financiers du condamné en attente d'une éventuelle saisie-arrêt-exécution par le fonctionnaire compétent du SPF Finances auprès de la banque concernée.

La réglementation existante a été simplifiée et renforcée. Si, par exemple, ces actifs consistent en soldes créditeurs de comptes bancaires ou en effets déposés sur un compte-titres, l'OCSC peut demander à la banque de transférer les montants ou titres à l'OCSC ou sur le compte bancaire du receveur chargé du recouvrement de la confiscation. Cette méthode ne nécessite plus que le fonctionnaire compétent du SPF Finances effectue une saisie-arrêt auprès d'une banque. Cette mesure contribue donc à une plus grande efficacité de l'exécution des peines. Vu que le transfert des actifs ne génère aucun frais, elle permet en outre d'importantes économies sur les frais de fonctionnement des services concernés.

5° Coût de l'enquête de solvabilité (enquêtes bancaires)

La législation en matière des frais a été complètement revue.

L'indemnisation des frais exposés dans le cadre des enquêtes visées aux articles 15 et 15bis sont taxés par le directeur de l'OCSC selon les tarifs en vigueur en application de la législation sur les frais de justice en matière répressive.

Les frais sont à charge du condamné ou de la partie civilement responsable condamnée à l'encontre de qui l'exécution est requise. Le condamné ou la partie civilement responsable condamnée ne supportent toutefois pas les frais inutiles causés par l'intervention du magistrat de l'OCSC et les frais qui manifestement ne résultent pas de leur comportement personnel. Ces frais restent à charge de l'État.

Le directeur de l'OCSC taxe les frais.

Les poursuites en vue du recouvrement de ces frais sont exercées au nom du directeur de l'OCSC par le fonctionnaire compétent du SPF Finances.

Le condamné peut introduire contre la décision du directeur de mettre les frais à sa charge [un recours, en introduisant] un recours devant le juge de l'application des peines, par lettre recommandée, dans un délai de trente jours à compter de la notification de la décision attaquée. Le juge de l'application des peines statue sur ce recours en premier et dernier ressort. Un recours en cassation contre le jugement est ouvert pour le condamné conformément à la procédure en matière civile instaurée par le Code judiciaire.

La Commission des frais de justice créée par l'article 5 de la loi-programme (II) du 27 décembre 2006 connaît conformément à la procédure qui est prescrite par l'article 5 de la loi-programme citée ci-avant, de tous les recours introduits par le prestataire de service contre les décisions concernant le montant de l'indemnité avancée ou définitivement taxée.

8. Encodage

Toute ouverture d'une EPE est encodée dans le programme « NIZA/AFNP ».

Table de matière

Synthèse	1
1. Introduction	5
2. L'enquête pénale d'exécution (EPE)	7
2.1. Notion et principes généraux	
2.1.1. Définition de l'EPE	
2.1.2. Acteurs de l'EPE	8
a) Acteur actif de l'EPE: le ministère public	
b) Acteur passif de l'EPE : le condamné et le tiers de mauvaise foi	9
2.1.3. Utilisation de moyens de contrainte	10
2.1.4. Secret de l'EPE	11
2.1.5. Échange d'informations	13
a) Communications d'informations par le magistrat EPE au SPF Finances	
b) Communications d'informations par les services de police au magistrat EPE	
c) Communications d'informations par les services de police au magistrat compétent	
d) Constatations d'infractions par des services de police pendant l'EPE	14
e) Réutilisation d'informations par le ministère public	
2.1.6. Affectation des sommes d'argent reçues ou gérées	15
2.1.7. Statut juridique des tiers	
a) Principe général	
b) Exceptions	16
2.2. Des organes de l'enquête	17
2.2.1. Ministère public	
2.2.2. Organe Central pour la Saisie et la Confiscation	18
2.2.3. Services de police	20
2.3. Ouverture de l'EPE	
2.3.1. Généralités	
2.3.2. Défaut de paiement (complet) de la confiscation, de l'amende et des frais de justice	21
2.3.3. Importance de l'obligation de paiement	22
a) Critère qualitatif	
b) Critère quantitatif	23
2.3.4. Directives complémentaires éventuelles pour les membres du ministère public	
2.4. Compétences des organes d'exécution	25
2.4.1. Généralités	
2.4.2. Des actes d'exécution ordinaires	
2.4.2.1. Notion	

2.4.2.2.	Analyse des actes d'exécution ordinaires	27
a)	Enquête patrimoniale menée par les services de police	
b)	Audition	
c)	Désignation d'un conseiller technique	29
d)	Visite domiciliaire avec consentement	
e)	Recherche dans un système informatique privé avec consentement	
f)	Pénétration dans un lieu accessible au public	30
g)	Fouille d'un bateau, d'un véhicule ou de tout autre moyen de transport	
h)	Fouille du condamné ou du tiers de mauvaise foi	
i)	Enquête bancaire	31
j)	Identification des utilisateurs d'un réseau ou de services de communications électroniques ou identification du service de communications électronique utilisé	33
k)	Observation ordinaire	34
l)	Recours aux indicateurs	38
2.4.3.	Des actes d'exécution spécifiques	40
2.4.3.1.	Notion	
2.4.3.2.	Analyse des actes d'exécution spécifiques	41
a)	Perquisition sans consentement	
b)	Recherche dans un système informatique	
c)	Repérage et localisation de communications électroniques	42
d)	Interceptions et enregistrement de communications (électroniques) privées	43
e)	Observation à l'égard d'une habitation	47
f)	Prise de mesures provisoires à l'égard du condamné ou du tiers de mauvaise foi et tant que personne morale	48
2.4.3.3.	Procédure d'autorisation	49
2.4.4.	De la saisie pour assurer l'exécution de la peine	53
2.4.4.1.	Généralités	
2.4.4.2.	Saisie de biens et de supports d'information	54
2.4.4.3.	Saisie de biens appartenant aux tiers de mauvaise foi	56
2.4.4.4.	Saisie de données	57
2.4.4.5.	Saisie de biens immeubles	58
2.4.4.6.	Saisie-arrêt	61
2.4.4.7.	Gestion des biens saisis	63
2.4.4.8.	Aliénation des biens saisis	67
2.4.4.9.	Référé pénal	71
2.5.	Coûts de l'enquête pénale d'exécution	75
2.6.	Cloûture de l'enquête pénale d'exécution	77
3.	Extension de la saisie par équivalent	78
4.	Réforme de la prescription de la confiscation	82
4.1.	Généralités	

4.2. Prolongation du délai de prescription dans les affaires correctionnelles jusqu'à 10 ans	83
4.3. Interruption et suspension du délai de prescription	84
5. Application de la loi sur la probation à la confiscation	87
5.1. Condamnation à la confiscation en cas d'octroi de la suspension	
5.2. Abrogation de la confiscation avec sursis	88
6. Révision de l'article 197 <i>bis</i> CIC	91
6.1. Indications du directeur de l'OCSC au receveur	
6.2. Exécution de la condamnation par le receveur sur les biens saisis	
6.3. Transcription des décisions judiciaires de confiscation de biens immeubles au bureau des hypothèques	
6.4. Receveur spécialisé en matière de recouvrement de confiscation	92
6.5. Délégation à l'OCSC des missions du ministère public relatives à l'exécution de confiscations à l'étranger	
6.6. Institution de l'Organe de concertation pour la coordination du recouvrement des créances non fiscales en matière pénale	93
7. Optimisation des enquêtes de solvabilité menées par l'OCSC	96
8. Encodage	102